



Bruxelles, le 26.6.2020
COM(2020) 290 final

**Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et à la Cour des
comptes**

Comptes annuels du Fonds européen de développement 2019

Comptes annuels du Fonds européen de développement

Exercice 2019

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| CERTIFICATION DES COMPTES..... | 3 |
| EXÉCUTION ET COMPTABILISATION DES RESSOURCES DU FED | 4 |
| FONDS GÉRÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE..... | 7 |
| ÉTATS FINANCIERS DU FED | 9 |
| ÉTATS FINANCIERS DES FONDS FIDUCIAIRES DE L'UE CONSOLIDÉS DANS LE FED | 50 |
| ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FED ET DES FONDS FIDUCIAIRES DE L'UE | 66 |
| RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE DU FED | 71 |
| RAPPORT ANNUEL SUR L'EXÉCUTION - FONDS GÉRÉS PAR LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT | 89 |

CERTIFICATION DES COMPTES

Les comptes annuels du Fonds européen de développement pour l'exercice 2019 ont été établis conformément au titre X du règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement ainsi qu'aux principes, règles et méthodes comptables décrits dans les notes annexes aux états financiers.

Je prends acte de ma responsabilité dans l'élaboration et la présentation des comptes annuels du Fonds européen de développement conformément à l'article 18 du règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement.

J'ai obtenu de l'ordonnateur et de la BEI, qui en garantissent la fiabilité, toutes les informations nécessaires à l'établissement des comptes décrivant l'actif et le passif du Fonds européen de développement, ainsi que l'exécution du budget.

Je certifie par la présente que, sur la base de ces informations et des vérifications que j'ai jugées nécessaires pour être en mesure d'approuver les comptes, j'ai obtenu l'assurance raisonnable que les comptes présentaient une image fidèle de la situation financière du Fonds européen de développement, dans tous les aspects significatifs.

Rosa ALDEA BUSQUETS

Comptable

16 juin 2020

EXÉCUTION ET COMPTABILISATION DES RESSOURCES DU FED

1. CONTEXTE

L'Union européenne (ci-après l'«UE») entretient des relations basées sur la coopération avec un grand nombre de pays en développement. Ces relations visent principalement à promouvoir le développement économique, social et environnemental, avec pour objectif premier de réduire et d'éradiquer la pauvreté à long terme au moyen d'une aide au développement et d'une assistance technique aux pays bénéficiaires. Pour y parvenir, l'UE, conjointement avec les pays partenaires, établit des stratégies de coopération et mobilise les ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre. Les ressources que l'UE alloue à la coopération au développement proviennent de trois sources :

- le budget de l'UE;
- le Fonds européen de développement;
- la Banque européenne d'investissement.

Le Fonds européen de développement (ci-après le «FED») est le principal instrument dont l'UE dispose pour apporter son aide en matière de coopération au développement aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique («ACP») et aux pays et territoires d'outre-mer («PTOM»).

Le FED n'est pas financé par le budget de l'UE. Il est institué par un accord interne entre les représentants des États membres, siégeant au sein du Conseil, et dirigé par un comité spécifique. La responsabilité de l'exécution financière des opérations réalisées avec les ressources du FED incombe à la Commission européenne (ci-après la «Commission»), alors que la facilité d'investissement est gérée par la Banque européenne d'investissement (ci-après la «BEI»).

Au cours de la période 2014-2020, l'aide géographique octroyée aux États ACP et aux PTOM restera essentiellement financée par le FED. Chaque FED est généralement conclu pour une durée de quelque 5 ans et est régi par son propre règlement financier, ce qui nécessite l'établissement d'états financiers pour chacun d'eux. Il s'ensuit que les états financiers sont établis séparément pour chaque FED en ce qui concerne la partie gérée par la Commission. Ces états financiers sont également présentés sous forme agrégée afin de permettre une vue globale de la situation financière des ressources relevant de la responsabilité de la Commission.

L'accord interne établissant le 11^e FED a été signé par les États membres participants, réunis au sein du Conseil, en juin 2013¹. Il est entré en vigueur le 1^{er} mars 2015.

En 2018, le Conseil a adopté le règlement financier applicable au 11^e FED². Celui-ci, qui a abrogé le règlement précédemment en vigueur, est applicable aux opérations financées à partir des FED antérieurs sans préjudice des engagements juridiques existants. Il ne s'applique pas à la facilité d'investissement sous les FED antérieurs.

Dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE, la facilité d'investissement a été établie et est gérée par la BEI, qui l'utilise pour soutenir le développement du secteur privé dans les États ACP à travers essentiellement, mais pas exclusivement, le financement d'investissements privés. La facilité fonctionne selon le principe d'un fonds renouvelable. En effet, les remboursements de prêts peuvent être réinvestis dans d'autres opérations, ce qui permet à la facilité de s'autorenouveler en plus de jouir d'une indépendance financière. N'étant pas gérée par la Commission, la facilité d'investissement n'est pas consolidée dans la première partie des comptes annuels (les états financiers du FED et le rapport connexe sur l'exécution financière). Les états financiers de la facilité d'investissement sont joints à part, dans la deuxième partie des comptes annuels, afin de fournir une vision complète de l'aide au développement du FED.

¹ JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

² Règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323.

2. COMMENT LE FED EST-IL FINANÇÉ?

Le Conseil européen du 2 décembre 2013 a adopté le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020. Il a alors été décidé que la coopération géographique avec les États ACP ne serait pas intégrée au budget de l'UE (budgétisée), mais qu'elle continuerait d'être financée par le FED intergouvernemental existant.

Le budget de l'UE est un budget annuel dans lequel les recettes et les dépenses sont prévues et autorisées pour une année selon le principe de l'annualité budgétaire. À la différence du budget de l'UE, le FED fonctionne sur une base pluriannuelle. Pour chaque FED, un fonds global est établi aux fins de la mise en œuvre de la coopération au développement pendant une période qui est généralement de cinq ans. Les fonds attribués peuvent être utilisés sur toute la période du FED, car les ressources sont allouées sur une base pluriannuelle. Le caractère non annuel du budget est souligné dans les rapports budgétaires, dans lesquels l'exécution du budget des FED est mesurée par rapport au total du fonds.

Les ressources du FED sont des contributions «ad hoc» des États membres de l'UE. À intervalles d'environ cinq ans, des représentants des États membres se réunissent au niveau intergouvernemental pour statuer sur un montant global attribué au Fonds et superviser son exécution. La Commission gère ensuite le Fonds conformément à la politique de coopération au développement de l'Union. Étant donné qu'ils possèdent leurs propres politiques d'aide et de développement parallèlement à la politique de l'Union, les États membres doivent coordonner leurs politiques avec l'UE afin de veiller à leur complémentarité.

Outre les contributions susmentionnées, les États membres ont également la possibilité de passer des accords de cofinancement ou bien de verser des contributions financières volontaires au FED.

3. COMPTES DE FIN D'EXERCICE

3.1. COMPTES ANNUELS

En vertu de l'article 18, paragraphe 3, du règlement financier du FED, les états financiers du FED sont élaborés selon les règles de comptabilité d'exercice inspirées des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Les règles comptables arrêtées par le comptable de la Commission sont appliquées par l'ensemble des institutions et organismes de l'UE afin de disposer d'un jeu uniforme de règles de comptabilisation, de valorisation et de présentation des comptes propre à assurer l'harmonisation du processus d'établissement des états financiers. Ces règles comptables de l'UE s'appliquent également au FED, la nature particulière de ses activités étant cependant prise en considération.

L'établissement des comptes annuels du FED est confié au comptable de la Commission, qui est le comptable du FED. Celui-ci veille à ce que les comptes annuels du FED fournissent une image fidèle de la situation financière du Fonds.

Les comptes annuels sont présentés comme suit:

Partie I: Fonds gérés par la Commission

- (i) États financiers du FED et notes annexes
- (ii) États financiers des fonds fiduciaires de l'UE consolidés dans le FED
- (iii) États financiers consolidés du FED et des fonds fiduciaires de l'UE
- (iv) Rapport sur l'exécution financière du FED

Partie II: Rapport annuel sur l'exécution - Fonds gérés par la Banque européenne d'investissement

- (i) États financiers de la facilité d'investissement

La partie «États financiers des fonds fiduciaires de l'UE consolidés dans le FED» comprend les états financiers des deux fonds fiduciaires créés au titre du FED: le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE (voir la section consacrée aux états financiers du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE) et le fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (voir la section consacrée aux états financiers du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique). Les états financiers individuels des fonds fiduciaires sont élaborés sous la responsabilité du comptable de la Commission et font l'objet d'un audit externe réalisé par un auditeur privé. Les chiffres relatifs aux fonds fiduciaires qui figurent dans ces comptes annuels sont provisoires.

Les comptes annuels du FED doivent être adoptés par la Commission avant le 31 juillet de l'année suivant la date du bilan et présentés au Parlement européen et au Conseil dans le cadre de la procédure de décharge.

4. AUDIT ET DÉCHARGE

4.1. AUDIT

Les comptes annuels du FED sont contrôlés par son auditeur externe, la Cour des comptes européenne (ci-après la «Cour»), qui établit un rapport annuel pour le Parlement européen et le Conseil.

4.2. DÉCHARGE

Le contrôle final de l'exécution financière des ressources du FED pour un exercice donné est constitué par la décharge. À la suite de l'audit et de la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil d'émettre une recommandation et ensuite au Parlement européen de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution financière des ressources du FED pour un exercice donné. Cette décision est fondée sur un examen des comptes ainsi que sur le rapport annuel de la Cour (qui comprend une déclaration d'assurance officielle) et les réponses de la Commission aux questions et autres demandes d'informations de l'autorité de décharge.

FONDS GÉRÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| ÉTATS FINANCIERS DU FED | 9 |
| BILAN DU FED | 10 |
| COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DU FED | 11 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU FED | 12 |
| ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET DU FED | 13 |
| BILAN PAR FED | 14 |
| COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE PAR FED | 16 |
| ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET PAR FED | 17 |
| NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DU FED | 19 |
| ÉTATS FINANCIERS DES FONDS FIDUCIAIRES DE L'UE CONSOLIDÉS DANS LE FED . | 50 |
| ÉTATS FINANCIERS DU FONDS FIDUCIAIRE BÊKOU DE L'UE 2019 | 51 |
| ÉTATS FINANCIERS DU FONDS FIDUCIAIRE DE L'UE POUR L'AFRIQUE 2019 | 58 |
| ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FED ET DES FONDS FIDUCIAIRES DE L'UE..... | 66 |
| BILAN CONSOLIDÉ | 67 |
| COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE CONSOLIDÉ | 68 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ | 69 |
| ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET | 70 |
| RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE DU FED..... | 71 |

ÉTATS FINANCIERS DU FED

Les chiffres étant arrondis au million d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux ci-dessous peut ne pas correspondre aux totaux.

BILAN DU FED

(en Mio EUR)

| | Note | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|------|----------------|----------------|
| ACTIFS À LONG TERME | | | |
| <i>Actifs financiers</i> | 2.1 | 36 | - |
| <i>Préfinancements</i> | 2.2 | 910 | 887 |
| <i>Contributions aux fonds fiduciaires</i> | 2.3 | 266 | 201 |
| | | 1 213 | 1 088 |
| ACTIFS À COURT TERME | | | |
| <i>Préfinancements</i> | 2.2 | 1 288 | 1 448 |
| <i>Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | 2.4 | 123 | 138 |
| <i>Liquidités et équivalents</i> | 2.5 | 1 179 | 387 |
| | | 2 590 | 1 973 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 3 803 | 3 061 |
| PASSIFS À LONG TERME | | | |
| <i>Passifs financiers</i> | 2.6 | (19) | (18) |
| | | (19) | (18) |
| PASSIFS À COURT TERME | | | |
| <i>Dettes</i> | 2.7 | (516) | (241) |
| <i>Charges à payer et produits à reporter</i> | 2.8 | (1 319) | (1 281) |
| | | (1 835) | (1 523) |
| TOTAL DU PASSIF | | (1 854) | (1 540) |
| ACTIF NET | | 1 948 | 1 521 |
| FONDS ET RÉSERVES | | | |
| <i>Réserve de juste valeur</i> | 2.9 | (2) | - |
| <i>Capital appelé - FED actifs</i> | 2.10 | 54 809 | 50 423 |
| <i>Report du capital appelé de FED clôturés</i> | 2.10 | 2 252 | 2 252 |
| <i>Résultat économique reporté des exercices précédents</i> | | (51 155) | (47 037) |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | (3 956) | (4 118) |
| ACTIF NET | | 1 948 | 1 521 |

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DU FED

(en Mio EUR)

| | Note | 2019 | 2018 |
|--|------|----------------|----------------|
| PRODUITS | | | |
| Produits des opérations sans contrepartie directe | 3.1 | | |
| <i>Récupérations</i> | | 28 | 4 |
| | | 28 | 4 |
| Produits des opérations avec contrepartie directe | 3.2 | | |
| <i>Produits financiers</i> | | 7 | 10 |
| <i>Autres produits</i> | | 39 | 46 |
| | | 46 | 57 |
| Total des produits | | 74 | 60 |
| CHARGES | | | |
| <i>Instruments d'aide</i> | 3.3 | (3 755) | (4 054) |
| <i>Charges de cofinancement</i> | 3.4 | (14) | 17 |
| <i>Charges financières</i> | 3.5 | (1) | 7 |
| <i>Autres charges</i> | 3.6 | (260) | (148) |
| Total des charges | | (4 030) | (4 178) |
| RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE | | (3 956) | (4 118) |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU FED

| | | (en Mio EUR) | |
|--|------|--------------|-----------|
| | Note | 2019 | 2018 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | (3 956) | (4 118) |
| Activités opérationnelles | | | |
| <i>Augmentation de capital - contributions (montant net)</i> | | 4 385 | 4 250 |
| <i>Variation des contributions aux fonds fiduciaires</i> | | (65) | (38) |
| <i>Variation des préfinancements</i> | | 136 | (235) |
| <i>Variation des créances à recevoir avec contrepartie directe et des créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | | 15 | (46) |
| <i>Variation des provisions</i> | | - | (4) |
| <i>Variation des passifs financiers</i> | | 2 | 3 |
| <i>Variation des dettes</i> | | 275 | (322) |
| <i>Variation des charges à payer et produits à reporter</i> | | 37 | 548 |
| <i>Autres mouvements hors trésorerie</i> | | (2) | - |
| Activités d'investissement | | | |
| <i>Variation des actifs financiers disponibles à la vente</i> | | (36) | - |
| FLUX DE TRÉSORERIE NETS | | 792 | 40 |
| <i>Variation nette des liquidités et équivalents</i> | | 792 | 40 |
| <i>Liquidités et équivalents au début de l'exercice</i> | 2.5 | 387 | 347 |
| <i>Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice</i> | 2.5 | 1 179 | 387 |

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET DU FED

(en Mio EUR)

| | Capital du Fonds - FED actifs (A) | Fonds non appelés - FED actifs (B) | Capital appelé - FED actifs (C) = (A)-(B) | Réserves cumulées (D) | Report du capital appelé de FED clôturés (E) | Réserve de juste valeur (F) | Actif net total (C)+(D)+(E)+(F) |
|--|--|---|---|--------------------------|--|-----------------------------------|--|
| SOLDE AU 31.12.2017 | 73 264 | 27 090 | 46 173 | (47 037) | 2 252 | - | 1 389 |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | - | (4 250) | 4 250 | - | - | | 4 250 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | - | - | - | (4 118) | - | | (4 118) |
| SOLDE AU 31.12.2018 | 73 264 | 22 840 | 50 423 | (51 155) | 2 252 | - | 1 521 |
| <i>Variations de la juste valeur</i> | | | | | | (2) | (2) |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | - | (4 385) | 4 385 | - | - | | 4 385 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | - | - | - | (3 956) | - | | (3 956) |
| SOLDE AU 31.12.2019 | 73 264 | 18 455 | 54 809 | (55 111) | 2 252 | (2) | 1 948 |

BILAN PAR FED

(en Mio EUR)

| | Note | 31.12.2019 | | | | | 31.12.2018 | | | | |
|---|------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|----------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| | | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total |
| ACTIFS À LONG TERME | | | | | | | | | | | |
| Actifs financiers | 2.1 | - | - | - | 36 | 36 | - | - | - | - | - |
| Préfinancements | 2.2 | - | 6 | 325 | 580 | 910 | - | 23 | 520 | 344 | 887 |
| Contributions aux fonds fiduciaires | 2.3 | - | - | - | 266 | 266 | - | - | - | 201 | 201 |
| | | - | 6 | 325 | 882 | 1 213 | - | 23 | 520 | 546 | 1 088 |
| ACTIFS À COURT TERME | | | | | | | | | | | |
| Préfinancements | 2.2 | 0 | 26 | 441 | 821 | 1 288 | 0 | 19 | 445 | 984 | 1 448 |
| Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe | 2.4 | 183 | 121 | 2 201 | (2 382) | 123 | 183 | 176 | 2 457 | (2 679) | 138 |
| Comptes inter-FED | | 182 | 53 | 2 160 | (2 395) | (0) | 183 | 111 | 2 421 | (2 715) | (0) |
| Liquidités et équivalents | 2.5 | - | - | - | 1 179 | 1 179 | - | - | - | 387 | 387 |
| | | 365 | 201 | 4 801 | (2 777) | 2 590 | 367 | 306 | 5 323 | (4 023) | 1 973 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 365 | 207 | 5 127 | (1 896) | 3 803 | 367 | 329 | 5 843 | (3 477) | 3 061 |
| PASSIFS À LONG TERME | | | | | | | | | | | |
| Passifs financiers | 2.6 | - | - | (1) | (18) | (19) | - | - | (1) | (16) | (18) |
| | | - | - | (1) | (18) | (19) | - | - | (1) | (16) | (18) |
| PASSIFS À COURT TERME | | | | | | | | | | | |
| Dettes | 2.7 | - | (5) | (108) | (404) | (516) | (0) | (6) | (125) | (111) | (241) |
| Charges à payer et produits à reporter | 2.8 | - | (96) | (240) | (983) | (1 319) | (0) | (83) | (358) | (840) | (1 281) |
| | | - | (101) | (348) | (1 386) | (1 835) | (0) | (89) | (482) | (951) | (1 522) |
| TOTAL DU PASSIF | | - | (101) | (349) | (1 405) | (1 854) | (0) | (89) | (484) | (967) | (1 540) |
| ACTIF NET | | | | | | | | | | | |
| | | 365 | 106 | 4 778 | (3 300) | 1 948 | 366 | 240 | 5 359 | (4 444) | 1 521 |
| Réserves de juste valeur | 2.9 | - | - | - | (2) | (2) | - | - | - | - | - |
| Capital appelé - FED actifs | 2.10 | 12 164 | 10 758 | 20 960 | 10 927 | 54 809 | 12 164 | 10 773 | 20 960 | 6 527 | 50 423 |
| Report du capital appelé de FED clôturés | 2.10 | 627 | 1 625 | - | - | 2 252 | 627 | 1 625 | - | - | 2 252 |

(en Mio EUR)

| | Note | 31.12.2019 | | | | | 31.12.2018 | | | | |
|---|------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| | | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total |
| <i>Transferts de capital appelé entre FED actifs</i> | 2.10 | (2 510) | 2 109 | 265 | 136 | - | (2 509) | 2 137 | 55 | 317 | - |
| <i>Résultat économique reporté des exercices précédents</i> | | (10 098) | (14 406) | (18 077) | (8 573) | (51 155) | (10 098) | (14 352) | (17 078) | (5 508) | (47 037) |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | (0) | (34) | (529) | (3 393) | (3 956) | 0 | (53) | (1 000) | (3 065) | (4 118) |
| ACTIF NET | | 183 | 53 | 2 618 | (905) | 1 948 | 184 | 129 | 2 938 | (1 729) | 1 521 |

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE PAR FED

(en Mio EUR)

| | Note | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 2019 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 2018 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total |
|--|------|--------------------|--------------------|--------------------------------|---------------------|----------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|---------------------|----------------|
| PRODUITS | | | | | | | | | | | |
| Produits des opérations sans contrepartie directe | 3.1 | | | | | | | | | | |
| <i>Récupérations</i> | | 0 | - | 18 | 10 | 28 | 0 | 3 | (3) | 4 | 4 |
| | | 0 | 0 | 18 | 10 | 28 | 0 | 3 | (3) | 4 | 4 |
| Produits des opérations avec contrepartie directe | 3.2 | | | | | | | | | | |
| <i>Produits financiers</i> | | (0) | - | 3 | 4 | 7 | 0 | 2 | 8 | 1 | 10 |
| <i>Autres produits</i> | | 1 | 6 | 21 | 12 | 39 | 1 | 6 | 27 | 12 | 46 |
| | | 1 | 6 | 24 | 16 | 46 | 1 | 8 | 35 | 13 | 57 |
| Total des produits | | 1 | 6 | 42 | 26 | 74 | 1 | 11 | 32 | 17 | 60 |
| CHARGES | | | | | | | | | | | |
| <i>Instruments d'aide</i> | 3.3 | (0) | (35) | (579) | (3 141) | (3 755) | 0 | (59) | (984) | (3 012) | (4 054) |
| <i>Charges de cofinancement</i> | 3.4 | - | - | (9) | (5) | (14) | - | - | 18 | (1) | 17 |
| <i>Charges financières</i> | 3.5 | (0) | 2 | (2) | (1) | (1) | 0 | 1 | 5 | 1 | 7 |
| <i>Autres charges</i> | 3.6 | (1) | (8) | 20 | (272) | (260) | (1) | (7) | (71) | (70) | (148) |
| Total des charges | | (1) | (40) | (571) | (3 418) | (4 030) | (0) | (64) | (1 031) | (3 082) | (4 178) |
| RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE | | (0) | (34) | (529) | (3 393) | (3 956) | 0 | (53) | (1 000) | (3 065) | (4 118) |

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET PAR FED

(en Mio EUR)

| 8 ^e FED | Capital du Fonds - FED actifs (A) | Fonds non appelés - FED actifs (B) | Capital appelé - FED actifs (C) = (A)-(B) | Réserves cumulées (D) | Report du capital appelé de FED clôturés (E) | Transferts de capital appelé entre FED actifs (F) | Actif net total (C)+(D)+(E)+(F) |
|--|-----------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------|--|---|---------------------------------|
| SOLDE AU 31.12.2017 | 12 164 | - | 12 164 | (10 098) | 627 | (2 503) | 190 |
| <i>Transferts vers le/à partir du 10^e FED</i> | | | - | | | (7) | (7) |
| SOLDE AU 31.12.2018 | 12 164 | - | 12 164 | (10 098) | 627 | (2 509) | 183 |
| <i>Transferts vers le/à partir du 10^e FED</i> | | | - | | | (1) | (1) |
| SOLDE AU 31.12.2019 | 12 164 | - | 12 164 | (10 098) | 627 | (2 510) | 183 |

(en Mio EUR)

| 9 ^e FED | Capital du Fonds - FED actifs (A) | Fonds non appelés - FED actifs (B) | Capital appelé - FED actifs (C) = (A)-(B) | Réserves cumulées (D) | Report du capital appelé de FED clôturés (E) | Transferts de capital appelé entre FED actifs (F) | Actif net total (C)+(D)+(E)+(F) |
|--|-----------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------|--|---|---------------------------------|
| SOLDE AU 31.12.2017 | 10 773 | - | 10 773 | (14 352) | 1 625 | 2 177 | 222 |
| <i>Transferts vers le/à partir du 10^e FED</i> | | | - | | | (40) | (40) |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | | - | (53) | | | (53) |
| SOLDE AU 31.12.2018 | 10 773 | - | 10 773 | (14 406) | 1 625 | 2 137 | 129 |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | | 15 | (15) | | | | (15) |
| <i>Transferts vers le/à partir du 10^e FED</i> | | | - | | | (27) | (27) |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | | - | (34) | | - | (34) |
| SOLDE AU 31.12.2019 | 10 773 | 15 | 10 758 | (14 440) | 1 625 | 2 109 | 53 |

(en Mio EUR)

| 10 ^e FED | Capital du Fonds - FED actifs (A) | Fonds non appelés - FED actifs (B) | Capital appelé - FED actifs (C) = (A)-(B) | Réserves cumulées (D) | Report du capital appelé de FED clôturés (E) | Transferts de capital appelé entre FED actifs (F) | Actif net total (C)+(D)+(E)+(F) |
|--|-----------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------|--|---|---------------------------------|
| SOLDE AU 31.12.2017 | 20 960 | 0 | 20 960 | (17 078) | - | 120 | 4 003 |
| <i>Transferts vers les/à partir des 8^e FED et 9^e FED</i> | | | - | | | 47 | 47 |
| <i>Transferts vers le/à partir du 11^e FED</i> | | | - | | | (112) | (112) |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | | - | (1 000) | | | (1 000) |
| SOLDE AU 31.12.2018 | 20 960 | 0 | 20 960 | (18 077) | - | 55 | 2 938 |
| <i>Transferts vers les/à partir des 8^e FED et 9^e FED</i> | | | - | | | 28 | 28 |
| <i>Transferts vers le/à partir du 11^e FED</i> | | | - | | | 181 | 181 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | | - | (529) | | - | (529) |
| SOLDE AU 31.12.2019 | 20 960 | - | 20 960 | (18 606) | - | 265 | 2 618 |

(en Mio EUR)

| 11 ^e FED | Capital du Fonds - FED actifs (A) | Fonds non appelés - FED actifs (B) | Capital appelé - FED actifs (C) = (A)-(B) | Réserves cumulées (D) | Report du capital appelé de FED clôturés (E) | Transferts de capital appelé entre FED actifs (F) | Réserve de juste valeur (G) | Actif net total (C)+(D)+(E)+(F)+(G) |
|--|-----------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------|--|---|-----------------------------|-------------------------------------|
| SOLDE AU 31.12.2017 | 29 367 | 27 090 | 2 277 | (5 508) | - | 206 | - | (3 025) |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | | (4 250) | 4 250 | | | - | | 4 250 |
| <i>Transferts vers les/à partir des 8^e, 9^e et 10^e FED</i> | | | - | | | 112 | | 112 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | | - | (3 065) | | - | | (3 065) |
| SOLDE AU 31.12.2018 | 29 367 | 22 840 | 6 527 | (8 573) | - | 317 | - | (1 729) |
| <i>Variations de la juste valeur</i> | | | | | | | (2) | (2) |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | | (4 400) | 4 400 | | | (181) | | 4 219 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | | - | (3 393) | | - | | (3 393) |
| SOLDE AU 31.12.2019 | 29 367 | 18 440 | 10 927 | (11 966) | - | 136 | (2) | (905) |

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DU FED

Les chiffres étant arrondis au million d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux peut ne pas correspondre aux totaux.

1. PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

1.1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers ont pour objectif de fournir des informations sur la situation financière, le résultat et les flux de trésorerie d'une entité, qui sont utiles à tout un éventail d'utilisateurs.

Les considérations générales (principes comptables) à suivre lors de l'élaboration des états financiers sont exposées dans la règle comptable 1 de l'UE «Financial Statements» (États financiers) et sont identiques à celles décrites dans IPSAS 1: image fidèle, comptabilité d'exercice, continuité d'activité, cohérence de la présentation, importance relative, regroupement, compensation et comparabilité des informations. Les caractéristiques qualitatives de l'information financière sont la pertinence, la représentation fidèle (fiabilité), l'intelligibilité, la diffusion en temps opportun, la comparabilité et la vérifiabilité.

1.2. BASE DE PRÉPARATION

1.2.1. Période de déclaration

Les états financiers sont présentés une fois par an. L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

1.2.2. Monnaies et base de conversion

Les comptes annuels sont présentés en milliers d'euros, l'euro étant la monnaie fonctionnelle de l'UE. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base des taux de change applicables à la date à laquelle elles sont effectuées. Les gains et pertes de change liés au règlement de transactions en monnaies étrangères et à la reconversion, aux taux de change de fin d'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont portés au compte de résultat économique. Des méthodes de conversion différentes s'appliquent aux immobilisations corporelles et incorporelles, qui conservent leur valeur en euros à la date de leur acquisition.

Les soldes de fin d'exercice des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros sur la base des taux de change de la Banque centrale européenne (BCE) en vigueur au 31 décembre.

Taux de change de l'euro

| Monnaie | 31.12.2019 | 31.12.2018 | Monnaie | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|------------|-----------------|------------|------------|-----------------|------------|
| BGN | 1,9558 | 1,9558 | PLN | 4,2568 | 4,3014 |
| CZK | 25,4080 | 25,7240 | RON | 4,783 | 4,6635 |
| DKK | 7,4715 | 7,4673 | SEK | 10,4468 | 10,2548 |
| GBP | 0,8508 | 0,8945 | CHF | 1,0854 | 1,1269 |
| HRK | 7,4395 | 7,4125 | JPY | 121,9400 | 125,8500 |
| HUF | 330,5300 | 320,9800 | USD | 1,1234 | 1,145 |

1.2.3. Utilisation d'estimations

Conformément aux IPSAS et aux principes comptables généralement reconnus, les états financiers incluent nécessairement des montants basés sur des estimations et des hypothèses formulées par la direction sur la base des informations les plus fiables dont elle dispose. Les principales estimations portent notamment sur le passif au titre des avantages du personnel, les charges à payer et produits à recevoir et les charges et produits à reporter, les provisions, les risques financiers liés aux créances, les actifs et passifs éventuels et le degré de dépréciation des actifs. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations.

Les estimations raisonnables sont une composante essentielle de la préparation des états financiers et ne mettent pas en cause leur fiabilité. Une estimation peut devoir être révisée en cas de changements dans les circonstances sur lesquelles elle était fondée ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Par définition, la révision d'une estimation ne concerne pas les périodes antérieures et ne constitue pas une correction d'erreur. L'effet d'un changement d'estimation comptable est comptabilisé dans le résultat économique des exercices au cours desquels il est connu.

1.3. BILAN

1.3.1. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable qui n'a pas de substance physique. Un actif est identifiable s'il est séparable (c'est-à-dire susceptible d'être séparé ou dissocié de l'entité, par exemple en étant vendu, cédé, concédé par licence, loué ou échangé, soit individuellement, soit en même temps qu'un contrat, un actif ou un passif identifiable, que cela entre ou non dans les intentions de l'entité) ou s'il résulte d'accords contraignants (y compris de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles, ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations).

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût historique, diminué des amortissements et pertes de valeurs cumulés. Les immobilisations incorporelles développées au niveau interne sont capitalisées lorsque les critères pertinents des règles comptables de l'UE sont remplis et que les dépenses ne concernent que la phase de développement de l'actif. Les coûts capitalisables comprennent tous les coûts directement imputables qui sont nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les coûts associés aux activités de recherche, les coûts de développement non capitalisables et les coûts d'entretien sont passés en charges à mesure qu'ils sont encourus.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité estimée (3 à 11 ans). Celle-ci dépend de leur durée de vie économique spécifique ou de leur durée de vie légale déterminée par un accord.

1.3.2. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué des amortissements et pertes de valeur cumulés. Le coût comprend toute dépense directement imputable à l'acquisition, la construction ou la cession de l'immobilisation. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct le cas échéant, uniquement s'il est probable que les avantages économiques ou le potentiel de service futur(s) associé(s) à cet actif iront à l'entité et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les coûts de réparation et d'entretien sont portés au compte de résultat économique de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les terrains ne sont pas amortis, leur durée d'utilité étant considérée comme indéfinie. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties, puisqu'elles ne sont pas encore disponibles pour utilisation. L'amortissement des autres actifs est calculé selon la méthode linéaire, de manière à imputer leur coût diminué de leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimée, comme suit:

| Catégorie d'actif | Taux d'amortissement linéaire |
|------------------------------------|-------------------------------|
| <i>Bâtiments</i> | 4 % à 10 % |
| <i>Installations de production</i> | 10 % à 25 % |
| <i>Mobilier et véhicules</i> | 10 % à 25 % |
| <i>Matériel informatique</i> | 25 % à 33 % |
| <i>Autres</i> | 10 % à 33 % |

Les plus-values et moins-values de cession sont déterminées en comparant le produit de la cession diminué des frais de cession à la valeur comptable du bien et sont portées au compte de résultat économique.

Contrats de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements. Les contrats de location sont classés soit comme contrats de location-financement, soit comme contrats de location simple.

Les contrats de location-financement sont des contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont transférés au preneur. Lors de la conclusion d'un contrat de location-financement, le preneur porte à l'actif de son bilan les actifs acquis au titre du contrat et comptabilise au passif les obligations locatives y afférentes, à compter du début de la période de location. Les actifs et passifs sont comptabilisés à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure à cette dernière, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, déterminée chacune au commencement du contrat de location. Sur la durée du contrat de location, les actifs détenus dans le cadre de contrats de location-financement sont amortis sur la plus courte des deux durées suivantes: la durée du contrat de location ou la durée d'utilité. Les paiements minimaux au titre de la location sont répartis entre la charge financière (l'élément «intérêts») et l'amortissement du solde de la dette (l'élément «capital»). La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période, qui est présenté comme courant ou non courant, selon le cas. Les loyers conditionnels doivent être comptabilisés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement, c'est-à-dire un contrat de location dans le cadre duquel le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Lors de la conclusion d'un contrat de location simple, le preneur comptabilise en charges, dans le compte de résultat économique, les paiements au titre du contrat et les répartit linéairement sur toute la durée du contrat, sans présenter d'actif loué ni de passif lié au contrat de location dans l'état de la situation financière.

1.3.3. Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs qui ont une durée d'utilité indéfinie ne font pas l'objet d'un amortissement/d'une dépréciation et subissent chaque année un test de dépréciation. Les actifs faisant l'objet d'un amortissement/d'une dépréciation sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice à la date de clôture qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée à raison de l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur (de service) recouvrable. La valeur (de service) recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée, entre sa juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Les valeurs résiduelles des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles et leur durée d'utilité sont réexaminées, et au besoin ajustées, au minimum une fois par an. Si les raisons justifiant la comptabilisation de pertes de valeur lors des précédents exercices ne s'appliquent plus, ces pertes de valeur sont alors reprises en conséquence.

1.3.4. Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés selon les catégories suivantes: «actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat», «prêts et créances», «placements détenus jusqu'à leur échéance» et «actifs financiers disponibles à la vente». Ce classement est déterminé lors de la comptabilisation initiale et réexaminé à chaque clôture du bilan.

(i) Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement en vue d'être revendu à court terme ou s'il a été désigné par l'entité comme devant appartenir à cette catégorie. Les dérivés sont également présentés dans cette catégorie. Ces actifs sont inscrits au bilan sous la rubrique «actifs à court terme» s'ils sont destinés à être cédés dans les douze mois qui suivent la date de clôture. Au cours de l'exercice considéré, l'entité n'a détenu aucun placement relevant de cette catégorie.

(ii) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont générés lorsque l'entité fournit directement des biens et des services ou accorde directement un prêt à un débiteur sans intention d'utiliser la créance à des fins de transactions. Ils sont inscrits au bilan sous la rubrique «actifs à long terme», sauf lorsque l'échéance se situe dans les douze mois suivant la date de clôture. Les prêts et créances comprennent les dépôts à terme dont l'échéance initiale est supérieure à trois mois.

(iii) *Placements détenus jusqu'à leur échéance*

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'échéances fixes, que l'entité a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Au cours de l'exercice considéré, l'entité n'a détenu aucun placement relevant de cette catégorie.

(iv) *Actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des instruments non dérivés qui sont désignés comme devant appartenir à cette catégorie ou ne sont classés dans aucune autre catégorie. Ils sont classés comme actifs à court terme ou actifs à long terme selon la durée pendant laquelle l'entité s'attend à les détenir, qui correspond généralement à l'échéance. Au cours de l'exercice considéré, l'entité n'a détenu aucun placement relevant de cette catégorie.

Comptabilisation et évaluation initiales

Les achats et ventes d'actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, détenus jusqu'à leur échéance et disponibles à la vente, sont comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'entité s'engage à acheter ou vendre l'actif. Les équivalents de liquidités et les prêts sont comptabilisés lorsque l'argent est déposé auprès d'un établissement financier ou versé aux emprunteurs. Les instruments financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Pour tous les actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction sont ajoutés à la juste valeur à la date de leur comptabilisation initiale.

Les instruments financiers sont décomptabilisés lorsque les droits sur les flux de trésorerie qui découlent des investissements ont expiré ou lorsque l'entité a transféré en substance tous les risques et avantages inhérents à la propriété à une autre partie.

Évaluation ultérieure

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont, par la suite, comptabilisés à leur juste valeur, les gains et les pertes résultant de variations de la juste valeur étant portés au compte de résultat économique de l'exercice au cours duquel ils se produisent.

Les prêts et créances ainsi que les placements détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont, par la suite, comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et pertes résultant de variations de la juste valeur sont comptabilisés dans la réserve de juste valeur. Les intérêts sur les actifs financiers disponibles à la vente calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont portés au compte de résultat économique.

À chaque date de clôture, l'entité doit apprécier s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier et si une perte de valeur doit être inscrite au compte de résultat économique.

1.3.5. Préfinancements

Un préfinancement est un paiement destiné à fournir une avance au bénéficiaire, par exemple un fonds de trésorerie. Il peut être fractionné en plusieurs versements sur une période définie dans le contrat, la décision ou la convention spécifique ou dans l'acte de base. Le fonds de trésorerie (ou l'avance) est soit utilisé aux fins pour lesquelles il a été fourni pendant la période définie dans la convention, soit remboursé. Si le bénéficiaire n'engage pas de dépenses éligibles, il est dans l'obligation de restituer le préfinancement à l'entité. Ainsi, étant donné que l'entité conserve le contrôle du préfinancement et a droit à un remboursement en ce qui concerne la partie non éligible, le montant est présenté comme un actif.

Le préfinancement est initialement comptabilisé au bilan lorsque les liquidités sont transférées au bénéficiaire. Il est évalué au montant de la contrepartie fournie. Au cours des périodes suivantes, le préfinancement est évalué au montant initialement comptabilisé au bilan, diminué des dépenses éligibles (comprenant si nécessaire des montants estimés) exposées au cours de la période.

1.3.6. Créances à recevoir et à recouvrer

Les règles comptables de l'Union européenne exigent une présentation distincte des opérations avec et sans contrepartie directe. Pour faire la distinction entre les deux catégories, le terme «créances à recevoir» est réservé aux opérations avec contrepartie directe, tandis que le terme «créances à recouvrer» est utilisé pour les opérations sans contrepartie directe, c'est-à-dire lorsque l'UE reçoit une valeur d'une autre entité sans fournir directement en retour une contrepartie de valeur sensiblement équivalente (par exemple, les créances à recouvrer auprès des États membres se rapportant aux ressources propres).

Les créances à recevoir des opérations avec contrepartie directe répondent à la définition des instruments financiers et sont, à ce titre, classées comme prêts et créances et évaluées en conséquence (voir note 1.3.4 ci-dessus).

Les créances à recouvrer des opérations sans contrepartie directe sont comptabilisées à la valeur initiale (après ajustement pour les intérêts et pénalités) diminuée des dépréciations pour perte de valeur. Une dépréciation pour perte de valeur est constatée en présence d'éléments objectifs indiquant que l'entité ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus aux échéances initialement prévues des créances. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable de la créance et le montant recouvrable. Le montant de la dépréciation est constaté dans le compte de résultat économique.

1.3.7. Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents sont des instruments financiers. Ils comprennent l'encaisse, les dépôts bancaires à vue et à court terme et d'autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à trois mois.

1.3.8. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'entité supporte une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers des tiers résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de façon fiable. Aucune provision n'est comptabilisée pour des pertes opérationnelles futures. Le montant de la provision correspond à la meilleure estimation des dépenses nécessaires au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque la provision comprend un grand nombre d'éléments, l'obligation est estimée en pondérant tous les résultats possibles en fonction de leur probabilité correspondante (méthode de la «valeur attendue»).

Les provisions pour les contrats déficitaires sont évaluées à la valeur actuelle la plus faible entre le coût escompté de la résiliation du contrat et le coût net attendu de la continuation du contrat.

1.3.9. Dettes

Les dettes regroupent les montants liés aux opérations avec contrepartie directe, comme l'achat de biens ou de services, et aux opérations sans contrepartie directe en rapport, par exemple, avec des déclarations de dépenses soumises par les bénéficiaires, des subventions ou autres financements de l'UE, ou avec des préfinancements reçus (voir la note 1.4.1).

Lorsque des subventions ou d'autres financements sont octroyés aux bénéficiaires, les déclarations de dépenses sont comptabilisées comme dettes pour les montants réclamés à la réception de la déclaration de dépenses. Après vérification et acceptation des coûts éligibles, les dettes sont évaluées au montant accepté et éligible.

Les dettes résultant de l'achat de biens ou de services sont comptabilisées lors de la réception de la facture pour le montant initial de celle-ci et les charges correspondantes sont inscrites aux comptes lorsque les biens ou services sont livrés ou fournis et acceptés par l'entité.

1.3.10. Charges à payer/produits à recevoir et charges et produits à reporter

Les opérations et les événements sont constatés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent. En fin d'exercice, lorsqu'une facture n'a pas été envoyée alors que le service a été fourni ou les biens livrés par l'entité ou qu'il existe un accord contractuel (par exemple par référence à un contrat), le montant correspondant est comptabilisé dans les états financiers en tant que produit à recevoir. Par ailleurs, lorsque, en fin d'exercice, une facture a été envoyée alors que le service n'a pas encore été fourni ou que les biens n'ont pas encore été livrés, le produit correspondant est reporté et sera comptabilisé lors de l'exercice comptable suivant.

Les charges sont également comptabilisées au cours de l'exercice auquel elles se rapportent. À la fin de la période comptable, les charges à payer sont constatées sur la base du montant estimatif des transferts dus au titre de l'exercice. Le calcul des charges à payer est effectué conformément aux lignes directrices opérationnelles et pratiques publiées par le comptable, qui visent à faire en sorte que les états financiers fournissent une image fidèle des phénomènes économiques et autres qu'ils sont censés représenter. Par analogie, si des services n'ont pas encore été fournis ou que des biens n'ont pas encore été livrés mais qu'ils ont été payés à l'avance, la charge correspondante sera reportée et comptabilisée lors de l'exercice comptable suivant.

1.4. COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

1.4.1. Produits

Les produits constituent les entrées brutes d'avantages économiques ou de potentiel de service reçus ou à recevoir par l'entité, qui représentent une augmentation de l'actif net, autre qu'une augmentation résultant d'apports des contributeurs.

En fonction de la nature des opérations sous-jacentes dans le compte de résultat économique, on opère la distinction entre:

(i) Produits des opérations sans contrepartie directe

Les produits des opérations sans contrepartie directe sont constitués des impôts et transferts, étant donné que le cédant fournit des ressources à l'entité bénéficiaire sans que celle-ci ne donne directement en retour une contrepartie de valeur sensiblement équivalente.

Les transferts sont des entrées d'avantages économiques futurs ou de potentiel de service découlant d'opérations sans contrepartie directe, à l'exception des impôts. L'entité comptabilise un actif au titre de transferts lorsqu'elle contrôle les ressources du fait d'événements passés (le transfert) et s'attend à recevoir des avantages économiques futurs ou un potentiel de service de ces ressources, et que la juste valeur peut être déterminée de façon fiable. Une entrée de ressources provenant d'une opération sans contrepartie directe comptabilisée comme un actif (soit des liquidités) est également comptabilisée en tant que produits, sauf si l'entité supporte une obligation actuelle au titre de ce transfert (condition), qu'il convient de remplir avant que le produit ne puisse être comptabilisé. Jusqu'à la réalisation de la condition, le produit correspondant est reporté et comptabilisé en tant que passif (préfinancement reçu).

(ii) Produits des opérations avec contrepartie directe

Les produits de la vente de biens et de services sont comptabilisés lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. La comptabilisation des produits d'une transaction impliquant la fourniture de services se fait en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture.

1.4.2. Charges

Les charges sont des diminutions des avantages économiques ou du potentiel de service survenant au cours de l'exercice et prenant la forme d'une sortie de ressources, d'une consommation d'actifs ou d'une création de passifs entraînant une diminution du patrimoine net/des capitaux propres. Elles comprennent à la fois les charges liées à des opérations avec contrepartie directe et les charges liées à des opérations sans contrepartie directe.

Les charges liées à des opérations avec contrepartie directe telles que des achats de biens ou de services sont comptabilisées lorsque les fournitures sont livrées/les services sont fournis et accepté(e)s par l'entité. Elles sont valorisées au montant de la facture d'origine. Par ailleurs, à la date de clôture, les charges liées aux services fournis au cours de la période, pour lesquels une facture n'a pas encore été reçue ou acceptée, sont portées au compte de résultat économique.

Les charges liées à des opérations sans contrepartie directe concernent les transferts à des bénéficiaires et peuvent relever de trois catégories: les créances, les transferts dans le cadre de contrats et les subventions, apports et dons discrétionnaires. Les transferts sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les événements donnant lieu à transfert se sont produits, pour autant que la nature du transfert considéré soit autorisée par la réglementation ou qu'une convention signée autorise le transfert, que le bénéficiaire réponde aux éventuels critères d'éligibilité et que le montant puisse être raisonnablement estimé.

Lorsqu'une demande de paiement ou une déclaration de dépenses satisfaisant aux critères de comptabilisation est reçue, elle est comptabilisée en charges à concurrence du montant éligible. En fin d'exercice, les dépenses éligibles encourues dues aux bénéficiaires mais non encore déclarées sont estimées et comptabilisées en charges à payer.

1.5. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

1.5.1. Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité. Un actif éventuel est indiqué lorsque l'entrée d'avantages économiques ou un potentiel de service est probable.

1.5.2. Passifs éventuels

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité, ou une obligation actuelle résultant d'événements passés mais non comptabilisée, soit parce qu'il est peu probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour régler l'obligation, soit dans les cas extrêmement rares où aucune estimation fiable ne peut être faite pour le montant de l'obligation. Les passifs éventuels sont constatés, sauf si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est faible.

1.6. COFINANCEMENT

Les contributions de cofinancement reçues sont assimilables à des recettes conditionnelles tirées d'opérations sans contrepartie directe et sont présentées comme des dettes dues aux États membres et à des pays tiers, notamment. Le FED est tenu d'utiliser ces contributions pour fournir des services à des tiers, faute de quoi il doit restituer les actifs (c'est-à-dire les contributions reçues). Les dettes en cours relatives aux accords de cofinancement représentent les contributions de cofinancement reçues diminuées des dépenses exposées liées au projet. L'incidence sur l'actif net est nulle.

Les dépenses liées aux projets de cofinancement sont comptabilisées dès qu'elles ont été exposées. Le montant correspondant de contributions est comptabilisé en tant que produits opérationnels, l'incidence sur le résultat économique de l'exercice étant nulle.

2. NOTES ANNEXES AU BILAN

ACTIFS

2.1. ACTIFS FINANCIERS

Au 31 décembre 2019, les actifs financiers du FED s'élevaient à 36 millions d'EUR (2018: néant). Ils comprennent des actifs financiers disponibles à la vente qui sont presque entièrement constitués d'investissements dans des instruments de capitaux propres.

2.2. PRÉFINANCEMENTS

De nombreux contrats prévoient le versement d'avances avant le début des travaux, de la livraison de fournitures ou de la prestation de services. Parfois, les échéanciers de paiement des contrats prévoient le versement d'avances sur la base de rapports sur l'état d'avancement. Les préfinancements sont normalement versés dans la monnaie du pays ou territoire d'exécution du projet.

Le délai d'utilisation des préfinancements détermine si ceux-ci sont présentés comme préfinancements à court ou à long terme. L'utilisation est définie par la convention sous-tendant le projet. Toute utilisation prévue dans les douze mois après la date de clôture est présentée comme préfinancement à court terme. Comme un grand nombre de projets financés par les actions du FED sont à long terme, il est indispensable que les avances correspondantes soient disponibles pendant plus d'un an. Certains montants de préfinancements sont donc comptabilisés dans les actifs à long terme.-

(en Mio EUR)

| | Note | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--------------------------------------|-------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------|--------------|
| <i>Préfinancements à long terme</i> | 2.2.1 | - | 6 | 325 | 580 | 910 | 887 |
| <i>Préfinancements à court terme</i> | 2.2.2 | 0 | 26 | 441 | 821 | 1 288 | 1 448 |
| Total | | 0 | 32 | 766 | 1 401 | 2 199 | 2 335 |

La diminution du total des préfinancements au 31 décembre 2019 s'explique principalement par une diminution des préfinancements du 10^e FED (2018: 964 millions d'EUR). Conformément au cycle de vie du FED, de nombreux contrats relatifs au 10^e FED ont été menés à bien et clôturés. Le nombre de contrats en cours dans le cadre de ce FED est passé d'environ 2 600 en 2018 à quelque 2 300 en 2019. Dès lors, le niveau des préfinancements versés aux bénéficiaires a diminué, tandis que l'apurement des préfinancements a augmenté.

Cette diminution a été partiellement compensée par une augmentation des préfinancements liés au 11^e FED (2018: 1 328 millions d'EUR). Le 11^e FED, qui a démarré en 2015, a atteint en 2019 sa vitesse de croisière en ce qui concerne la mise en œuvre des actions adoptées. Le nombre de contrats en cours est passé d'environ 2 300 en 2018 à 3 400 en 2019, ce qui s'est traduit par une augmentation de 73 millions d'EUR du total des préfinancements en cours.

2.2.1. Préfinancements à long terme

(en Mio EUR)

| | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|------------|------------|
| Gestion directe | | |
| <i>Mise en œuvre par:</i> | | |
| Commission | 190 | 140 |
| Agences exécutives de l'UE | 6 | - |
| Délégations de l'UE | 49 | 48 |
| | 244 | 188 |
| Gestion indirecte | | |
| <i>Mise en œuvre par:</i> | | |
| BEI et FEI | 313 | 367 |
| Organisations internationales | 291 | 280 |
| Organismes de droit privé ayant une mission de service public | 22 | 6 |
| Organismes de droit public | 22 | 24 |
| Pays tiers | 17 | 21 |
| Organes de l'UE et partenariats public-privé | 1 | - |
| | 665 | 698 |
| Total | 910 | 887 |

2.2.2. Préfinancements à court terme

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------|--------------|
| <i>Préfinancements (bruts)</i> | 0 | 115 | 1 627 | 3 288 | 5 030 | 5 153 |
| <i>Apurement (coupure de l'exercice)</i> | - | (89) | (1 186) | (2 467) | (3 742) | (3 705) |
| Total | 0 | 26 | 441 | 821 | 1 288 | 1 448 |

2.2.3. Garanties reçues en rapport avec des préfinancements

Les garanties sont détenues en couverture du préfinancement et libérées une fois le paiement final effectué dans le cadre d'un projet. Au 31 décembre 2019, les garanties reçues par le FED pour les préfinancements étaient passées à 46 millions d'EUR (2018: 79 millions d'EUR).

La majorité des préfinancements est versée dans le cadre de la gestion indirecte. Dans ce cas, le bénéficiaire de la garantie n'est pas le FED mais le pouvoir adjudicateur. Même si le FED n'est pas le bénéficiaire, ces garanties couvrent ses actifs.

2.3. CONTRIBUTIONS AUX FONDS FIDUCIAIRES

Cette rubrique représente le montant versé à titre de contributions au fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et au fonds fiduciaire Bêkou de l'UE. Les contributions sont nettes des coûts encourus par les fonds fiduciaires et imputables au FED.

Les contributions aux fonds fiduciaires sont mises en œuvre par le FED en gestion directe.

(en Mio EUR)

| | Contribution nette au 31.12.2018 | Contributions versées en 2019 | Affectation des charges nettes du FF pour 2019 | Contribution nette au 31.12.2019 |
|--------------|----------------------------------|-------------------------------|--|----------------------------------|
| Afrique | 193 | 600 | (530) | 263 |
| Bêkou | 9 | - | (5) | 4 |
| Total | 201 | 600 | (535) | 266 |

2.4. CRÉANCES À RECEVOIR AVEC CONTREPARTIE DIRECTE ET CRÉANCES À RECOUVRER SANS CONTREPARTIE DIRECTE

(en Mio EUR)

| | Note | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|--------|------------|------------|
| Créances à recouvrer des opérations sans contrepartie directe | 2.4.1 | 32 | 37 |
| Créances à recevoir des opérations avec contrepartie directe | 2.4.2. | 91 | 101 |
| Total | | 123 | 138 |

2.4.1. Créances à recouvrer des opérations sans contrepartie directe

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|------------|------------|
| États membres | - | 0 | - | 1 | 1 | 5 |
| Clients | 1 | 4 | 17 | 4 | 27 | 26 |
| Organismes publics | - | 9 | 11 | 1 | 21 | 25 |
| Pays tiers | 0 | 2 | 4 | 0 | 7 | 5 |
| Dépréciation | (2) | (13) | (12) | (1) | (27) | (27) |
| Comptes réciproques avec les institutions de l'UE | - | - | - | 4 | 4 | 3 |
| Total | 0 | 3 | 20 | 9 | 32 | 37 |

2.4.2. Créances à recevoir des opérations avec contrepartie directe

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12. 2019 | 31.12. 2018 |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|------------------------|---------------------|----------------|----------------|
| Produits à recevoir | | 1 | 65 | 21 | 0 | 88 |
| Créances à recevoir de l'UE | | - | - | - | 4 | 4 |
| Comptes inter-FED | 182 | 53 | 2 160 | (2 395) | (0) | (0) |
| Total | 183 | 119 | 2 181 | (2 391) | 91 | 101 |

Sous les produits à recevoir figurent les intérêts courus sur les préfinancements liés aux projets (65 millions d'EUR) et sur les préfinancements liés au fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (21 millions d'EUR).

Les créances à recevoir de l'UE représentent le montant qui a été transféré vers le compte fiduciaire détenu par la Commission européenne.

Pour des raisons d'efficacité, la trésorerie unique couvrant l'ensemble des FED est allouée au 11^e FED, ce qui a pour conséquence de générer des opérations entre les différents FED, qui sont compensées au moyen de comptes inter-FED entre les différents bilans.

Les comptes inter-FED sont uniquement présentés dans chaque FED. Le total des comptes inter-FED est égal à zéro.

2.5. LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS³

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------|------------|
| Comptes spéciaux | | | | | | |
| <i>Banques centrales</i> | - | - | - | 729 | 729 | 276 |
| | - | - | - | 729 | 729 | 276 |
| Comptes courants | | | | | | |
| <i>Banques commerciales</i> | - | - | - | 421 | 421 | 87 |
| <i>Liquidités attachées à des instruments financiers</i> | - | - | - | 30 | 30 | 24 |
| | - | - | - | 450 | 450 | 111 |
| Total | - | - | - | 1 179 | 1 179 | 387 |

L'augmentation des montants de cette rubrique, à hauteur de 792 millions d'EUR, peut s'expliquer essentiellement par une exécution des paiements inférieure aux prévisions. Les paiements au titre du FED se sont élevés au total à 3 910 millions d'EUR au 31 décembre 2019, contre un objectif annuel de 4 400 millions d'EUR. Deux raisons principales justifient cet écart: la suspension de la signature du contrat relatif au Partenariat mondial pour l'éducation avec la Banque mondiale et le report des paiements au titre de l'appui budgétaire en faveur du Tchad, d'Haïti et du Bénin.

Par ailleurs, l'augmentation du compte Banques commerciales est liée aux 264 millions d'EUR versés fin décembre par le Royaume-Uni sur le compte de la banque NatWest au titre de sa contribution au capital du fonds pour 2020 (voir la note **2.7.2.1**).

Comme les années précédentes, et pour limiter le risque de contrepartie, davantage de liquidités sont conservées sur les comptes ouverts auprès des banques centrales que sur ceux ouverts auprès des banques commerciales (voir la note **5.1**).

PASSIFS

2.6. PASSIFS FINANCIERS

2.6.1. Dettes de cofinancement

Les dettes de cofinancement représentent les fonds reçus par le FED dans le cadre d'accords de cofinancement. Le FED est tenu d'utiliser ces contributions pour fournir des services convenus à des tiers et de restituer les fonds non utilisés aux contributeurs. Le délai d'utilisation des montants de cofinancement détermine si ceux-ci sont présentés comme étant à court ou à long terme.

En fin d'exercice, une évaluation au cas par cas de l'ensemble des dettes de cofinancement est effectuée et tous les montants qui ne sont pas susceptibles d'être utilisés dans les 12 mois suivants sont considérés comme étant à long terme.

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Dettes de cofinancement à long terme</i> | - | - | 1 | 18 | 19 | 18 |
| <i>Dettes de cofinancement à court terme</i> | - | - | 38 | 31 | 69 | 68 |
| Total | - | - | 39 | 50 | 88 | 86 |

L'augmentation de 2,6 millions d'EUR du total des dettes de cofinancement découle à la fois des nouveaux montants de cofinancement reçus en 2019 (17 millions d'EUR) et des dépenses engagées au

³ Conformément à l'article 53 du règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, la trésorerie est présentée dans le bilan du 11^e FED. La nature des différents comptes bancaires est exposée au chapitre 5, Gestion des risques financiers.

titre des projets de cofinancement (14,4 millions d'EUR). Conformément aux règles comptables relatives au cofinancement, les montants engagés n'ont pas eu d'incidence sur le résultat de l'exercice étant donné qu'ils ont été comptabilisés tant dans les charges de cofinancement (note **3.4**) que dans les produits de cofinancement (note **3.1.1**).

2.7. DETTES

(en Mio EUR)

| | Note | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|-----------------------------|-------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Dettes à court terme</i> | 2.7.1 | - | 5 | 72 | 106 | 182 | 173 |
| <i>Dettes diverses</i> | 2.7.2 | - | (0) | 36 | 298 | 334 | 68 |
| Total | | - | 5 | 108 | 404 | 516 | 241 |

2.7.1. Dettes à court terme

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Fournisseurs</i> | - | 4 | 67 | 27 | 97 | 102 |
| <i>États membres</i> | - | 0 | 0 | 2 | 2 | 1 |
| <i>Pays tiers</i> | 0 | - | 4 | 74 | 78 | 37 |
| <i>Organismes publics</i> | - | 2 | 70 | 20 | 92 | 43 |
| <i>Autres dettes à court terme</i> | (0) | (1) | (70) | (17) | (88) | (10) |
| Total | - | 5 | 72 | 106 | 182 | 173 |

Le poste des dettes comprend les déclarations de dépenses reçues par le FED en ce qui concerne ses activités de subvention. Les dettes correspondantes sont enregistrées à concurrence du montant déclaré dès que la demande de paiement est reçue. La procédure est identique pour les factures et les notes de crédit reçues dans le cadre des marchés. Les coûts déclarés ainsi sont pris en compte pour la procédure de coupure de l'exercice. Après les écritures de fin d'exercice, les montants éligibles estimés ont été portés au compte de résultat économique. Les montants non éligibles ont été présentés comme autres dettes à court terme.

2.7.2. Dettes diverses

(en Mio EUR)

| | Note | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|---------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Dettes de cofinancement</i> | 2.6.1 | - | - | 38 | 31 | 69 | 68 |
| <i>Contributions au capital reportées</i> | 2.7.2.1 | - | - | - | 264 | 264 | - |
| <i>Autres dettes diverses</i> | | - | - | (2) | 3 | 1 | 0 |
| Total | | - | - | 36 | 298 | 334 | 68 |

2.7.2.1. Contributions au capital reportées

Au 31 décembre 2019, le montant de 264 millions d'EUR est entièrement lié à la contribution 2020 du Royaume-Uni versée au FED à la fin du mois de décembre. Au 31 décembre 2018, il n'y avait pas de contributions au capital versées par anticipation.

2.8. CHARGES À PAYER ET PRODUITS À REPORTER

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------|--------------|
| <i>Charges à payer</i> | - | 96 | 240 | 982 | 1 318 | 1 279 |
| <i>Autres régularisations et reports</i> | - | - | 0 | 1 | 1 | 3 |
| Total | - | 96 | 240 | 983 | 1 319 | 1 281 |

Les charges à payer comprennent les charges opérationnelles estimées liées à des contrats en cours ou achevés sans déclarations de dépenses validées, les dépenses éligibles exposées par les bénéficiaires ayant été estimées au moyen des meilleures informations disponibles. La part des charges à payer estimées qui se rapporte aux préfinancements versés a été enregistrée en tant que réduction des montants de préfinancement (voir la note **2.2** ci-dessus).

L'augmentation de cette rubrique découle à la fois d'une hausse des charges à payer au titre du 11^e FED (2018: 838 millions d'EUR) et d'une diminution des charges à payer au titre du 10^e FED (2018: 358 millions d'EUR). Cette évolution est conforme au cycle de vie du FED et est également liée à l'évolution du nombre de contrats en cours dans le cadre de ces FED: le 11^e FED ayant atteint sa vitesse de croisière en 2019, il y avait nettement plus de contrats en cours au 31 décembre 2019 pour lesquels les charges devaient être estimées et comptabilisées. À l'inverse, de nombreux contrats ont été menés à bien et clôturés en 2019 dans le cadre du 10^e FED, ce qui s'est traduit par une diminution des contrats en cours et des charges à payer au titre de ce FED.

ACTIF NET

2.9. RÉSERVE DE JUSTE VALEUR

Conformément aux règles comptables, les ajustements à la juste valeur d'actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés dans la réserve de juste valeur.

| | (en Mio EUR) | |
|---|--------------|------------|
| | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| <i>Figurant dans la réserve de juste valeur</i> | (2) | - |
| <i>Figurant dans le compte de résultat économique</i> | - | - |
| Total | (2) | - |

2.10. CAPITAL DU FONDS

2.10.1. Capital appelé - FED actifs

| | (en Mio EUR) | | | | |
|-------------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total |
| <i>Capital du Fonds</i> | 12 164 | 10 773 | 20 960 | 29 367 | 73 264 |
| <i>Capital non appelé</i> | - | (0) | (0) | (22 840) | (22 840) |
| Capital appelé au 31.12.2018 | 12 164 | 10 773 | 20 960 | 6 527 | 50 423 |
| <i>Capital du Fonds</i> | 12 164 | 10 773 | 20 960 | 29 367 | 73 264 |
| <i>Capital non appelé</i> | - | (15) | (0) | (18 440) | (18 455) |
| Capital appelé au 31.12.2019 | 12 164 | 10 758 | 20 960 | 10 927 | 54 809 |

Le capital du Fonds correspond au total des contributions des États membres pour le FED concerné, conformément aux dispositions de chacun des accords internes. Les fonds non appelés représentent les montants non encore appelés auprès des États membres. Le capital appelé représente les contributions qui ont été appelées par le FED et transférées sur les comptes de trésorerie par les États membres (voir ci-dessous **2.10.2**).

2.10.2. Capital appelé et capital non appelé par État membre

(en Mio EUR)

| Contributions 11 ^e FED | % | Capital non appelé au 31.12.2018 | Capital appelé en 2019 | Capital non appelé au 31.12.2019 |
|-----------------------------------|---------------|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| <i>Autriche</i> | 2,40 | 548 | (105) | 442 |
| <i>Belgique</i> | 3,25 | 742 | (143) | 599 |
| <i>Bulgarie</i> | 0,22 | 50 | (10) | 40 |
| <i>Croatie</i> | 0,23 | 51 | (10) | 42 |
| <i>Chypre</i> | 0,11 | 25 | (5) | 21 |
| <i>République tchèque</i> | 0,80 | 182 | (35) | 147 |
| <i>Danemark</i> | 1,98 | 452 | (87) | 365 |
| <i>Estonie</i> | 0,09 | 20 | (4) | 16 |
| <i>Finlande</i> | 1,51 | 345 | (66) | 278 |
| <i>France</i> | 17,81 | 4 068 | (784) | 3 285 |
| <i>Allemagne</i> | 20,58 | 4 700 | (906) | 3 795 |
| <i>Grèce</i> | 1,51 | 344 | (66) | 278 |
| <i>Hongrie</i> | 0,61 | 140 | (27) | 113 |
| <i>Irlande</i> | 0,94 | 215 | (41) | 173 |
| <i>Italie</i> | 12,53 | 2 862 | (551) | 2 311 |
| <i>Lettonie</i> | 0,12 | 27 | (5) | 21 |
| <i>Lituanie</i> | 0,18 | 41 | (8) | 33 |
| <i>Luxembourg</i> | 0,26 | 58 | (11) | 47 |
| <i>Malte</i> | 0,04 | 9 | (2) | 7 |
| <i>Pays-Bas</i> | 4,78 | 1 091 | (210) | 881 |
| <i>Pologne</i> | 2,01 | 458 | (88) | 370 |
| <i>Portugal</i> | 1,20 | 273 | (53) | 221 |
| <i>Roumanie</i> | 0,72 | 164 | (32) | 132 |
| <i>Slovaquie</i> | 0,38 | 86 | (17) | 69 |
| <i>Slovénie</i> | 0,22 | 51 | (10) | 41 |
| <i>Espagne</i> | 7,93 | 1 812 | (349) | 1 463 |
| <i>Suède</i> | 2,94 | 671 | (129) | 542 |
| <i>Royaume-Uni</i> | 14,68 | 3 353 | (646) | 2 707 |
| Total | 100,00 | 22 840 | (4 400) | 18 440 |

Le capital des 8^e, 9^e et 10^e FED ayant été appelé et reçu dans son intégralité au cours des années précédentes, le montant de 4 400 millions d'EUR appelé en 2019 se rapporte entièrement au 11^e FED.

2.10.3. Report du capital appelé de FED clôturés

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Fonds transférés de FED clôturés</i> | 627 | 1 625 | - | - | 2 252 | 2 252 |

Sous cette rubrique figurent les ressources transférées de FED clôturés vers les 8^e et 9^e FED.

2.10.4. Transferts de capital appelé entre FED actifs

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | Total |
|---|--------------------|--------------------|------------------------|---------------------|----------|
| Solde au 31.12.2017 | (2 503) | 2 177 | 120 | 206 | - |
| <i>Transfert vers la réserve de performance du 10^e FED de montants dégagés dans les FED précédents</i> | (7) | (40) | 47 | - | 0 |
| <i>Transfert vers la réserve de performance du 11^e FED de montants dégagés dans les FED précédents</i> | - | - | (112) | 112 | - |
| Solde au 31.12.2018 | (2 509) | 2 137 | 55 | 317 | - |
| <i>Transfert vers la réserve de performance du 10^e FED de montants dégagés dans les FED précédents</i> | (1) | (27) | 28 | - | (0) |
| <i>Transfert vers la réserve de performance du 11^e FED de montants dégagés dans les FED précédents</i> | - | - | 181 | (181) | - |
| Solde au 31.12.2019 | (2 510) | 2 109 | 265 | 136 | - |

Sous cette rubrique figurent les ressources transférées entre les FED actifs.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord de Cotonou, l'ensemble des fonds non utilisés dans le cadre d'anciens FED actifs sont transférés vers le FED le plus récent après dégagement. Les ressources transférées à partir d'autres FED augmentent les crédits du Fonds bénéficiaire tout en réduisant les crédits du Fonds d'origine. Les fonds transférés vers les réserves de performance du 10^e et du 11^e FED ne peuvent être engagés que dans des conditions spécifiques définies dans les accords internes.

3. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

PRODUITS

(en Mio EUR)

| | Note | 2019 | 2018 |
|---|------|-----------|-----------|
| Produits des opérations sans contrepartie directe | 3.1 | 28 | 4 |
| Produits des opérations avec contrepartie directe | 3.2 | 46 | 57 |
| Total | | 74 | 60 |

3.1. PRODUITS DES OPÉRATIONS SANS CONTREPARTIE DIRECTE

(en Mio EUR)

| | Note | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 2019 | 2018 |
|--------------------------------|-------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------|----------|
| Récupération de dépenses | | 0 | 0 | 9 | 4 | 13 | 21 |
| Récupération de crédits Stabex | | - | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Produits de cofinancement | 3.1.1 | - | - | 9 | 5 | 14 | (17) |
| Total | | 0 | 0 | 18 | 10 | 28 | 4 |

Les produits des opérations sans contrepartie directe peuvent être ventilés selon le mode de gestion, comme suit:

(en Mio EUR)

| | 2019 | 2018 |
|---|-----------|----------|
| Gestion directe | | |
| Mise en œuvre par: | | |
| Commission | 1 | 1 |
| Délégations de l'UE | 6 | 3 |
| | 6 | 4 |
| Gestion indirecte | | |
| Mise en œuvre par: | | |
| Pays tiers | 15 | (13) |
| Organisations internationales | 5 | 12 |
| Organismes de droit privé ayant une mission de service public | 2 | 1 |
| | 22 | - |
| Total | 28 | 4 |

3.1.1. Produits de cofinancement

Les contributions de cofinancement reçues sont assimilables à des recettes conditionnelles tirées d'opérations sans contrepartie directe et en tant que telles, ne devraient pas avoir d'effets sur le compte de résultat économique. Ces contributions restent inscrites au passif (voir la note **2.6.1**) jusqu'à ce que les conditions applicables aux fonds reçus soient remplies, c'est-à-dire que les dépenses éligibles soient exposées (voir la note **3.4**). Le montant correspondant est ensuite comptabilisé dans le compte de résultat économique comme produits des opérations de cofinancement sans contrepartie directe. L'effet sur le résultat économique de l'exercice est par conséquent nul.

3.2. PRODUITS DES OPÉRATIONS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 2019 | 2018 |
|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------|-----------|
| <i>Produits financiers</i> | (0) | (0) | 3 | 4 | 7 | 10 |
| <i>Autres produits</i> | 1 | 6 | 21 | 12 | 39 | 46 |
| Total | 1 | 6 | 24 | 16 | 46 | 57 |

Les produits financiers se composent essentiellement d'intérêts courus sur les ordres de recouvrement échus (6,6 millions d'EUR) et d'intérêts sur les préfinancements. Les autres produits se composent entièrement de gains de change. Les pertes de change correspondantes sont inscrites dans les autres charges (voir la note 3.6).

CHARGES

3.3. INSTRUMENTS D'AIDE

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 2019 | 2018 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------|--------------|
| <i>Aide programmable</i> | 0 | (0) | 295 | 1 824 | 2 119 | 2 001 |
| <i>Soutien macroéconomique</i> | - | 29 | - | - | 29 | 26 |
| <i>Politiques sectorielles</i> | - | 0 | - | - | 0 | 2 |
| <i>Projets intra-ACP</i> | - | 2 | 272 | 678 | 951 | 827 |
| <i>Aide d'urgence</i> | - | 4 | 12 | 97 | 112 | 873 |
| <i>Appui institutionnel</i> | - | - | 0 | 7 | 7 | 18 |
| <i>Contributions aux fonds fiduciaires</i> | - | - | - | 535 | 535 | 307 |
| Total | 0 | 35 | 579 | 3 141 | 3 755 | 4 054 |

Les dépenses opérationnelles du FED couvrent divers instruments d'aide et se présentent sous différentes formes, en fonction de la manière dont les crédits sont dépensés et gérés.

La diminution de cette rubrique découle à la fois d'une augmentation des charges au titre du 11^e FED (2018: 3 012 millions d'EUR) et d'une diminution des charges au titre du 10^e FED (2018: 984 millions d'EUR). Cette évolution est conforme au cycle de vie du FED et est également liée à l'évolution du nombre de contrats en cours dans le cadre de ces FED: le 11^e FED ayant atteint sa vitesse de croisière en 2019, il y avait nettement plus de contrats en cours au 31 décembre 2019 pour lesquels des dépenses étaient engagées. À l'inverse, de nombreux contrats ont été menés à bien et clôturés en 2019 dans le cadre du 10^e FED, ce qui s'est traduit par une diminution des dépenses engagées au titre de ce FED.

Comme observé, la structure des charges relatives aux instruments d'aide au titre du 11^e FED a changé par rapport à 2018. Dans le cadre de ce FED, les charges relatives à l'aide d'urgence ont considérablement diminué (2018: 811 millions d'EUR), tandis que celles relatives à l'aide programmable, aux projets intra-ACP et aux contributions aux fonds fiduciaires ont considérablement augmenté (2018: 1 468 millions d'EUR, 410 millions d'EUR et 307 millions d'EUR respectivement).

3.4. CHARGES DE COFINANCEMENT

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 2019 | 2018 |
|----------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------|------|
| <i>Cofinancement</i> | - | - | 9 | 5 | 14 | (17) |

Cette rubrique comprend les dépenses exposées pour les projets de cofinancement en 2019. Il convient de noter que les dépenses exposées incluent des montants estimés liés à la coupure de l'exercice (et, par conséquent, les contrepassations des montants estimés relatifs à l'exercice précédent).

Les produits correspondants ont été portés au compte de résultat économique (voir la note **3.1.1**).

INSTRUMENTS D'AIDE ET CHARGES DE COFINANCEMENT PAR MODE DE GESTION

(en Mio EUR)

| | 2019 | 2018 |
|--|--------------|--------------|
| Gestion directe | | |
| <i>Mise en œuvre par:</i> | | |
| <i>Commission</i> | 86 | 122 |
| <i>Agences exécutives de l'UE</i> | (13) | 31 |
| <i>Fonds fiduciaires</i> | 483 | 594 |
| <i>Délégations de l'UE</i> | 1 141 | 1 003 |
| | 1 697 | 1 750 |
| Gestion indirecte | | |
| <i>Mise en œuvre par:</i> | | |
| <i>BEI et FEI</i> | 145 | 44 |
| <i>Organisations internationales</i> | 1 003 | 920 |
| <i>Organismes de droit privé ayant une mission de service public</i> | 126 | 114 |
| <i>Organismes de droit public</i> | 184 | 231 |
| <i>Pays tiers</i> | 613 | 977 |
| <i>Organes de l'UE dans le cadre de partenariats public-privé</i> | 1 | 1 |
| | 2 073 | 2 287 |
| Total | 3 770 | 4 037 |

3.5. CHARGES FINANCIÈRES

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 2019 | 2018 |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------|------|
| <i>Dépréciations de créances</i> | 0 | (2) | 2 | 1 | 1 | (7) |

Cette rubrique comprend l'estimation des charges sur les montants irrécouvrables.

3.6. AUTRES CHARGES

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 2019 | 2018 |
|---|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Charges administratives et relatives à l'informatique</i> | - | - | (41) | 262 | 220 | 112 |
| <i>Provision pour risques et charges</i> | - | - | - | - | - | (4) |
| <i>Pertes réalisées sur créances résultant de ventes et prestations de services</i> | - | 2 | 1 | 1 | 3 | 1 |
| <i>Pertes de change</i> | 1 | 6 | 21 | 9 | 37 | 39 |
| Total | 1 | 8 | (20) | 272 | 260 | 148 |

Sous cette rubrique figurent essentiellement les dépenses d'appui, c'est-à-dire les frais administratifs liés à la programmation et à l'exécution des FED. Cela englobe les dépenses afférentes à la préparation, au suivi, au contrôle et à l'évaluation des projets ainsi que les dépenses liées aux réseaux informatiques, à l'assistance technique, etc.

4. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

4.1. ACTIFS ÉVENTUELS

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Garanties de bonne fin</i> | - | 10 | 5 | 0 | 15 | 11 |
| <i>Garanties pour retenues</i> | - | 5 | 4 | - | 9 | 7 |
| Total | - | 15 | 8 | 0 | 24 | 17 |

Les garanties de bonne fin sont requises pour s'assurer que les bénéficiaires des financements du FED satisfont à leurs obligations contractuelles avec le FED.

Les garanties pour retenues ne concernent que les marchés de travaux. En règle générale, une retenue de 10 % sur les paiements intermédiaires est prévue afin de garantir que les contractants satisfont à leurs obligations. Ces montants retenus sont classés comme dettes. Sous réserve de l'approbation du pouvoir adjudicateur, le contractant peut soumettre à la place une garantie pour retenues qui remplace le pourcentage retenu sur les paiements intermédiaires. Ces garanties reçues sont présentées comme actifs éventuels.

En ce qui concerne les contrats gérés dans le cadre de la gestion indirecte, les garanties relèvent d'un pouvoir adjudicateur autre que le FED et ne sont dès lors pas mentionnées par ce dernier.

4.2. AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

4.2.1. Engagements restant à liquider non encore inscrits en charges

Le montant indiqué ci-dessous est le RAL (reste à liquider) budgétaire diminué des montants correspondants inscrits en charges au compte de résultat économique. Le RAL budgétaire correspond au montant d'engagements pour lesquels les paiements et/ou dégagements n'ont pas encore été effectués. Il s'agit de la conséquence normale de l'existence de programmes pluriannuels.

(en Mio EUR)

| | 8 ^e FED | 9 ^e FED | 10 ^e FED | 11 ^e FED | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|
| <i>Engagements restant à liquider non encore inscrits en charges</i> | (0) | 42 | 576 | 7 946 | 8 564 | 9 071 |

Au 31 décembre 2019, le RAL budgétaire atteignait 10 270 millions d'EUR (2018: 10 616 millions d'EUR).

5. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations ci-après relatives à la gestion des risques financiers du FED concernent les opérations de trésorerie effectuées par la Commission pour le compte du FED dans le but de mettre en œuvre ses ressources.

5.1. POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les règles et principes concernant la gestion des opérations de trésorerie sont fixés dans le règlement financier applicable au 11^e FED et dans l'accord interne.

En vertu du règlement précité, les grands principes suivants s'appliquent:

- (a) les contributions au FED sont payées par les États membres sur des comptes spéciaux ouverts auprès de la banque d'émission de chaque État membre ou de l'institution financière désignée par celui-ci. Le montant des contributions reste sur lesdits comptes spéciaux jusqu'à ce qu'il soit nécessaire d'effectuer les paiements du FED;
- (b) les contributions au FED sont payées par les États membres en EUR, alors que les paiements du FED sont libellés en EUR ou dans d'autres monnaies;
- (c) les comptes en banque ouverts par la Commission au nom du FED ne peuvent pas être à découvert.

Outre les comptes spéciaux, d'autres comptes bancaires sont ouverts par la Commission au nom du FED auprès d'institutions financières (banques centrales et banques commerciales) afin d'effectuer des paiements et de recevoir des versements autres que les contributions des États membres au budget.

Les opérations de trésorerie et de paiement sont fortement automatisées et reposent sur des systèmes informatiques modernes. Des procédures spéciales sont appliquées pour garantir la sécurité des systèmes et pour assurer la séparation des tâches conformément au règlement financier, aux standards de contrôle interne de la Commission et aux principes d'audit.

Un ensemble de lignes directrices et de procédures consignées par écrit régit la gestion des opérations de trésorerie et de paiement, afin de limiter le risque opérationnel et financier et d'assurer un niveau de contrôle adéquat. Ces lignes directrices et procédures couvrent les différents domaines d'opération et leur application est vérifiée régulièrement.

5.2. RISQUE DE CHANGE

Exposition du FED au risque de change à la clôture de l'exercice - position nette

(en Mio EUR)

| | 31.12.2019 | | | | | | | 31.12.2018 | | | | | | |
|---|------------|----------|----------|----------|--------------|----------|--------------|------------|----------|----------|----------|--------------|-------------|--------------|
| | USD | GBP | DKK | SEK | EUR | Autres | Total | USD | GBP | DKK | SEK | EUR | Autres | Total |
| Actifs financiers | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Créances à recevoir et à recouvrer</i> | - | - | - | - | 115 | 8 | 123 | 63 | - | 0 | - | 67 | 8 | 138 |
| <i>Liquidités et équivalents</i> | 1 | - | - | - | 1 178 | - | 1 179 | 1 | 0 | - | - | 386 | - | 387 |
| | 1 | - | - | - | 1 293 | 8 | 1 302 | 64 | 0 | 0 | - | 453 | 8 | 525 |
| Passifs financiers | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Passifs financiers à long terme</i> | - | - | - | - | (19) | - | (19) | - | - | - | - | (18) | - | (18) |
| <i>Dettes</i> | (7) | - | - | - | (509) | - | (516) | (1) | - | - | - | (218) | (22) | (241) |
| | (7) | - | - | - | (528) | - | (535) | (1) | - | - | - | (236) | (22) | (259) |
| Total | (6) | - | - | - | 765 | 8 | 767 | 63 | 0 | 0 | - | 217 | (14) | 267 |

Toutes les contributions sont libellées en EUR et les autres monnaies sont achetées uniquement lorsque cela est nécessaire pour l'exécution des paiements. Par conséquent, les opérations de trésorerie du FED ne sont pas exposées au risque de change.

5.3. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le FED n'emprunte pas d'argent et n'est donc pas exposé au risque de taux d'intérêt.

Des intérêts courent sur le solde de ses différents comptes bancaires. Par conséquent, la Commission a, pour le compte du FED, établi des mesures visant à garantir que les intérêts comptabilisés comme acquis reflètent régulièrement les taux d'intérêt du marché ainsi que leurs éventuelles fluctuations.

Les contributions au budget du FED sont portées par chaque État membre au crédit du compte spécial ouvert auprès de l'institution financière désignée par celui-ci. Étant donné qu'à l'heure actuelle, les rémunérations appliquées à certains de ces comptes peuvent être négatives, des procédures de gestion de trésorerie sont en place pour réduire au minimum les soldes présents sur les comptes en question. Par ailleurs, conformément au règlement (UE) 2016/888 du Conseil, toute rémunération négative sur ces comptes est à la charge de l'État membre concerné.

Les soldes de fin de journée détenus sur des comptes bancaires commerciaux sont rémunérés à la journée. La rémunération des soldes de ces comptes est basée sur des taux variables du marché auxquels une marge contractuelle (positive ou négative) est appliquée. Pour la plupart des comptes, le calcul des intérêts est lié à un taux de référence du marché et ajusté en fonction des fluctuations de ce taux. En conséquence, le FED ne court pas le risque que ses soldes puissent être rémunérés à des taux inférieurs à ceux du marché.

5.4. RISQUE DE CRÉDIT (RISQUE DE CONTREPARTIE)

Actifs financiers qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés:

(en Mio EUR)

| | Total | Ni en souffrance ni dépréciés | En souffrance mais non dépréciés | | |
|--|------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------|------------|
| | | | < 1 an | 1- 5 ans | > 5 ans |
| <i>Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | 123 | 100 | 16 | 7 | - |
| Total au 31.12.2019 | 123 | 100 | 16 | 7 | - |
| <i>Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | 138 | 121 | 12 | 5 | - |
| Total au 31.12.2018 | 138 | 121 | 12 | 5 | - |

Actifs financiers par catégorie de risque:

(en Mio EUR)

| | 31.12.2019 | | | 31.12.2018 | | |
|---|------------|--------------|--------------|------------|------------|------------|
| | Créances | Trésorie | Total | Créances | Trésorie | Total |
| Contreparties ayant une notation de crédit externe | | | | | | |
| <i>Première et haute qualité</i> | 7 | 958 | 965 | 5 | 303 | 308 |
| <i>Qualité moyenne supérieure</i> | - | 220 | 220 | - | 80 | 80 |
| <i>Qualité moyenne inférieure</i> | - | 1 | 1 | - | 4 | 4 |
| <i>Spéculatif (non-investment grade)</i> | - | 0 | 0 | - | 0 | 0 |
| | 7 | 1 179 | 1 186 | 5 | 387 | 391 |
| Contreparties dépourvues de notation de crédit externe | | | | | | |
| <i>Groupe 1 (débiteurs n'ayant jamais fait défaut)</i> | 116 | 0 | 116 | 133 | 0 | 134 |
| <i>Groupe 2 (débiteurs ayant fait défaut dans le passé)</i> | - | - | - | - | - | - |
| Total | 116 | 0 | 116 | 133 | 0 | 134 |

| | | | | | | |
|--------------|------------|--------------|--------------|------------|------------|------------|
| Total | 123 | 1 179 | 1 302 | 138 | 387 | 525 |
|--------------|------------|--------------|--------------|------------|------------|------------|

Les fonds classés dans les catégories *spéculatif (non-investment grade)* et *qualité moyenne inférieure* se rapportent principalement aux contributions des États membres au FED versées sur les comptes spéciaux ouverts par les États membres conformément à l'article 20, paragraphe 3, du RF applicable au FED. En vertu dudit règlement, le montant de ces contributions doit rester sur ces comptes spéciaux jusqu'à ce qu'il soit nécessaire d'effectuer les paiements.

La plupart des ressources en trésorerie du FED sont conservées, conformément au RF applicable au FED, sur les comptes spéciaux ouverts par les États membres pour le paiement de leurs contributions. La majorité de ces comptes sont ouverts auprès du Trésor ou de la banque centrale de chaque État membre. Ces institutions représentent le risque de contrepartie le plus faible pour le FED (l'exposition concerne les États membres).

En ce qui concerne la part des ressources en trésorerie du FED qui est déposée auprès de banques commerciales afin de couvrir l'exécution des paiements, l'approvisionnement de ces comptes s'effectue selon le principe du «juste à temps» et est géré automatiquement par le système de gestion de la trésorerie de la Commission. Des soldes minimaux, proportionnels au montant moyen des paiements journaliers réalisés, sont maintenus sur chacun de ces comptes. Par conséquent, les soldes de fin de journée de ces comptes restent toujours faibles, ce qui limite l'exposition du FED aux risques.

De plus, des lignes directrices spécifiques sont appliquées pour la sélection des banques commerciales, afin de réduire le risque de contrepartie auquel le FED est exposé.

Toutes les banques commerciales sont sélectionnées par appels d'offres. La notation de crédit à court terme la plus basse ouvrant l'accès à une procédure d'appel d'offres est Moody's P-1, ou une notation équivalente (S&P A-1 ou Fitch F1). Un niveau inférieur peut être accepté dans des circonstances particulières et dûment justifiées.

5.5. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Analyse des échéances des passifs financiers par échéance contractuelle résiduelle

(en Mio EUR)

| | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | Total |
|----------------------------|------------|----------|-----------|------------|
| <i>Passifs financiers</i> | 516 | 2 | 17 | 535 |
| Total au 31.12.2019 | 516 | 6 | 22 | 516 |
| <i>Passifs financiers</i> | 241 | 7 | 11 | 259 |
| Total au 31.12.2018 | 241 | 7 | 11 | 259 |

Grâce aux principes budgétaires appliqués au FED, les liquidités globales pour la période budgétaire sont toujours suffisantes pour l'exécution des paiements. En effet, le total des contributions des États membres est égal au montant global des crédits de paiement pour la période budgétaire concernée.

Les contributions des États membres au FED sont toutefois versées en trois tranches annuelles, alors que les paiements ont un caractère saisonnier.

De manière à assurer que les ressources en trésorerie soient toujours suffisantes pour couvrir les paiements à exécuter au cours d'un mois, les informations sur la situation de la trésorerie sont régulièrement échangées entre la trésorerie de la Commission et les services ordonnateurs concernés.

Outre ce qui précède, les opérations de trésorerie du FED bénéficient d'outils de gestion de la trésorerie automatisés qui garantissent la disponibilité quotidienne des liquidités suffisantes sur chaque compte bancaire du FED.

6. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Les parties liées du FED sont le fonds fiduciaire Bêkou, le fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et la Commission européenne. Les transactions qui ont lieu entre ces entités sont réalisées dans le cadre des opérations normales du FED. Conformément aux règles comptables de l'UE, aucune information spécifique n'est exigée dans le cadre de ces transactions.

Le FED n'a pas de gestion séparée puisqu'il est géré par la Commission. Les droits des principaux dirigeants de l'UE, notamment de la Commission, ont été communiqués dans les comptes annuels consolidés de l'Union européenne à la rubrique 7.2. «Droits des principaux dirigeants».

7. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

À la date de transmission des présents comptes provisoires, hormis les sujets mis en exergue ci-dessous, aucune autre question importante requérant la production d'informations distinctes sous cette rubrique n'a été portée à l'attention du comptable du FED. Les comptes annuels et les notes annexes ont été élaborés à l'aide des données les plus récentes disponibles, comme il ressort des informations présentées ci-dessus.

Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Le 1^{er} février 2020, le Royaume-Uni a cessé d'être un État membre de l'Union européenne. À la suite de la conclusion entre les deux parties de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (ci-après l'«accord sur le retrait»), le Royaume-Uni s'est engagé à s'acquitter de toutes ses obligations découlant de l'actuel cadre financier pluriannuel (CFP) et des perspectives financières précédentes, comme s'il était encore un État membre.

L'accord sur le retrait prévoit que le Royaume-Uni demeure partie au FED jusqu'à la clôture du 11^e FED et de tous les FED précédents non clôturés et à cet égard, assume les mêmes obligations que les États membres au titre de l'accord interne par lequel le FED a été établi, ainsi que les obligations découlant des FED précédents jusqu'à leur clôture. Le Royaume-Uni peut participer au comité du FED en qualité d'observateur sans droit de vote.

L'accord sur le retrait prévoit également que si les montants liés à des projets relevant du 10^e FED ou de FED précédents n'ont pas été engagés ou ont été dégagés à la date d'entrée en vigueur de l'accord, la part du Royaume-Uni dans ces montants n'est pas réutilisée. Il en va de même pour la part du Royaume-Uni dans les montants non engagés ou dégagés qui relèvent du 11^e FED après le 31 décembre 2020.

Au moment de la transmission des présents comptes provisoires et compte tenu de l'accord sur le retrait conclu et déjà en vigueur, aucune incidence financière n'est à signaler dans les comptes annuels du FED pour 2019.

Maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)

Au cours du premier trimestre de 2020, la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions énormes au niveau mondial, notamment sur les marchés financiers, qui ont enregistré des reculs importants de l'ensemble des principaux indices. Cela a entraîné une volatilité accrue de la valeur des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur, y compris ceux inscrits au bilan du FED. En tant qu'événement ne donnant pas lieu à des ajustements, la pandémie de COVID-19 ne nécessite pas d'adaptation des chiffres déclarés. En ce qui concerne les périodes comptables suivantes, la COVID-19 aura vraisemblablement une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation de certains actifs et passifs dans les états financiers. Sur la base des informations disponibles au moment de la transmission des présents comptes provisoires, il n'est pas possible de procéder à une estimation fiable des conséquences financières de la pandémie de COVID-19.

8. RAPPROCHEMENT ENTRE LE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET LE RÉSULTAT BUDGÉTAIRE

Le résultat économique de l'exercice est calculé selon les principes de la comptabilité d'exercice. Or, le résultat budgétaire est établi sur la base d'une comptabilité de caisse. Le résultat économique et le résultat budgétaire couvrant tous deux les mêmes opérations sous-jacentes, il est utile de vérifier leur concordance par un rapprochement. Le tableau ci-dessous présente ce rapprochement, sous la forme d'une ventilation des éléments de recettes et de dépenses pour les montants de rapprochement les plus importants. Les notes concernant le tableau fournissent des informations supplémentaires sur la nature des éléments de rapprochement les plus importants.

(en Mio
EUR)

| | 2019 | 2018 |
|---|----------------|----------------|
| RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE | (3 956) | (4 118) |
| Recettes | | |
| <i>Droits n'affectant pas le résultat budgétaire</i> | - | (1) |
| <i>Droits constatés en cours d'exercice mais non encore recouvrés</i> | (16) | (11) |
| <i>Droits constatés au cours des exercices antérieurs et recouvrés au cours de l'exercice</i> | 23 | 11 |
| <i>Effet net des préfinancements</i> | 53 | 36 |
| <i>Produits à recevoir (nets)</i> | (67) | (39) |
| <i>Autres</i> | (3) | (1) |
| Dépenses | | |
| <i>Dépenses de l'exercice non encore payées</i> | 107 | 115 |
| <i>Dépenses des exercices antérieurs payées au cours de l'exercice</i> | (672) | (366) |
| <i>Effet net des préfinancements</i> | (44) | (179) |
| <i>Charges à payer (nettes)</i> | 719 | 484 |
| RÉSULTAT BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE | (3 856) | (4 069) |

8.1. ÉLÉMENTS DE RAPPROCHEMENT - RECETTES

Les recettes d'un exercice budgétaire correspondent aux recettes encaissées sur les droits constatés au cours de l'exercice et aux encaissements sur les droits constatés au cours d'exercices précédents.

Les **droits n'affectant pas le résultat budgétaire** sont enregistrés au compte de résultat économique mais, d'un point de vue budgétaire, ils ne peuvent pas être considérés comme des recettes, car le montant encaissé est transféré dans des réserves et ne peut être réengagé sans une décision du Conseil.

Les **droits constatés en cours d'exercice mais non encore recouvrés** doivent être déduits du résultat économique aux fins du rapprochement, puisqu'ils ne font pas partie des recettes budgétaires. En revanche, les **droits constatés au cours des exercices antérieurs et recouvrés au cours de l'exercice** doivent être ajoutés au résultat économique aux fins du rapprochement.

L'**effet net des préfinancements** correspond à l'apurement de préfinancements grâce aux montants récupérés auprès des bénéficiaires. Ces encaissements représentent des recettes budgétaires, mais n'ont aucune incidence sur le résultat économique et doivent donc être ajoutés aux fins du rapprochement.

Les **produits nets à recevoir** consistent principalement en régularisations de fin d'exercice. Seul l'effet net, à savoir les produits à recevoir de l'exercice moins les encaissements sur les produits à recevoir de l'exercice précédent, est pris en considération.

8.2. ÉLÉMENTS DE RAPPROCHEMENT – DÉPENSES

Les **dépenses de l'exercice non encore payées** doivent être ajoutées aux fins du rapprochement car elles sont incluses dans le résultat économique mais ne font pas partie des dépenses budgétaires. En revanche, les **dépenses des exercices antérieurs payées au cours de l'exercice** doivent être déduites du résultat économique aux fins du rapprochement, puisqu'elles font partie des dépenses budgétaires de l'exercice alors que soit elles n'ont pas d'effet sur le résultat économique soit elles font baisser les dépenses en cas de corrections.

Les encaissements provenant d'**annulations de paiements**, qui n'affectent pas le résultat économique, ont toutefois une incidence sur le résultat budgétaire.

L'**effet net des préfinancements** tient compte à la fois des nouveaux préfinancements versés au cours de l'exercice (comptabilisés en dépenses budgétaires de l'exercice) et de l'apurement des préfinancements versés au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs par l'acceptation de dépenses éligibles. Cet apurement génère des charges comptables, mais pas des dépenses budgétaires, puisque les préfinancements initiaux avaient déjà été considérés comme des dépenses budgétaires lors du versement.

Les **charges à payer nettes** consistent principalement en régularisations de fin d'exercice qui concernent des dépenses éligibles engagées par les bénéficiaires des fonds du FED mais n'ayant pas encore été déclarées au FED. Seul l'effet net, à savoir les charges à payer de l'exercice moins la contrepassation des charges à payer de l'exercice précédent, est pris en considération.

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS FIDUCIAIRES DE L'UE CONSOLIDÉS DANS LE FED

ÉTATS FINANCIERS DU FONDS FIDUCIAIRE BÊKOU DE L'UE 2019

Les chiffres étant arrondis au millier d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux peut ne pas correspondre aux totaux.

INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE FONDS FIDUCIAIRE BÊKOU DE L'UE

Informations générales concernant les fonds fiduciaires de l'Union

Conformément aux articles 234 et 235 du règlement financier applicable au budget général de l'Union («RF UE»)⁴ et à l'article 35 du règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement («RF FED»)⁵, la Commission européenne peut établir des fonds fiduciaires de l'Union pour les actions extérieures (ci-après les «fonds fiduciaires de l'Union»). Les fonds fiduciaires de l'Union sont constitués au titre d'un accord conclu avec d'autres donateurs pour les actions d'urgence et les actions postérieures à la phase d'urgence nécessaires pour réagir à une crise, ou pour les actions thématiques.

Les fonds fiduciaires de l'Union sont établis par la Commission européenne au moyen d'une décision, après consultation ou approbation du Parlement européen et du Conseil. Cette décision comprend l'accord constitutif avec d'autres donateurs.

Les fonds fiduciaires de l'Union ne sont établis et mis en œuvre qu'aux conditions suivantes:

- l'intervention de l'Union apporte une valeur ajoutée, ce qui signifie que les objectifs des fonds fiduciaires de l'Union, en particulier pour des raisons d'échelle ou d'effets potentiels, peuvent être mieux atteints au niveau de l'Union qu'au niveau national et l'utilisation des instruments de financement existants ne serait pas suffisante pour atteindre les objectifs des politiques de l'Union;
- les fonds fiduciaires de l'Union apportent à cette dernière une visibilité politique et des bénéfices évidents en termes de gestion ainsi qu'un meilleur contrôle, par l'Union, des risques et des décaissements des contributions de l'Union et des autres donateurs;
- les fonds fiduciaires de l'Union ne font pas double emploi avec d'autres sources de financement existantes ou des instruments semblables sans qu'il y ait additionnalité;
- les objectifs des fonds fiduciaires de l'Union sont alignés sur les objectifs de l'instrument de l'Union ou du poste budgétaire à partir duquel ils sont financés.

Un conseil présidé par la Commission est créé pour chaque fonds fiduciaire de l'Union afin de garantir une représentation équitable des donateurs et de décider de l'utilisation des fonds. Un représentant de chaque État membre non contributeur est présent au sein du conseil en tant qu'observateur. Les règles relatives à la composition du conseil et le règlement interne de celui-ci sont fixés dans l'accord constitutif du fonds fiduciaire de l'Union.

Les fonds fiduciaires de l'Union sont établis pour une durée limitée déterminée dans leur accord constitutif. Cette durée peut être prolongée à la demande du conseil du fonds fiduciaire de l'Union et sur présentation, par la Commission, d'un rapport justifiant la prolongation. Le Parlement européen et/ou le Conseil peuvent demander à la Commission de mettre un terme aux crédits accordés au titre du fonds fiduciaire ou de revoir l'acte constitutif en vue de liquider le fonds.

Le comptable de la Commission fait fonction de comptable des fonds fiduciaires de l'Union. Il est chargé de l'établissement des procédures comptables et du plan comptable communs à tous les fonds fiduciaires de l'Union. L'auditeur interne de la Commission, l'OLAF et la Cour des comptes exercent les mêmes compétences à l'égard des fonds fiduciaires de l'Union qu'à l'égard des autres actions menées par la Commission. Les fonds fiduciaires de l'Union sont également soumis chaque année à un audit externe indépendant.

Fonds fiduciaires de l'Union actuels

À ce jour, la Commission a établi quatre fonds fiduciaires de l'Union:

- le **fonds fiduciaire Bêkou de l'Union**, dont l'objectif est d'appuyer la sortie de crise et les efforts de reconstruction de la République centrafricaine dans toutes leurs dimensions. Il a été établi le 15 juillet 2014;

⁴ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union.

⁵ Règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323.

- le **fonds fiduciaire Madad de l'Union**; il s'agit d'un fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne. Il a été établi le 15 décembre 2014;
- le **fonds fiduciaire de l'Union pour l'Afrique**; il s'agit d'un fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique. Il a été établi le 12 novembre 2015;
- le **fonds fiduciaire de l'Union en faveur de la Colombie**, qui vise à soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix dans le cadre du redressement et de la stabilisation rapides après le conflit. Il a été établi le 12 décembre 2016.

Le Fonds fiduciaire Bêkou de l'UE

Le premier fonds fiduciaire multibailleurs de l'UE, dénommé «Bêkou» (ce qui signifie «espoir» en sango), a été créé le 15 juillet 2014 par la Commission (représentée par les DG DEVCO et ECHO, ainsi que par le SEAE) et trois États membres de l'Union (Allemagne, France et Pays-Bas) dans le but de faciliter la stabilisation et la reconstruction de la République centrafricaine. Il a été établi pour une durée maximale de 60 mois. En mai 2019, l'Union a approuvé une prolongation du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE jusqu'en décembre 2020, portant ainsi sa durée totale à 78 mois.

Le conseil et le comité de gestion du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE sont composés de représentants des donateurs et de la Commission ainsi que d'observateurs. Le conseil adopte et révisé la stratégie du fonds fiduciaire de l'Union. Il se réunit au moins une fois par an.

Le comité de gestion examine, approuve et supervise la mise en œuvre des actions financées par le fonds. Il approuve également les comptes annuels et les rapports annuels sur les activités financées par le fonds fiduciaire.

Comptes annuels du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE

Conformément à l'article 8 de l'accord instituant le fonds fiduciaire de l'Union européenne pour la République centrafricaine «Fonds UE Bêkou» et à l'article 11.2.1 de l'accord constitutif, les comptes annuels se composent de deux parties: 1) le rapport financier annuel qui relève du gestionnaire du fonds fiduciaire de l'Union et 2) les états financiers annuels établis par le comptable de la Commission qui est également, sur la base du même article, le comptable du fonds fiduciaire.

En vertu de l'article 8 de l'accord constitutif, les états financiers sont établis conformément aux règles comptables adoptées par le comptable de la Commission (règles comptables de l'UE), qui sont inspirées des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Les comptes annuels font l'objet d'un audit externe indépendant et les comptes annuels définitifs sont soumis par le gestionnaire du fonds fiduciaire de l'Union et le comptable à l'approbation du comité de gestion [article 8.3.4, point c)].

Les comptes annuels du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE sont consolidés dans les comptes annuels du Fonds européen de développement.

Faits marquants de l'année

Depuis sa création en juillet 2014, le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE a adopté 19 programmes et touché plus de 2,5 millions de bénéficiaires. Les programmes sont destinés à aider la République centrafricaine et sa population à la suite de la crise de 2013. Plus précisément, le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE vise à garantir l'accès aux services de base (principalement, la santé, l'eau et l'assainissement), à soutenir la relance économique et la création d'emplois et à promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation.

En dépit de la mise en place d'un gouvernement élu démocratiquement et de la signature d'un accord de paix en février 2019, la situation en matière de sécurité en République centrafricaine demeure instable. C'est dans ce contexte complexe et fragile que le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE fait valoir ses avantages comparatifs de flexibilité et d'adaptabilité à des circonstances changeantes. En outre, le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE reste le seul instrument renforçant la résilience tant de la population que de l'État, dans le cadre d'une véritable approche associant l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD).

En mai 2019, compte tenu de la situation actuelle en République centrafricaine, l'Union a approuvé une prolongation du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE jusqu'en décembre 2020, portant ainsi sa durée totale de 60 à 78 mois. La procédure officielle, qui prévoyait une consultation du Parlement européen et du Conseil, a été lancée en 2018 après la demande officielle du conseil du fonds fiduciaire de l'Union.

Sur le plan opérationnel, les principaux faits marquants de l'année 2019 sont notamment:

- En mai, à la suite de la signature de l'accord de paix, le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE a adopté une nouvelle action multisectorielle qui vise à soutenir la relance socio-économique dans le Sud-Est, région auparavant inaccessible. L'objectif de cette action est de renouveler le contrat social entre l'État et la population en soutenant la relance économique, en rétablissant les services de base en matière de santé, d'eau et d'assainissement, en favorisant le dialogue et la cohésion sociale et en renforçant les autorités locales et le redéploiement de l'État. Dotation budgétaire: 18 millions d'EUR;
- En octobre, le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE a adopté un programme de soutien à la promotion de l'esprit d'entreprise dans les zones urbaines et rurales pour un montant total de 15 millions d'EUR. Une nouvelle facilité d'assistance technique et de communication a également été adoptée. En outre, le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE a augmenté le budget de trois actions en cours dans les secteurs de la santé (21,76 millions d'EUR supplémentaires), de l'autonomisation des femmes (0,5 million d'EUR supplémentaires) et de la réhabilitation socio-économique (0,78 million d'EUR supplémentaires);
- À la suite de la prolongation du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE, le conseil a adopté en novembre la stratégie opérationnelle pour la période 2019-2020. Celle-ci recense trois grands secteurs d'intervention qui restent pertinents pour le fonds fiduciaire de l'UE: i) les secteurs sociaux (principalement, la santé, l'eau et l'assainissement); ii) les actions en faveur de la résilience et de la relance économiques; et iii) un appui renforcé au redéploiement de l'État et aux efforts de réconciliation;
- Les projets du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE ont été marqués par le contexte instable sur le plan de la sécurité (conflits localisés à Bangui et dans l'arrière-pays suivis de périodes de stabilité relative), mais aussi par un renforcement de la coordination entre le gouvernement, les partenaires et les acteurs humanitaires.

Sur le plan financier, les contributeurs du fonds fiduciaire de l'UE s'étaient engagés pour un montant de près de 296 millions d'EUR à la fin de 2019, ce qui représente une augmentation de 53 millions d'EUR par rapport à 2018. Sur ces 295 millions d'EUR, un montant de 31 millions d'EUR doit encore être confirmé.

En ce qui concerne les contrats, le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE en a conclu 11 nouveaux en 2019, pour un montant total de plus de 28 millions d'EUR. Ceux-ci contribuent à la mise en œuvre de ses programmes dans les secteurs de la santé, de la résilience rurale et de la création d'emplois, du désenclavement des régions et de la relance socio-économique.

Enfin, près de 32 millions d'EUR ont été décaissés en 2019 et sont venus s'ajouter aux paiements effectués les années précédentes; le total décaissé a ainsi atteint près de 151 millions d'EUR depuis la création du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE.

Dans les états financiers, l'incidence des activités susmentionnées est surtout perceptible lorsqu'on examine les rubriques suivantes:

- préfinancements: diminution de 11 405 000 EUR due à la comptabilisation en 2019 de montants ouverts à la fin de 2018 et à la diminution des avances versées;
- liquidités et équivalents: augmentation de 3 506 000 EUR (voir le tableau des flux de trésorerie) principalement due à la diminution des versements de préfinancement.

BILAN(en milliers
d'EUR)

| | Note | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|------|-----------------|-----------------|
| ACTIFS À LONG TERME | | | |
| <i>Préfinancements</i> | | 3 273 | 3 443 |
| | | 3 273 | 3 443 |
| ACTIFS À COURT TERME | | | |
| <i>Préfinancements</i> | | 18 312 | 29 546 |
| <i>Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | | 1 853 | 1 138 |
| <i>Liquidités et équivalents</i> | | 17 432 | 13 926 |
| | | 37 597 | 44 611 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 40 870 | 48 054 |
| PASSIFS À LONG TERME | | | |
| <i>Passifs financiers</i> | | (29 727) | (42 737) |
| | | (29 727) | (42 737) |
| PASSIFS À COURT TERME | | | |
| <i>Dettes</i> | | (10) | (918) |
| <i>Charges à payer et produits à reporter</i> | | (11 133) | (4 399) |
| | | (11 143) | (5 317) |
| TOTAL DU PASSIF | | (40 870) | (48 054) |
| ACTIF NET | | - | - |
| FONDS ET RÉSERVES | | | |
| <i>Contribution des membres</i> | | - | - |
| <i>Excédent cumulé</i> | | - | - |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | - | - |
| ACTIF NET | | - | - |

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

(en milliers
d'EUR)

| | Note | 2019 | 2018 |
|--|------|-----------------|-----------------|
| PRODUITS | | | |
| Produits des opérations sans contrepartie directe | | | |
| <i>Produits de donations</i> | | 48 343 | 33 682 |
| <i>Récupération de dépenses</i> | | 68 | - |
| | | 48 410 | 33 682 |
| Produits des opérations avec contrepartie directe | | | |
| <i>Produits financiers</i> | | (2) | 1 |
| | | (2) | 1 |
| Total des produits | | 48 408 | 33 683 |
| CHARGES | | | |
| <i>Charges opérationnelles</i> | | (47 620) | (32 825) |
| <i>Autres charges</i> | | (789) | (858) |
| Total des charges | | (48 408) | (33 683) |
| RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE | | - | - |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers
d'EUR)

| | 2019 | 2018 |
|--|--------------|-----------------|
| <i>Variation des préfinancements</i> | 11 405 | (24 839) |
| <i>Variation des créances à recevoir avec contrepartie directe et des créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | (715) | (261) |
| <i>Variation des passifs financiers</i> | (13 010) | (1 982) |
| <i>Variation des dettes</i> | (908) | 202 |
| <i>Variation des charges à payer et produits à reporter</i> | 6 734 | 863 |
| FLUX DE TRÉSORERIE NETS | 3 506 | (26 017) |
| <i>Variation nette des liquidités et équivalents</i> | 3 506 | (26 017) |
| <i>Liquidités et équivalents au début de l'exercice</i> | 13 926 | 39 943 |
| <i>Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice</i> | 17 432 | 13 926 |

ÉTATS FINANCIERS DU FONDS FIDUCIAIRE DE L'UE POUR L'AFRIQUE 2019

Les chiffres étant arrondis au millier d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux peut ne pas correspondre aux totaux.

INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE FONDS FIDUCIAIRE DE L'UE POUR L'AFRIQUE

Informations générales concernant les fonds fiduciaires de l'Union

Conformément aux articles 234 et 235 du règlement financier applicable au budget général de l'Union («RF UE»)⁶ et à l'article 35 du règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement («RF FED»)⁷, la Commission européenne peut établir des fonds fiduciaires de l'Union pour les actions extérieures (ci-après les «fonds fiduciaires de l'Union»). Les fonds fiduciaires de l'Union sont constitués au titre d'un accord conclu avec d'autres donateurs pour les actions d'urgence et les actions postérieures à la phase d'urgence nécessaires pour réagir à une crise, ou pour les actions thématiques.

Les fonds fiduciaires de l'Union sont établis par la Commission européenne au moyen d'une décision, après consultation ou approbation du Parlement européen et du Conseil. Cette décision comprend l'accord constitutif avec d'autres donateurs.

Les fonds fiduciaires de l'Union ne sont établis et mis en œuvre qu'aux conditions suivantes:

- l'intervention de l'Union apporte une valeur ajoutée, ce qui signifie que les objectifs des fonds fiduciaires de l'Union, en particulier pour des raisons d'échelle ou d'effets potentiels, peuvent être mieux atteints au niveau de l'Union qu'au niveau national et l'utilisation des instruments de financement existants ne serait pas suffisante pour atteindre les objectifs des politiques de l'Union;
- les fonds fiduciaires de l'Union apportent à cette dernière une visibilité politique et des bénéfices évidents en termes de gestion ainsi qu'un meilleur contrôle, par l'Union, des risques et des décaissements des contributions de l'Union et des autres donateurs;
- les fonds fiduciaires de l'Union ne font pas double emploi avec d'autres sources de financement existantes ou des instruments semblables sans qu'il y ait additionnalité;
- les objectifs des fonds fiduciaires de l'Union sont alignés sur les objectifs de l'instrument de l'Union ou du poste budgétaire à partir duquel ils sont financés.

Un conseil présidé par la Commission est créé pour chaque fonds fiduciaire de l'Union afin de garantir une représentation équitable des donateurs et de décider de l'utilisation des fonds. Un représentant de chaque État membre non contributeur est présent au sein du conseil en tant qu'observateur. Les règles relatives à la composition du conseil et le règlement interne de celui-ci sont fixés dans l'accord constitutif du fonds fiduciaire de l'Union.

Les fonds fiduciaires de l'Union sont établis pour une durée limitée déterminée dans leur accord constitutif. Cette durée peut être prolongée à la demande du conseil du fonds fiduciaire de l'Union et sur présentation, par la Commission, d'un rapport justifiant la prolongation. Le Parlement européen et/ou le Conseil peuvent demander à la Commission de mettre un terme aux crédits accordés au titre du fonds fiduciaire ou de revoir l'acte constitutif en vue de liquider le fonds.

Le comptable de la Commission fait fonction de comptable des fonds fiduciaires de l'Union. Il est chargé de l'établissement des procédures comptables et du plan comptable communs à tous les fonds fiduciaires de l'Union. L'auditeur interne de la Commission, l'OLAF et la Cour des comptes exercent les mêmes compétences à l'égard des fonds fiduciaires de l'Union qu'à l'égard des autres actions menées par la Commission. Les fonds fiduciaires de l'Union sont également soumis chaque année à un audit externe indépendant.

Fonds fiduciaires de l'Union actuels

À ce jour, la Commission a établi quatre fonds fiduciaires de l'Union:

- le **fonds fiduciaire Bêkou de l'Union**, dont l'objectif est d'appuyer la sortie de crise et les efforts de reconstruction de la République centrafricaine dans toutes leurs dimensions. Il a été établi le 15 juillet 2014;

⁶ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union.

⁷ Règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323.

- le **fonds fiduciaire Madad de l'Union**; il s'agit d'un fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne. Il a été établi le 15 décembre 2014;

- le **fonds fiduciaire de l'Union pour l'Afrique**; il s'agit d'un fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique. Il a été établi le 12 novembre 2015;

- le **fonds fiduciaire de l'Union en faveur de la Colombie**, qui vise à soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix dans le cadre du redressement et de la stabilisation rapides après le conflit. Il a été établi le 12 décembre 2016.

Le fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (ci-après le «fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique») a été lancé le 12 novembre 2015, lors du sommet de La Valette sur la migration. Ce fonds fiduciaire a pour principaux objectifs de couvrir tous les aspects de la stabilité et de contribuer à une meilleure gestion des migrations et à la lutte contre les causes profondes des phénomènes de déstabilisation, des déplacements forcés et de la migration irrégulière, notamment en favorisant la résilience, l'égalité des chances, la sécurité et le développement, ainsi qu'en améliorant les perspectives économiques et en luttant contre les violations des droits de l'homme.

Il œuvre dans trois zones géographiques principales, à savoir les régions du Sahel et du lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord. Les pays voisins des pays éligibles peuvent bénéficier, au cas par cas, des projets relevant du fonds fiduciaire. Le fonds fiduciaire est établi pour une durée limitée, jusqu'au 31 décembre 2020, afin d'apporter une réponse à court et à moyen terme aux problèmes que connaissent les régions concernées. Il est géré depuis Bruxelles.

Le conseil et le comité de gestion du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont composés de représentants des donateurs et de la Commission, ainsi que de représentants des États membres de l'UE qui ne sont pas contributeurs, des autorités des pays éligibles et des organisations régionales en tant qu'observateurs.

Le conseil définit et révisé la stratégie du fonds fiduciaire de l'UE. Il se réunit au moins une fois par an.

Le comité de gestion examine, approuve et supervise la mise en œuvre des actions financées par le fonds. Il approuve également les comptes annuels et les rapports annuels sur les activités financées par le fonds fiduciaire.

Comptes annuels du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Conformément à l'article 7 de l'«accord instituant le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, et ses règles internes» (ci-après l'«accord constitutif»), les comptes annuels comprennent deux parties: 1) le rapport financier annuel qui relève du gestionnaire du fonds fiduciaire de l'UE et 2) les états financiers annuels établis par le comptable de la Commission européenne qui est également, sur la base du même article, le comptable du fonds fiduciaire.

En vertu de l'article 8 de l'accord constitutif, les états financiers sont établis conformément aux règles comptables adoptées par le comptable de la Commission (règles comptables de l'UE), qui sont inspirées des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Les comptes annuels font l'objet d'un audit externe indépendant et les comptes annuels définitifs sont soumis par le gestionnaire du fonds fiduciaire de l'UE et le comptable à l'approbation du comité de gestion [article 8.3.4, point c)].

Faits marquants de l'année

En 2019, le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique a de nouveau démontré sa rapidité et son efficacité en tant qu'outil de mise en œuvre. Il a facilité le dialogue politique avec les pays partenaires africains, appliqué des approches novatrices et produit des résultats tangibles dans les trois régions du fonds (Sahel et lac Tchad, Corne de l'Afrique et Afrique du Nord) en regroupant les financements et l'expertise d'un large éventail de parties prenantes.

Le fonds fiduciaire de l'UE a encore consolidé ses réalisations en partenariat avec les agences de développement des États membres de l'UE, les organisations des Nations unies, les ONG et les pays partenaires, avec l'approbation de 36 programmes supplémentaires et 16 compléments de financement dans les trois régions par les comités de gestion, pour un montant total de 851 millions d'EUR⁸. Cela porte le nombre total de programmes approuvés à 223, pour un budget total de 4,4 milliards d'EUR⁸. De nouveaux contrats d'une valeur de 951 millions d'EUR ont été signés en 2019 avec les partenaires chargés de la mise en œuvre, ce qui porte le montant total des contrats signés à 3,4 milliards d'EUR. À la fin de 2019, les paiements avaient atteint environ 2 milliards d'EUR.

En 2019, le fonds fiduciaire de l'UE a continué, d'une part, à favoriser la stabilité et, d'autre part, à traiter les causes profondes des déplacements forcés et de la migration irrégulière dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord. Le fonds a poursuivi une approche équilibrée pour faire face aux défis de la migration irrégulière, en se concentrant sur les domaines d'intérêt mutuel pour l'UE et l'Afrique. Il s'agit notamment de la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, ainsi que du soutien au retour volontaire et à la réintégration durable des migrants dans leur pays d'origine.

Au cours de l'année écoulée, le fonds a bénéficié d'engagements financiers supplémentaires de 486,6 millions d'EUR, dont 101 millions d'EUR provenant des États membres de l'UE et d'autres bailleurs de fonds. En conséquence, les contributions globales annoncées en faveur du fonds au 31 décembre 2019 s'élevaient à presque 4,7 milliards d'EUR, dont 590 millions d'EUR par les États membres de l'UE et d'autres donateurs (Norvège et Suisse).

Le fonds a continué à travailler en partenariat étroit avec un large éventail de partenaires chargés de la mise en œuvre (agences des États membres, organisations des Nations unies et internationales, ONG locales et internationales) selon les mêmes principes qu'en 2018.

Le fonds fiduciaire de l'UE a également commencé à mettre en œuvre les recommandations formulées par la Cour des comptes européenne dans son rapport spécial publié à la fin de 2018. En particulier, la Commission a renforcé la transparence et l'approche fondée sur des éléments probants du fonds, notamment en adoptant un cadre d'évaluation des risques et en revoyant les cadres opérationnels des trois régions initialement adoptés en 2016.

Tout au long de l'année, les rapports des systèmes de suivi et d'apprentissage pour le Sahel et le lac Tchad et pour la Corne de l'Afrique ont continué à montrer les résultats tangibles obtenus par le fonds dans différents domaines. La région de l'Afrique du Nord a mis en place son cadre de suivi et d'apprentissage afin de piloter les actions du fonds fiduciaire de l'UE dans la région et de garantir la responsabilité. Son premier rapport, publié en septembre 2019, est à présent disponible sur le site web du fonds fiduciaire de l'UE, ainsi que les rapports des systèmes de suivi et d'apprentissage des deux autres régions.

Au cours de l'année, l'évaluation à mi-parcours du fonds a bien progressé. L'équipe d'évaluation a sélectionné une cinquantaine de programmes pour un examen et s'est rendue dans quatre pays dans les trois régions (Sénégal, Niger, Éthiopie et Maroc), tout en s'appuyant sur des consultants nationaux pour visiter les projets en Somalie et en Libye et recueillir des informations les concernant. Le rapport final de l'évaluation à mi-parcours est prévu pour avril 2020.

Le fonds a amélioré la responsabilité et la transparence grâce à une communication renforcée, dans un contexte de fragilité persistante, en mettant régulièrement à jour le site web du fonds, en publiant des articles sur les médias sociaux et en organisant des événements de communication tels que deux expositions de photographies.

La région du Sahel et du lac Tchad a continué de faire face à des défis en matière humanitaire, de développement, d'environnement et de sécurité, en particulier au Mali et au Burkina, où la situation s'est détériorée. Dans ce contexte, le fonds fiduciaire de l'UE a approuvé de nouveaux programmes pour un montant total de 302,1 millions d'EUR⁸, contribuant ainsi aux efforts de stabilisation dans la région, qui renforceront le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Plus de 70 % des fonds approuvés contribueront à renforcer la résilience et à améliorer la gouvernance et la sécurité dans la région. Plus de 20 % contribueront en outre à l'initiative conjointe UE-OIM et au mécanisme de transit d'urgence qui soutiendra les migrants et les réfugiés les plus vulnérables jusqu'à la fin de 2020. Le reste du financement contribuera à stimuler les emplois et les entreprises verts.

⁸ Il existe un décalage dans le temps entre l'approbation des programmes et compléments de financement par les comités de gestion et l'engagement formel dans ABAC. En fin d'exercice, le montant total engagé en 2019 s'élevait à 722,7 millions d'EUR.

Malgré des développements politiques positifs tels que le rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et la formation d'un gouvernement civil de transition au Soudan, la région de la Corne de l'Afrique est toujours confrontée à de nombreux défis (politiques, environnementaux, économiques, etc.). Les conditions de vie restent déplorable, et trouver des solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées demeure une priorité majeure. Pour relever ces défis, le fonds fiduciaire de l'UE a approuvé de nouveaux programmes pour un montant total de 324,4 millions d'EUR⁸, qui apporteront un soutien supplémentaire aux populations les plus vulnérables, notamment les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays. Ces programmes favoriseront la stabilité politique et économique et amélioreront la gestion des migrations. En particulier, le fonds a approuvé cinq nouveaux programmes destinés à apporter un soutien supplémentaire à la mise en œuvre du pacte mondial sur les réfugiés dans la région.

La région de l'Afrique du Nord a été confrontée à des défis nécessitant une réponse globale de l'UE pour sauver des vies, protéger les plus vulnérables, soutenir les communautés d'accueil et offrir des possibilités de mobilité en toute sécurité. Par conséquent, en 2019, le fonds fiduciaire de l'UE a approuvé de nouvelles actions comprenant des compléments de financement pour un montant total de 224,8 millions d'EUR⁸. Quatre de ces programmes apporteront un soutien supplémentaire à la Libye aux fins suivantes:

- i. renforcement des activités de protection;
- ii. poursuite de l'amélioration des infrastructures sociales;
- iii. développement des activités de stabilisation des communautés locales;
- iv. renforcement de la résilience des populations locales et des migrants;
- v. soutien au retour humanitaire volontaire des migrants bloqués. Un important programme d'appui budgétaire aidera le Maroc à gérer ses frontières et à lutter contre le trafic de migrants.

En outre, quatre programmes régionaux contribueront à renforcer la résilience des personnes dans le besoin, à faire respecter les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, à promouvoir les investissements de la diaspora dans les pays d'origine et à favoriser davantage la mobilité de la main-d'œuvre pour faire progresser la migration légale. Un complément de financement à la facilité de coopération technique a également été approuvé.

Dans le bilan, l'augmentation des activités du fonds fiduciaire, à savoir la signature de 188 nouveaux contrats, est surtout perceptible lorsqu'on examine les préfinancements, qui ont augmenté de 157 912 000 EUR sous l'effet des avances versées sur ces nouveaux contrats. Dans le compte de résultat économique, les nouvelles activités ont eu le plus d'incidence sur les charges opérationnelles, qui ont augmenté de 201 322 000 EUR. Dans le même temps, les donations ont enregistré une croissance significative (augmentation de 206 775 000 EUR par rapport à 2018) destinée à accompagner l'augmentation des charges.

BILAN

(en milliers d'EUR)

| | Note | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|------|------------------|------------------|
| ACTIFS À LONG TERME | | | |
| <i>Préfinancements</i> | | 48 539 | 34 144 |
| | | 48 539 | 34 144 |
| ACTIFS À COURT TERME | | | |
| <i>Préfinancements</i> | | 418 569 | 273 214 |
| <i>Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | | 18 471 | 16 656 |
| <i>Liquidités et équivalents</i> | | 26 915 | 146 864 |
| | | 463 955 | 436 734 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 512 495 | 470 878 |
| PASSIFS À LONG TERME | | | |
| <i>Passifs financiers</i> | | (384 411) | (369 999) |
| | | (384 411) | (369 999) |
| PASSIFS À COURT TERME | | | |
| <i>Dettes</i> | | (25 969) | (12 733) |
| <i>Charges à payer et produits à reporter</i> | | (102 114) | (88 146) |
| | | (128 083) | (100 879) |
| TOTAL DU PASSIF | | (512 495) | (470 878) |
| ACTIF NET | | - | - |
| FONDS ET RÉSERVES | | | |
| <i>Contribution des membres</i> | | - | - |
| <i>Excédent cumulé</i> | | - | - |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | - | - |
| ACTIF NET | | - | - |

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

(en milliers
d'EUR)

| | Note | 2019 | 2018 |
|---|------|------------------|------------------|
| PRODUITS | | | |
| Produits des opérations sans contrepartie directe | | | |
| <i>Récupération de dépenses</i> | | 467 | - |
| <i>Produits de donations</i> | | 774 090 | 576 802 |
| | | 774 557 | 576 802 |
| Produits des opérations avec contrepartie directe | | | |
| <i>Produits financiers</i> | | (7) | 2 |
| <i>Autres produits des opérations avec contrepartie directe</i> | | 1 855 | 5 |
| | | 1 848 | 6 |
| Total des produits | | 776 405 | 576 808 |
| CHARGES | | | |
| <i>Charges opérationnelles</i> | | (755 904) | (561 761) |
| <i>Charges financières</i> | | (9) | - |
| <i>Autres charges</i> | | (20 492) | (15 047) |
| Total des charges | | (776 405) | (576 808) |
| RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE | | - | - |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers
d'EUR)

| | 2019 | 2018 |
|--|------------------|-----------------|
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | - | - |
| Activités opérationnelles | | |
| <i>Variation des préfinancements</i> | (159 750) | (57 110) |
| <i>Variation des créances à recevoir avec contrepartie directe et des créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | (1 815) | (13 636) |
| <i>Variation des passifs financiers</i> | 14 412 | (26 713) |
| <i>Variation des dettes</i> | 13 236 | 12 207 |
| <i>Variation des charges à payer et produits à reporter</i> | 13 968 | 69 546 |
| FLUX DE TRÉSORERIE NETS | (119 949) | (15 706) |
| <i>Variation nette des liquidités et équivalents</i> | (119 949) | (15 706) |
| <i>Liquidités et équivalents au début de l'exercice</i> | 146 864 | 162 571 |
| <i>Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice</i> | 26 915 | 146 864 |

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FED ET DES FONDS FIDUCIAIRES DE L'UE

Les chiffres étant arrondis au million d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux peut ne pas correspondre aux totaux.

BILAN CONSOLIDÉ

(en Mio EUR)

| | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|----------------|----------------|
| ACTIFS À LONG TERME | | |
| <i>Actifs financiers</i> | 36 | - |
| <i>Préfinancements</i> | 962 | 924 |
| | 998 | 924 |
| ACTIFS À COURT TERME | | |
| <i>Préfinancements</i> | 1 725 | 1 751 |
| <i>Créances à recevoir avec contrepartie directe et créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | 143 | 156 |
| <i>Liquidités et équivalents</i> | 1 223 | 548 |
| | 3 092 | 2 455 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 4 090 | 3 379 |
| PASSIFS À LONG TERME | | |
| <i>Passifs financiers</i> | (167) | (229) |
| | (167) | (229) |
| PASSIFS À COURT TERME | | |
| <i>Dettes</i> | (542) | (255) |
| <i>Charges à payer et produits à reporter</i> | (1 432) | (1 374) |
| | (1 974) | (1 629) |
| TOTAL DU PASSIF | (2 141) | (1 857) |
| ACTIF NET | 1 948 | 1 521 |
| FONDS ET RÉSERVES | | |
| <i>Réserve de juste valeur</i> | (2) | - |
| <i>Capital appelé - FED actifs</i> | 54 809 | 50 423 |
| <i>Report du capital appelé de FED clôturés</i> | 2 252 | 2 252 |
| <i>Résultat économique reporté des exercices précédents</i> | (51 155) | (47 037) |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | (3 956) | (4 118) |
| ACTIF NET | 1 948 | 1 521 |

COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE CONSOLIDÉ

(en Mio EUR)

| | 2019 | 2018 |
|--|----------------|----------------|
| PRODUITS | | |
| Produits des opérations sans contrepartie directe | | |
| <i>Récupérations</i> | 28 | 4 |
| <i>Produits de donations aux fonds fiduciaires</i> | 287 | 303 |
| | 316 | 307 |
| Produits des opérations avec contrepartie directe | | |
| <i>Produits financiers</i> | 7 | 10 |
| <i>Autres produits</i> | 41 | 46 |
| | 48 | 57 |
| Total des produits | 364 | 364 |
| CHARGES | | |
| <i>Instruments d'aide</i> | (3 220) | (3 747) |
| <i>Dépenses exécutées par les fonds fiduciaires</i> | (804) | (595) |
| <i>Charges de cofinancement</i> | (14) | 17 |
| <i>Charges financières</i> | (1) | 7 |
| <i>Autres charges</i> | (282) | (164) |
| Total des charges | (4 320) | (4 482) |
| RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE | (3 956) | (4 118) |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(en Mio EUR)

| | 2019 | 2018 |
|--|------------|------------|
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | (3 956) | (4 118) |
| Activités opérationnelles | | |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | 4 385 | 4 250 |
| <i>Variation des préfinancements</i> | (12) | (317) |
| <i>Variation des créances à recevoir avec contrepartie directe et des créances à recouvrer sans contrepartie directe</i> | 13 | (60) |
| <i>Variation des provisions</i> | - | (4) |
| <i>Variation des passifs financiers</i> | (62) | (63) |
| <i>Variation des dettes</i> | 288 | (309) |
| <i>Variation des charges à payer et produits à reporter</i> | 58 | 618 |
| <i>Autres mouvements hors trésorerie</i> | (2) | - |
| Activités d'investissement | | |
| <i>Variation des actifs financiers disponibles à la vente</i> | (36) | - |
| FLUX DE TRÉSORERIE NETS | 676 | (2) |
| Variation nette des liquidités et équivalents | 676 | (2) |
| Liquidités et équivalents au début de l'exercice | 548 | 550 |
| Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice | 1 223 | 548 |

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

(en Mio EUR)

| | Capital du Fonds - FED actifs (A) | Fonds non appelés - FED actifs (B) | Capital appelé - FED actifs (C) = (A)-(B) | Réserves cumulées (D) | Report du capital appelé de FED clôturés (E) | Réserve de juste valeur (F) | Actif net total (C)+(D)+(E)+(F) |
|--|--|--|---|--------------------------|--|-----------------------------------|------------------------------------|
| SOLDE AU 31.12.2017 | 73 264 | 27 090 | 46 173 | (47 037) | 2 252 | - | 1 389 |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | | (4 250) | 4 250 | - | - | | 4 250 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | - | - | - | (4 118) | - | | (4 118) |
| SOLDE AU 31.12.2018 | 73 264 | 22 840 | 50 423 | (51 155) | 2 252 | - | 1 521 |
| <i>Variations de la juste valeur</i> | | | | | | (2) | (2) |
| <i>Augmentation de capital - contributions</i> | | (4 385) | 4 385 | | | | 4 385 |
| <i>Résultat économique de l'exercice</i> | | | - | (3 956) | | | (3 956) |
| SOLDE AU 31.12.2019 | 73 264 | 18 455 | 54 809 | (55 111) | 2 252 | (2) | 1 948 |

RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE DU FED

NOTE INTRODUCTIVE

1. FED précédents

Le 6^e FED ayant été clôturé en 2006 et le 7^e FED en 2008, les comptes annuels ne contiennent plus de tableaux d'exécution relatifs à ces FED. Toutefois, l'exécution des soldes transférés se retrouve dans le 9^e FED.

Comme pour les années précédentes, afin de garantir une présentation transparente des comptes de l'année 2019, les différents tableaux reprennent de façon distincte pour le 8^e FED la partie utilisée sur la base de la programmation prévue dans les conventions de Lomé et la partie utilisée sur la base de la programmation prévue dans l'accord de Cotonou.

En application de l'article 1^{er}, paragraphe 2, point b), de l'accord interne relatif au 9^e FED, les reliquats et les montants dégagés des FED précédents ont été transférés au 9^e FED et ont été engagés en tant que fonds du 9^e FED au cours de la durée de vie de celui-ci.

En 2019, la Commission a mené à bien une opération spéciale en vue de la clôture des projets restants dans le cadre du 8^e FED. Un rapport final sur l'exécution financière du 8^e FED est disponible dans le cadre des présents comptes annuels 2019. La Commission entend poursuivre ces efforts en clôturant le 9^e FED à la fin de 2020.

2. 11^e FED

L'accord de partenariat ACP-CE, signé le 23 juin 2000 à Cotonou par les États membres de la Communauté européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), est entré en vigueur le 1^{er} avril 2003. L'accord de Cotonou a été modifié deux fois: la première par l'accord signé à Luxembourg le 25 juin 2005 et la deuxième par l'accord signé à Ouagadougou le 22 juin 2010.

La décision 2001/822/CE relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) à l'UE, adoptée le 27 novembre 2001 par le Conseil de l'Union européenne, est entrée en vigueur le 2 décembre 2001. Cette décision a été modifiée le 19 mars 2007 (décision 2007/249/CE).

L'accord interne relatif au financement de l'aide de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel 2014-2020 conformément à l'accord révisé de Cotonou, adopté en août 2013 par les représentants des gouvernements des États membres de la Communauté européenne, est entré en vigueur en mars 2015.

En vertu de l'accord de Cotonou, la troisième période (2014-2020) de l'aide de la Communauté aux États ACP et aux PTOM est financée par le 11^e FED à hauteur de 30 506 millions d'EUR, dont:

- 29 089 millions d'EUR alloués aux États ACP conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point a), et à l'article 2, point d), de l'accord interne, parmi lesquels 27 955 millions d'EUR sont gérés par la Commission européenne;
- 364,5 millions d'EUR alloués aux PTOM conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point a), et à l'article 3, paragraphe 1, de l'accord interne, parmi lesquels 359,5 millions d'EUR sont gérés par la Commission européenne;
- 1 052,5 millions d'EUR alloués à la Commission pour financer les dépenses liées à la programmation et à la mise en œuvre des ressources du 11^e FED, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point a), de l'accord interne.

- Reliquats dans les réserves de performance non mobilisables au 31.12.2019

Les montants dégagés de projets au titre du 9^e FED et des FED précédents sont transférés vers la réserve de performance du 10^e FED, à l'exception des fonds Stabex.

Les fonds dégagés de projets au titre du 10^e FED sont transférés vers la réserve de performance du 11^e FED.

En 2019, tous les fonds dégagés de FED précédents ont été transférés vers les réserves respectives.

Conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 4, de l'accord interne relatif au 11^e FED et à la décision (UE) 2019/640 du Conseil du 15 avril 2019, un montant provenant de fonds dégagés du 10^e FED a été affecté

à la reconstitution des ressources de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique pour la période 2019-2020, à hauteur de 445 860 000 EUR maximum, dont un montant de 14 860 000 EUR est affecté au financement des dépenses d'appui.

(en Mio EUR)

| | |
|--|--------------|
| Montant total disponible dans les réserves de performance non mobilisables au 31.12.2019 | |
| Réserve non mobilisable provenant de fonds dégagés au titre des 8 ^e et 9 ^e FED | 197,3 |
| Réserve non mobilisable provenant de fonds dégagés au titre du 10 ^e FED | 142,6 |
| Montant total disponible dans les réserves de performance non mobilisables au 31.12.2019 | 339,9 |

En ce qui concerne les cofinancements du FED dans le cadre des 10^e et 11^e FED, des accords de transfert pour les cofinancements émanant des États membres ont été signés, donnant lieu à l'ouverture de crédits d'engagement pour un montant total de 275,2 millions d'EUR et de crédits de paiement à hauteur du montant encaissé de 258,4 millions d'EUR.

La situation des crédits de cofinancement au 31.12.2019 est présentée dans le tableau ci-dessous:

(en Mio EUR)

| | Crédits d'engagement | Crédits de paiement |
|---|----------------------|---------------------|
| Cofinancement – Enveloppe A | 230,8 | 214,4 |
| Cofinancement – Intra-ACP | 36,2 | 36,2 |
| Cofinancement – Charges administratives | 8,3 | 7,8 |
| | 275,2 | 258,4 |

Les données figurant dans les tableaux ci-après, relatifs aux montants décidés, contractés et payés, sont des chiffres nets.

Les tableaux présentant la situation par instrument figurent en annexe.

Tableau I.1

8^e FED
ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2019
ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT

(en Mio EUR)

| INSTRUMENT | | DOTATION INITIALE | VARIATION DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018 | VARIATION DES RESSOURCES EN 2019 | Note | DOTATION ACTUELLE |
|--------------------------------|--|-------------------|---|----------------------------------|--------|-------------------|
| ACP | Lomé | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | 47 | | | 47 |
| | Ajustement structurel | - | 18 | | | 18 |
| | Total programmes indicatifs | - | 29 | | | 29 |
| | SOUS-TOTAL ACP | - | 47 | | | 47 |
| ACP | Lomé | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | 12 967 | (3 332) | (1) | *1 | 9 635 |
| | Aide aux réfugiés | 120 | (20) | | | 100 |
| | Aide d'urgence (Lomé) | 140 | (4) | | | 136 |
| | Pays pauvres très endettés (Lomé) | - | 1 060 | | | 1 060 |
| | Bonifications d'intérêts | 370 | (301) | | | 69 |
| | Capitaux à risque | 1 000 | 12 | | | 1 012 |
| | Stabex | 1 800 | (1 077) | | | 723 |
| | Ajustement structurel | 1 400 | 79 | - | | 1 479 |
| | Sysmin | 575 | (474) | | | 101 |
| | Total programmes indicatifs | 7 562 | (2 640) | (1) | | 4 921 |
| | Utilisation des intérêts | - | 35 | | | 35 |
| | Cotonou | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | 650 | | | 650 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 417 | | | 417 |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | - | 233 | | | 233 |
| | Intérêts et autres recettes | - | - | | | - |
| SOUS-TOTAL ACP | 12 967 | (2 681) | (1) | *1 | 10 285 | |
| PTOM | Lomé | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | 46 | | | 46 |
| | Bonifications d'intérêts | - | 1 | | | 1 |
| | Capitaux à risque | - | 6 | | | 6 |
| | Stabex | - | 1 | | | 1 |
| | Sysmin | - | 2 | | | 2 |
| Total programmes indicatifs | - | 35 | | | 35 | |
| SOUS-TOTAL PTOM | - | 46 | | | 46 | |
| TOTAL 8^e FED | | 12 967 | (2 588) | (1) | *1 | 10 378 |

*1 Les diminutions correspondent à des dégagements transférés vers la réserve de performance non mobilisable du 10^e FED.

Tableau 1.2

9^e FED
ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2019
ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT

(en Mio EUR)

| INSTRUMENT | | DOTATION INITIALE | VARIATION DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018 | VARIATION DES RESSOURCES EN 2019 | Note | DOTATION ACTUELLE |
|---|---|-------------------|---|----------------------------------|-------|-------------------|
| ACP | Lomé | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | - | | | - |
| | Transferts du 7 ^e FED - Lomé | - | - | | | - |
| | Cotonou | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | 50 | | | 50 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 44 | | | 44 |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | - | 6 | | | 6 |
| SOUS-TOTAL ACP | | - | 50 | | | 50 |
| ACP | Lomé | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | 667 | - | *1 | 667 |
| | Transferts du 6 ^e FED - Lomé | - | 20 | | | 20 |
| | Transferts du 7 ^e FED - Lomé | - | 647 | - | *1 | 647 |
| | Cotonou | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | 8 919 | 5 464 | (41) | *1 | 14 342 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | 5 318 | 3 246 | (10) | *1 | 8 554 |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | 2 108 | (905) | - | *1 | 1 203 |
| | Cde, Cta et ass. parlementaire | 164 | (10) | | | 154 |
| | Frais de mise en œuvre | 125 | 52 | (1) | *1 | 177 |
| | Intérêts et autres recettes | - | 63 | | | 63 |
| | Autres allocations intra-ACP | 300 | 2 289 | (5) | *1 | 2 584 |
| | Facilité de soutien à la paix | - | 353 | | | 353 |
| | Allocations régionales | 904 | (145) | (11) | *1 | 749 |
| | Dotation spéciale R.D. du Congo | - | 105 | | | 105 |
| | Dotation spéciale Soudan du Sud | - | 267 | | *3 | 267 |
| | Dotation spéciale Soudan | - | 110 | | *2 | 110 |
| Contribution volontaire facilité de soutien à la paix | - | 39 | (15) | *4 | 24 | |
| SOUS-TOTAL ACP | | 8 919 | 6 131 | (42) | *1 *4 | 15 009 |
| PTO M | Lomé | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | 3 | | | 3 |
| | Transferts du 6 ^e FED - Lomé | - | - | | | - |
| | Transferts du 7 ^e FED - Lomé | - | 3 | | | 3 |
| | Cotonou | | | | | |
| | Contributions régulières des EM | - | 287 | (1) | *1 | 286 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 237 | - | *1 | 236 |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | - | 4 | | | 4 |
| Allocations régionales | - | 45 | - | *1 | 45 | |
| Études/Assistance technique PTOM | - | 1 | | | 1 | |
| SOUS-TOTAL PTOM | | - | 290 | (1) | *1 | 289 |
| TOTAL 9^e FED | | 8 919 | 6 471 | (42) | *1 *4 | 15 348 |

*1 Toutes les diminutions correspondent à des dégagements transférés vers la réserve de performance non mobilisable du 10^e FED.

*2 À la suite de la décision 2010/406/UE du Conseil, un montant supplémentaire de 150 millions d'EUR a été transféré de la réserve de performance non mobilisable du 10^e FED en faveur du Soudan (147 millions d'EUR pour la dotation spéciale Soudan et 3 millions d'EUR pour les frais de mise en œuvre).

*3 À la suite de la décision 2011/315/UE du Conseil, un montant supplémentaire de 200 millions d'EUR a été transféré de la réserve de performance non mobilisable du 10^e FED en faveur du Soudan (194 millions d'EUR pour la dotation spéciale Soudan du Sud et 6 millions d'EUR pour les frais de mise en œuvre).

*4 Toutes les diminutions de la contribution volontaire correspondent à un remboursement aux donateurs.

Tableau 1.3

10^e FED
ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2019
ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT

(en Mio EUR)

| INSTRUMENT | | DOTATION INITIALE | VARIATION DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018 | VARIATION DES RESSOURCES EN 2019 | Note | DOTATION ACTUELLE |
|----------------------------------|---|-------------------|---|----------------------------------|--------|-------------------|
| ACP | Contributions régulières des EM | – | 66 | (1) | *2 | 65 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | – | 57 | (1) | *2 | 56 |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | – | 9 | | | 9 |
| | Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | – | – | | | – |
| | SOUS-TOTAL ACP | – | 66 | (1) | *2 | 65 |
| ACP | Contributions régulières des EM | 20 896 | (19) | 213 | *2 *4 | 20 891 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | – | 12 865 | (169) | *2 | 12 696 |
| | Réserve enveloppe A | 13 500 | (13 500) | | | – |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | – | 1 991 | (9) | *2 | 1 983 |
| | Réserve enveloppe B | 1 800 | (1 800) | | | – |
| | Frais de mise en œuvre | 430 | 15 | 15 | *4 | 460 |
| | Dépenses institutionnelles et d'appui | – | 230 | (5) | *2 | 226 |
| | Intérêts et autres recettes | – | 85 | (14) | *2 | 71 |
| | Réserve intra-ACP | 2 700 | (2 700) | | | – |
| | Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | – | – | | *2 | – |
| | Réserve PIN/PIR | 683 | (683) | | | – |
| | Réserve non mobilisable | – | 131 | 40 | *1 | 171 |
| | Autres allocations intra-ACP | – | 1 868 | (13) | *2 | 1 855 |
| | Facilité de soutien à la paix | – | 1 119 | 408 | *4 | 1 527 |
| | Allocations régionales | – | 1 942 | (40) | *2 | 1 902 |
| | Réserve allocations régionales | 1 783 | (1 783) | | | – |
| | Cofinancement | – | 204 | (2) | *3 | 203 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | – | 187 | (2) | *3 | 185 |
| | Frais de mise en œuvre | – | 5 | – | *3 | 5 |
| | Autres allocations intra-ACP | – | 12 | | | 12 |
| Facilité de soutien à la paix | – | 1 | | | 1 | |
| SOUS-TOTAL ACP | 20 896 | 186 | 211 | *2 *4 | 21 093 | |
| PTOM | Contributions régulières des EM | – | 275 | (4) | *2 | 271 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | – | 190 | (4) | *2 | 187 |
| | Réserve enveloppe A | – | – | | | – |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | – | 15 | – | *2 | 15 |
| | Réserve enveloppe B | – | – | | | – |
| | Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | – | – | | | – |
| | Réserve non mobilisable | – | 25 | 1 | *1 | 26 |
| | Allocations régionales | – | 40 | (1) | *2 | 39 |
| | Réserve allocations régionales | – | – | | | – |
| Études/Assistance technique PTOM | – | 5 | – | *2 | 5 | |
| SOUS-TOTAL PTOM | – | 275 | (4) | *2 | 271 | |
| TOTAL 10^e FED | 20 896 | 527 | 206 | *2 *4 | 21 430 | |

*1 Transferts internes / transferts des dégage­ments des 8^e et 9^e FED vers les réserves du 10^e FED.*2 Toutes les diminutions correspondent à des dégage­ments transférés vers la réserve de performance non mobilisable du 11^e FED.

*3 Pour le cofinancement, le tableau ne présente que les crédits d'engagement.

*4 À la suite de la décision 2017/xxx/UE du Conseil, un montant supplémentaire de xxx millions d'EUR a été transféré de la réserve de performance non mobilisable du 10^e FED en faveur de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique.

Tableau 1.4

11^e FED
ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2019
ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT

(en Mio EUR)

| INSTRUMENT | | DOTATION INITIALE | VARIATION DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018 | VARIATION DES RESSOURCES EN 2019 | Note | DOTATION ACTUELLE | |
|--------------------------------------|--|-------------------|---|----------------------------------|-----------|-------------------|-----------|
| ACP | Contributions régulières des EM | - | 82 | | | 82 | |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 65 | | | 65 | |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | - | 17 | | | 17 | |
| | Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | - | - | | | - | |
| SOUS-TOTAL ACP | | - | 82 | | | 82 | |
| ACP | Contributions régulières des EM | 29 008 | 253 | (179) | | 29 081 | |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 15 354 | 213 | | 15 567 | |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | - | 700 | 139 | | 838 | |
| | Réserve enveloppe B | - | - | | | - | |
| | Frais de mise en œuvre | 1 053 | - | | | 1 053 | |
| | Dépenses institutionnelles et d'appui | - | 246 | (49) | | 197 | |
| | Intérêts et autres recettes | - | 16 | 2 | | 18 | |
| | Réserve intra-ACP | 3 590 | (3 521) | (42) | | 27 | |
| | Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | - | - | | | - | |
| | Réserve PIN/PIR | 24 365 | (23 095) | (731) | | 540 | |
| | Réserve non mobilisable | - | 311 | (181) | *1 | 130 | |
| | Autres allocations intra-ACP | - | 2 700 | 91 | | 2 791 | |
| | Facilité de soutien à la paix | - | 1 000 | | | 1 000 | |
| | Allocations régionales | - | 6 541 | 379 | | 6 920 | |
| | Cofinancement | | - | 38 | 35 | *2 | 73 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 23 | 19 | *2 | 42 | |
| | Frais de mise en œuvre | - | 2 | 1 | *2 | 3 | |
| | Facilité de soutien à la paix | - | 11 | 13 | *2 | 24 | |
| | Allocations régionales | - | 2 | 2 | *2 | 4 | |
| | Accord de niveau de service interne à la CE | | - | 1 | | | 1 |
| Enveloppe A - Allocations nationales | - | 1 | | | 1 | | |
| SOUS-TOTAL ACP | | 29 008 | 291 | | | 29 155 | |
| PTO M | Contributions régulières des EM | - | 350 | 5 | | 355 | |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 196 | | | 196 | |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | - | 8 | | | 8 | |
| | Réserve PIN/PIR | - | 49 | (18) | | 32 | |
| | Réserve non mobilisable | - | 7 | 5 | *1 | 12 | |
| | Allocations régionales | - | 81 | 18 | | 99 | |
| | Études/Assistance technique PTOM | - | 9 | | | 9 | |
| | Cofinancement | | - | - | | | - |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | - | | | - | |
| | Accord de niveau de service interne à la CE | | - | - | | | - |
| Enveloppe A - Allocations nationales | - | - | | | - | | |
| SOUS-TOTAL PTOM | | - | 350 | | | 355 | |
| | Contributions régulières des EM | - | 17 | | | 17 | |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | - | 10 | | | 10 | |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | - | 7 | | | 7 | |
| SOUS-TOTAL | | - | 17 | | | 17 | |
| TOTAL 11^e FED | | 29 008 | 740 | (139) | | 29 608 | |

*1 Transferts internes / transferts des dégagements du 10^e FED vers les réserves du 10^e FED.

*2 Pour le cofinancement, le tableau ne présente que les crédits d'engagement.

Tableau 2.1

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31 DÉCEMBRE 2019
ÉTAT D'EXÉCUTION

(en Mio EUR)

| DOTATIONS | | FED | | | | |
|---|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | 8 | 9 | 10 | 11 | TOTAL |
| L o n é | Recettes diverses | 35 | | | | 35 |
| | Total programmes indicatifs | 4 985 | | | | 4 985 |
| | Total aides non programmables | 4 707 | | | | 4 707 |
| | Transferts d'autres Fonds | | 670 | | | 670 |
| | SOUS-TOTAL: CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES DES EM | 9 728 | 670 | | | 10 398 |
| C o t o n o u | Enveloppe A - Allocations nationales | 417 | 8 835 | 12 939 | 15 838 | 38 029 |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | 233 | 1 213 | 2 006 | 870 | 4 322 |
| | Mécanisme de transition | | | | - | - |
| | Cde, Cta et ass. parlementaire | | 154 | | | 154 |
| | Réserve pays | | | - | - | - |
| | Frais de mise en œuvre et produits d'intérêts | - | 240 | 535 | 1 079 | 1 855 |
| | Allocations intra-ACP | | 2 937 | 3 608 | 3 988 | 10 534 |
| | Réserve intra-ACP | | | - | 27 | 27 |
| | Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | | | - | - | - |
| | Réserve PIN/PIR | | | - | 571 | 571 |
| | Réserve non mobilisable | | | 197 | 142 | 340 |
| | Allocations régionales | | 793 | 1 941 | 7 018 | 9 752 |
| | Réserve allocations régionales | | | - | | - |
| | Dotations spéciales R.D. du Congo | | 105 | | | 105 |
| | Dotations spéciales Soudan du Sud | | 267 | | | 267 |
| | Dotations spéciales Soudan | | 110 | | | 110 |
| | Contribution volontaire facilité de soutien à la paix | | 24 | | | 24 |
| | SOUS-TOTAL: CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES DES EM | 650 | 14 678 | 21 227 | 29 535 | 66 089 |
| | Enveloppe A - Allocations nationales | | | | 1 | 1 |
| | SOUS-TOTAL: ACC. NIVEAU SERVICE INTERNE À LA CE | | | | 1 | 1 |
| Enveloppe A - Allocations nationales | | | 185 | 42 | 227 | |
| Frais de mise en œuvre et produits d'intérêts | | | 5 | 3 | 8 | |
| Allocations intra-ACP | | | 12 | 24 | 36 | |
| Allocations régionales | | | | 4 | 4 | |
| SOUS-TOTAL: COFINANCEMENT | | | 203 | 73 | 275 | |
| TOTAL | 10 378 | 15 348 | 21 430 | 29 608 | 76 764 | |

Comptes annuels du Fonds européen de développement 2019

| Décisions | FED | Total cumulé | | | Chiffres cumulés | Chiffres annuels |
|------------------|-----|---------------|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | Au 31.12.2019 | RAL | % de la dotation | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| 8 | | 10 375 | 1 | 100 % | 10 786 | (42) | (45) | (60) | (64) | (98) | (63) | (12) | (13) | (9) | (4) | (2) |
| 9 | | 15 335 | 134 | 100 % | 16 633 | (54) | (116) | (9) | (297) | (72) | (381) | (170) | (104) | (38) | (33) | (22) |
| 10 | | 21 088 | 1 803 | 98 % | 4 766 | 3 501 | 2 349 | 3 118 | 3 524 | 4 131 | (95) | (156) | (80) | (5) | (147) | 183 |
| 11 | | 26 511 | 13 959 | 90 % | | | | | | | 1 160 | 5 372 | 6 688 | 5 807 | 4 332 | 3 153 |
| Total | | 73 309 | 15 896 | | 32 185 | 3 405 | 2 187 | 3 049 | 3 163 | 3 961 | 621 | 5 034 | 6 491 | 5 754 | 4 147 | 3 311 |
| Crédits délégués | FED | Total cumulé | | | Chiffres cumulés | Chiffres annuels |
| | | Au 31.12.2019 | RAL | % de la dotation | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| 8 | | 10 374 | - | 100 % | 10 541 | (42) | 8 | (13) | (46) | (11) | (37) | (16) | (6) | (3) | - | (1) |
| 9 | | 15 302 | 100 | 100 % | 14 209 | 997 | 476 | 9 | (187) | (96) | (1) | (52) | (46) | (20) | 16 | (4) |
| 10 | | 20 310 | 1 025 | 95 % | 130 | 3 184 | 2 820 | 2 514 | 3 460 | 3 457 | 2 687 | 783 | 541 | 550 | 236 | (51) |
| 11 | | 21 697 | 9 144 | 73 % | | | | | | | 731 | 3 293 | 3 745 | 5 684 | 4 687 | 3 557 |
| Total | | 67 683 | 10 269 | | 24 881 | 4 140 | 3 304 | 2 509 | 3 226 | 3 350 | 3 380 | 4 008 | 4 234 | 6 211 | 4 940 | 3 501 |
| Paiements | FED | Total cumulé | | | Chiffres cumulés | Chiffres annuels |
| | | Au 31.12.2019 | | % de la dotation | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| 8 | | 10 374 | | 100 % | 9 930 | 152 | 158 | 90 | 15 | 18 | 16 | (3) | - | (1) | - | - |
| 9 | | 15 201 | | 99 % | 10 011 | 1 806 | 1 304 | 906 | 539 | 231 | 145 | 43 | 68 | 111 | 23 | 14 |
| 10 | | 19 285 | | 90 % | 90 | 1 111 | 1 772 | 1 879 | 2 655 | 2 718 | 2 760 | 2 024 | 1 466 | 1 277 | 1 076 | 456 |
| 11 | | 12 553 | | 42 % | | | | | | | 595 | 1 024 | 1 816 | 2 770 | 2 970 | 3 377 |
| Total | | 57 414 | | | 20 031 | 3 069 | 3 233 | 2 874 | 3 209 | 2 967 | 3 516 | 3 088 | 3 350 | 4 158 | 4 069 | 3 847 |

Tableau 2.2

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31 DÉCEMBRE 2019
PAR TYPE D'AIDE

(en Mio EUR)

| | | FED | | | | | | | | | |
|--|--|-------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|--------|-------|
| | | 8 | % | 9 | % | 10 | % | 11 | % | TOTAL | % |
| | | | | | | | | | | | |
| Lomé | Recettes diverses | | | | | | | | | | |
| | Dotations | 35 | | | | | | | | 35 | |
| | Décisions | 35 | 100 % | | | | | | | 35 | 100 % |
| | Crédits délégués | 35 | 100 % | | | | | | | 35 | 100 % |
| | Paielements | 35 | 100 % | | | | | | | 35 | 100 % |
| | Total programmes indicatifs | | | | | | | | | | |
| | Dotations | 4 985 | | | | | | | | 4 985 | |
| | Décisions | 4 985 | 100 % | | | | | | | 4 985 | 100 % |
| | Crédits délégués | 4 985 | 100 % | | | | | | | 4 985 | 100 % |
| | Paielements | 4 985 | 100 % | | | | | | | 4 985 | 100 % |
| | Total aides non programmables | | | | | | | | | | |
| | Dotations | 4 707 | | | | | | | | 4 707 | |
| | Décisions | 4 706 | 100 % | | | | | | | 4 706 | 100 % |
| | Crédits délégués | 4 706 | 100 % | | | | | | | 4 706 | 100 % |
| | Paielements | 4 706 | 100 % | | | | | | | 4 706 | 100 % |
| | Transferts d'autres Fonds | | | | | | | | | | |
| | Dotations | | | 670 | | | | | | 670 | |
| | Décisions | | | 670 | 100 % | | | | | 670 | 100 % |
| | Crédits délégués | | | 670 | 100 % | | | | | 670 | 100 % |
| Paielements | | | 670 | 100 % | | | | | 670 | 100 % | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | | |
| Cotonou | Enveloppe A - Allocations nationales | | | | | | | | | | |
| | Dotations | 417 | | 8 835 | | 12 939 | | 15 838 | | 38 029 | |
| | Décisions | 417 | 100 % | 8 834 | 100 % | 12 837 | 99 % | 14 456 | 91 % | 36 545 | 96 % |
| | Crédits délégués | 417 | 100 % | 8 822 | 100 % | 12 621 | 98 % | 11 325 | 72 % | 33 186 | 87 % |
| | Paielements | 417 | 100 % | 8 800 | 100 % | 12 011 | 93 % | 6 248 | 39 % | 27 477 | 72 % |
| | Enveloppe B - Allocations nationales | | | | | | | | | | |
| | Dotations | 233 | | 1 213 | | 2 006 | | 870 | | 4 322 | |
| | Décisions | 231 | 99 % | 1 213 | 100 % | 2 005 | 100 % | 853 | 98 % | 4 301 | 100 % |
| | Crédits délégués | 231 | 99 % | 1 209 | 100 % | 1 984 | 99 % | 734 | 84 % | 4 158 | 96 % |
| | Paielements | 231 | 99 % | 1 203 | 99 % | 1 964 | 98 % | 644 | 74 % | 4 042 | 94 % |
| | Mécanisme de transition | | | | | | | | | | |
| | Dotations | | | | | | | - | | - | |
| | Décisions | | | | | | | | | | |
| | Crédits délégués | | | | | | | | | | |
| | Paielements | | | | | | | | | | |
| | Cde, Cta et ass. parlementaire | | | | | | | | | | |
| | Dotations | | | 154 | | | | | | 154 | |
| | Décisions | | | 154 | 100 % | | | | | 154 | 100 % |
| | Crédits délégués | | | 154 | 100 % | | | | | 154 | 100 % |
| | Paielements | | | 154 | 100 % | | | | | 154 | 100 % |
| | Frais de mise en œuvre et produits d'intérêts | | | | | | | | | | |
| | Dotations | - | | 240 | | 535 | | 1 079 | | 1 855 | |
| | Décisions | | | 240 | 100 % | 514 | 96 % | 871 | 81 % | 1 625 | 88 % |
| | Crédits délégués | | | 240 | 100 % | 512 | 96 % | 836 | 77 % | 1 588 | 86 % |
| | Paielements | | | 240 | 100 % | 512 | 96 % | 779 | 72 % | 1 531 | 83 % |
| | Allocations intra-ACP | | | | | | | | | | |
| | Dotations | | | 2 937 | | 3 608 | | 3 988 | | 10 534 | |
| Décisions | | | 2 931 | 100 % | 3 600 | 100 % | 3 524 | 88 % | 10 054 | 95 % | |
| Crédits délégués | | | 2 924 | 100 % | 3 139 | 87 % | 3 020 | 76 % | 9 083 | 86 % | |
| Paielements | | | 2 920 | 99 % | 2 973 | 82 % | 2 256 | 57 % | 8 149 | 77 % | |
| Allocations régionales | | | | | | | | | | | |
| Dotations | | | 793 | | 1 941 | | 7 018 | | 9 752 | | |
| Décisions | | | 792 | 100 % | 1 935 | 100 % | 6 748 | 96 % | 9 475 | 97 % | |
| Crédits délégués | | | 786 | 99 % | 1 863 | 96 % | 5 724 | 82 % | 8 373 | 86 % | |
| Paielements | | | 777 | 98 % | 1 658 | 85 % | 2 604 | 37 % | 5 040 | 52 % | |
| Dotation spéciale R.D. du Congo | | | | | | | | | | | |
| Dotations | | | 105 | | | | | | 105 | | |
| Décisions | | | 105 | 100 % | | | | | 105 | 100 % | |
| Crédits délégués | | | 105 | 100 % | | | | | 105 | 100 % | |
| Paielements | | | 105 | 100 % | | | | | 105 | 100 % | |
| Dotation spéciale Soudan du Sud | | | | | | | | | | | |
| Dotations | | | 267 | | | | | | 267 | | |
| Décisions | | | 266 | 100 % | | | | | 266 | 100 % | |
| Crédits délégués | | | 263 | 99 % | | | | | 263 | 99 % | |
| Paielements | | | 208 | 78 % | | | | | 208 | 78 % | |

| | | | | | | | | | |
|--|--------|-------|--------|-------|--------|------|--------|------|--------|
| Dotation spéciale Soudan | | | | | | | | | |
| Dotations | | | 110 | | | | | 110 | |
| Décisions | | | 107 | 97 % | | | | 107 | 97 % |
| Crédits délégués | | | 105 | 95 % | | | | 105 | 95 % |
| Palements | | | 101 | 91 % | | | | 101 | 91 % |
| Contr. vol. facilité de soutien à la paix | | | | | | | | | |
| Dotations | | | 24 | | | | | 24 | |
| Décisions | | | 24 | 100 % | | | | 24 | 100 % |
| Crédits délégués | | | 24 | 100 % | | | | 24 | 100 % |
| Palements | | | 24 | 100 % | | | | 24 | 100 % |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | | | | | | | | | |
| Dotations | | | | | 185 | | 42 | | 227 |
| Décisions | | | | | 181 | 98 % | 31 | 75 % | 212 |
| Crédits délégués | | | | | 177 | 96 % | 31 | 75 % | 208 |
| Palements | | | | | 152 | 82 % | 2 | 5 % | 154 |
| Frais de mise en œuvre et produits d'intérêts | | | | | | | | | |
| Dotations | | | 5 | | | | 3 | | 8 |
| Décisions | | | 5 | 100 % | | | 3 | 86 % | 8 |
| Crédits délégués | | | 3 | 65 % | | | 1 | 24 % | 4 |
| Palements | | | 3 | 51 % | | | - | 1 % | 3 |
| Allocations intra-ACP | | | | | | | | | |
| Dotations | | | 12 | | | | 24 | | 36 |
| Décisions | | | 11 | 92 % | | | 23 | 95 % | 34 |
| Crédits délégués | | | 11 | 91 % | | | 22 | 93 % | 33 |
| Palements | | | 11 | 91 % | | | 17 | 73 % | 29 |
| Allocations régionales | | | | | | | | | |
| Dotations | | | | | | | 4 | | 4 |
| Décisions | | | | | | | 2 | 50 % | 2 |
| Crédits délégués | | | | | | | 2 | 50 % | 2 |
| Palements | | | | | | | 2 | 50 % | 2 |
| Cofinancement | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | | | | | | | | | |
| Dotations | | | | | | | 1 | | 1 |
| Décisions | | | | | | | 1 | 71 % | 1 |
| Crédits délégués | | | | | | | 1 | 52 % | 1 |
| Palements | | | | | | | 1 | 52 % | 1 |
| Accord de niveau de service interne à la CE | | | | | | | | | |
| Cotonou | | | | | | | | | |
| Dotations | 8 | % | 9 | % | 10 | % | 11 | % | TOTAL |
| | | | | (1) | | (1) | | (1) | (1) |
| Réserve pays | | | | | - | | - | | - |
| Réserve intra-ACP | | | | | - | | 27 | | 27 |
| Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | | | | | - | | - | | - |
| Réserve PIN/PIR | | | | | - | | 571 | | 571 |
| Réserve allocations régionales | | | | | - | | | | - |
| Réserve non mobilisable | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | | | | | 197 | | 142 | | 340 |
| Réserve non mobilisable | | | | | | | | | |
| | 8 | % | 9 | % | 10 | % | 11 | % | TOTAL |
| | | | | (1) | | (1) | | (1) | (1) |
| Dotations | 10 378 | | 15 348 | | 21 630 | | 29 608 | | 76 964 |
| Décisions | 10 375 | 100 % | 15 335 | 100 % | 21 088 | 97 % | 26 511 | 90 % | 73 309 |
| Crédits délégués | 10 374 | 100 % | 15 302 | 100 % | 20 310 | 94 % | 21 697 | 73 % | 67 683 |
| Palements | 10 374 | 100 % | 15 201 | 99 % | 19 285 | 89 % | 12 553 | 42 % | 57 414 |
| TOTAL: TOUTES DOTATIONS | | | | | | | | | |

(1) % des dotations.

Tableau 2.3

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31 DÉCEMBRE 2019
PAR TYPE D'AIDE
ACP + PTOM - 8^e FED

(en Mio EUR)

| | CRÉDI TS | DÉCISIONS | | | CRÉDITS DÉLÉGUÉS | | | PAIEMENTS | | |
|--|---------------|---------------|------------|--------------|------------------|------------|--------------|---------------|-----------|--------------|
| | | CUM. | ANN. | % | CUM. | ANN. | % | CUM. | ANN. | % |
| | | (1) | (2) | (2) : (1) | (3) | (3) : (2) | (3) : (2) | (4) | (4) : (3) | (4) : (3) |
| ACP | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Total programmes indicatifs | 29 | 29 | | 100 % | 29 | | 100 % | 29 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: TOTAL PROGRAMMES INDICATIFS | 29 | 29 | | 100 % | 29 | | 100 % | 29 | | 100 % |
| Ajustement structurel | 18 | 18 | | 100 % | 18 | | 100 % | 18 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: TOTAL AIDES NON PROGRAMMABLES | 18 | 18 | | 100 % | 18 | | 100 % | 18 | | 100 % |
| TOTAL ACP | 47 | 47 | | 100 % | 47 | | 100 % | 47 | | 100 % |
| ACP | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Utilisation des intérêts | 35 | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: RECETTES DIVERSES | 35 | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % |
| Total programmes indicatifs | 4 921 | 4 921 | - | 100 % | 4 921 | - | 100 % | 4 921 | - | 100 % |
| SOUS-TOTAL: TOTAL PROGRAMMES INDICATIFS | 4 921 | 4 921 | - | 100 % | 4 921 | - | 100 % | 4 921 | - | 100 % |
| Aide aux réfugiés | 100 | 100 | | 100 % | 100 | | 100 % | 100 | | 100 % |
| Aide d'urgence (Lomé) | 136 | 136 | | 100 % | 136 | | 100 % | 136 | | 100 % |
| Pays pauvres très endettés (Lomé) | 1 060 | 1 060 | | 100 % | 1 060 | | 100 % | 1 060 | | 100 % |
| Bonifications d'intérêts | 69 | 69 | - | 100 % | 68 | | 100 % | 68 | | 100 % |
| Capitaux à risque | 1 012 | 1 012 | | 100 % | 1 012 | | 100 % | 1 012 | | 100 % |
| Stabex | 723 | 722 | - | 100 % | 722 | | 100 % | 722 | | 100 % |
| Ajustement structurel | 1 479 | 1 479 | | 100 % | 1 479 | | 100 % | 1 479 | | 100 % |
| Sysmin | 101 | 101 | | 100 % | 101 | | 100 % | 101 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: TOTAL AIDES NON PROGRAMMABLES | 4 679 | 4 678 | - | 100 % | 4 677 | | 100 % | 4 677 | | 100 % |
| ACP | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 417 | 417 | - | 100 % | 417 | - | 100 % | 417 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 417 | 417 | - | 100 % | 417 | - | 100 % | 417 | | 100 % |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 233 | | | | | | | | | |
| Compensation recettes d'exportation | | 231 | (2) | | 231 | - | 100 % | 231 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 233 | 231 | (2) | 99 % | 231 | - | 100 % | 231 | | 100 % |
| Intérêts et autres recettes | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | - | | | | | | | | | |
| TOTAL ACP (A) | 10 285 | 10 282 | (2) | 100 % | 10 282 | (1) | 100 % | 10 282 | - | 100 % |
| PTOM | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Total programmes indicatifs | 35 | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: TOTAL PROGRAMMES INDICATIFS | 35 | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % | 35 | | 100 % |
| Bonifications d'intérêts | 1 | 1 | | 100 % | 1 | | 100 % | 1 | | 100 % |
| Capitaux à risque | 6 | 6 | | 100 % | 6 | | 100 % | 6 | | 100 % |
| Stabex | 1 | 1 | | 100 % | 1 | | 100 % | 1 | | 100 % |
| Sysmin | 2 | 2 | | 100 % | 2 | | 100 % | 2 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: TOTAL AIDES NON PROGRAMMABLES | 10 | 10 | | 100 % | 10 | | 100 % | 10 | | 100 % |
| TOTAL PTOM | 46 | 46 | | 100 % | 46 | | 100 % | 46 | | 100 % |
| TOTAL: ACP+PTOM (A+B) | 10 378 | 10 375 | (2) | 100 % | 10 374 | (1) | 100 % | 10 374 | - | 100 % |

Tableau 2.4

**COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31 DÉCEMBRE 2019
PAR TYPE D'AIDE
ACP + PTOM - 9^e FED**

(en Mio EUR)

| | CRÉDITS | DÉCISIONS | | | CRÉDITS DÉLÉGUÉS | | | PAIEMENTS | | |
|--|---------------|---------------|-------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|--------------|-----------|-----------|
| | | CUM. | ANN. | % | CUM. | ANN. | % | CUM. | ANN. | % |
| | | (1) | (2) | (2) : (1) | (3) | (3) : (2) | (3) : (2) | (4) | (4) : (3) | (4) : (3) |
| ACP | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Lomé Transferts du 7 ^e FED - Lomé | - | - | 100 % | - | 100 % | - | - | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: TRANSFERTS D'AUTRES FONDS | - | - | 100 % | - | 100 % | - | - | 100 % | | |
| ACP | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Coton Enveloppe A - Allocations nationales | 44 | 44 | 100 % | 44 | 100 % | 44 | 44 | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 44 | 44 | 100 % | 44 | 100 % | 44 | 44 | 100 % | | |
| Coton Enveloppe B - Allocations nationales | 6 | | | | | | | | | |
| Coton Aide d'urgence | 6 | 6 | | 6 | 100 % | 6 | 6 | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 6 | 6 | 100 % | 6 | 100 % | 6 | 6 | 100 % | | |
| TOTAL: ACP | 50 | 50 | 100 % | 50 | 100 % | 50 | 50 | 100 % | | |
| ACP | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Lomé Transferts du 6 ^e FED - Lomé | 20 | 20 | 100 % | 20 | 100 % | 20 | 20 | 100 % | | |
| Lomé Transferts du 7 ^e FED - Lomé | 647 | 647 | - | 646 | (1) 100 % | 646 | 646 | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: TRANSFERTS D'AUTRES FONDS | 667 | 667 | - | 667 | (1) 100 % | 667 | 667 | 100 % | | |
| ACP | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Coton Enveloppe A - Allocations nationales | 8 554 | 8 553 | (3) 100 % | 8 543 | (3) 100 % | 8 521 | 1 | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 8 554 | 8 553 | (3) 100 % | 8 543 | (3) 100 % | 8 521 | 1 | 100 % | | |
| Coton Enveloppe B - Allocations nationales | 1 203 | | | | | | | | | |
| Coton Compensation recettes d'exportation | | 148 | | 148 | 100 % | 148 | | 100 % | | |
| Coton Aide d'urgence | | 1 044 | - | 1 040 | - | 1 034 | | 99 % | | |
| Coton Pays pauvres très endettés | | 11 | | 11 | 100 % | 11 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 1 203 | 1 203 | - | 1 199 | - | 1 193 | - | 100 % | | |
| Coton Cde, Cta et ass. parlementaire | 154 | 154 | 100 % | 154 | 100 % | 154 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: CDE, CTA ET ASS. PARLEMENTAIRE | 154 | 154 | 100 % | 154 | 100 % | 154 | | 100 % | | |
| Coton Frais de mise en œuvre | 177 | 177 | 100 % | 177 | 100 % | 177 | | 100 % | | |
| Coton Intérêts et autres recettes | 63 | 63 | 100 % | 63 | 100 % | 63 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 239 | 239 | 100 % | 239 | 100 % | 239 | | 100 % | | |
| Coton Autres allocations intra-ACP | 2 584 | 2 578 | (9) 100 % | 2 571 | (7) 100 % | 2 567 | (1) 100 % | 100 % | | |
| Coton Facilité de soutien à la paix | 353 | 353 | 100 % | 353 | 100 % | 353 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS INTRA-ACP | 2 937 | 2 931 | (9) 100 % | 2 924 | (7) 100 % | 2 920 | (1) 100 % | 100 % | | |
| Coton Allocations régionales | 749 | 748 | (8) 100 % | 741 | (4) 99 % | 732 | 4 | 99 % | | |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS RÉGIONALES | 749 | 748 | (8) 100 % | 741 | (4) 99 % | 732 | 4 | 99 % | | |
| Coton Dotation spéciale R.D. du Congo | 105 | 105 | 100 % | 105 | 100 % | 105 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: DOTATION SPÉCIALE R.D. DU CONGO | 105 | 105 | 100 % | 105 | 100 % | 105 | | 100 % | | |
| Coton Dotation spéciale Soudan du Sud | 267 | 266 | (1) 100 % | 263 | 10 99 % | 208 | 8 | 79 % | | |
| SOUS-TOTAL: DOTATION SPÉCIALE SOUDAN DU SUD | 267 | 266 | (1) 100 % | 263 | 10 99 % | 208 | 8 | 79 % | | |
| Coton Dotation spéciale Soudan | 110 | 107 | 97 % | 105 | (1) 98 % | 101 | 3 | 96 % | | |
| SOUS-TOTAL: DOTATION SPÉCIALE SOUDAN | 110 | 107 | 97 % | 105 | (1) 98 % | 101 | 3 | 96 % | | |
| Coton Contribution volontaire facilité de soutien à la paix | 24 | 24 | 100 % | 24 | 100 % | 24 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: CONTRIB. VOL. FACILITÉ DE SOUTIEN À LA PAIX | 24 | 24 | 100 % | 24 | 100 % | 24 | | 100 % | | |
| TOTAL: ACP (A) | 15 009 | 14 996 | (21) 100 % | 14 964 | (4) 100 % | 14 864 | 14 | 99 % | | |
| PTOM | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Lomé Transferts du 6 ^e FED - Lomé | - | - | 100 % | - | 100 % | - | - | 100 % | | |
| Lomé Transferts du 7 ^e FED - Lomé | 3 | 3 | 100 % | 3 | 100 % | 3 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: TRANSFERTS D'AUTRES FONDS | 3 | 3 | 100 % | 3 | 100 % | 3 | | 100 % | | |
| PTOM | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Coton Enveloppe A - Allocations nationales | 236 | 236 | - | 235 | - | 235 | - | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 236 | 236 | - | 235 | - | 235 | - | 100 % | | |
| Coton Enveloppe B - Allocations nationales | 4 | | | | | | | | | |
| Coton Aide d'urgence | | 4 | | 4 | 100 % | 4 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 4 | 4 | 100 % | 4 | 100 % | 4 | | 100 % | | |
| Coton Études/Assistance technique PTOM | 1 | 1 | 100 % | 1 | 100 % | 1 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 1 | 1 | 100 % | 1 | 100 % | 1 | | 100 % | | |
| Coton Allocations régionales | 45 | 45 | - | 45 | 100 % | 45 | | 100 % | | |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS RÉGIONALES | 45 | 45 | - | 45 | 100 % | 45 | | 100 % | | |
| TOTAL: PTOM | 289 | 289 | (1) 100 % | 288 | - | 288 | - | 99 % | | |
| TOTAL: ACP+PTOM (A+B) | 15 348 | 15 335 | (22) 100 % | 15 302 | (4) 100 % | 15 201 | 14 | 99 % | | |

Tableau 2.5

**COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31 DÉCEMBRE 2019
PAR TYPE D'AIDE
ACP + PTOM - 10^e FED**

(en Mio EUR)

| | CRÉDITS | DÉCISIONS | | | CRÉDITS DÉLÉGUÉS | | | PAIEMENTS | | | |
|--|---------------|---------------|--------------|--------------|------------------|-------------|--------------|---------------|------------|--------------|-----------|
| | | (1) | CUM. (2) | ANN. (3) | % (4) | CUM. (5) | ANN. (6) | % (7) | CUM. (8) | ANN. (9) | % (10) |
| | | | | | (2) : (1) | | | (3) : (2) | (4) | | (4) : (3) |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 56 | 56 | (1) | 100 % | 56 | - | 99 % | 56 | - | 100 % | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 56 | 56 | (1) | 100 % | 56 | - | 99 % | 56 | - | 100 % | |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 9 | | | | | | | | | | |
| Autres chocs ayant une incidence budgétaire | | 9 | | | 9 | | 100 % | 9 | | 100 % | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 9 | 9 | | 100 % | 9 | | 100 % | 9 | | 100 % | |
| Réserves mobilisables | | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | | |
| Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE ALLOCATIONS NATIONALES ENVELOPPE A STABEX | - | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 12 696 | 12 594 | (168) | 99 % | 12 384 | (42) | 98 % | 11 798 | 286 | 95 % | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 12 696 | 12 594 | (168) | 99 % | 12 384 | (42) | 98 % | 11 798 | 286 | 95 % | |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 1 983 | | | | | | | | | | |
| Compensation recettes d'exportation | | 202 | (1) | | 197 | (4) | 97 % | 191 | - | 97 % | |
| Aide d'urgence | | 835 | (4) | | 829 | (2) | 99 % | 821 | 8 | 99 % | |
| Pays pauvres très endettés | | 49 | - | | 49 | - | 100 % | 49 | | 100 % | |
| Autres chocs ayant une incidence budgétaire | | 895 | | | 887 | - | 99 % | 880 | 3 | 99 % | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 1 983 | 1 981 | (5) | 100 % | 1 961 | (6) | 99 % | 1 941 | 11 | 99 % | |
| Frais de mise en œuvre | 460 | 440 | 4 | 96 % | 440 | 4 | 100 % | 440 | 5 | 100 % | |
| Intérêts et autres recettes | 71 | 68 | - | 96 % | 67 | - | 98 % | 67 | - | 100 % | |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 530 | 509 | 4 | 96 % | 507 | 4 | 100 % | 507 | 5 | 100 % | |
| Dépenses institutionnelles et d'appui | 226 | 226 | (3) | 100 % | 226 | (3) | 100 % | 209 | - | 93 % | |
| Autres allocations intra-ACP | 1 855 | 1 848 | (7) | 100 % | 1 826 | 2 | 99 % | 1 726 | 43 | 95 % | |
| Facilité de soutien à la paix | 1 527 | 1 527 | 408 | 100 % | 1 087 | (12) | 71 % | 1 038 | 15 | 95 % | |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS INTRA-ACP | 3 608 | 3 600 | 388 | 100 % | 3 139 | (13) | 87 % | 2 973 | 58 | 95 % | |
| Allocations régionales | 1 902 | 1 896 | (30) | 100 % | 1 827 | 8 | 96 % | 1 625 | 70 | 89 % | |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS RÉGIONALES | 1 902 | 1 896 | (30) | 100 % | 1 827 | 8 | 96 % | 1 625 | 70 | 89 % | |
| Cofinancement | | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 185 | 181 | (2) | 98 % | 177 | (1) | 98 % | 152 | 9 | 86 % | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 185 | 181 | (2) | 98 % | 177 | (1) | 98 % | 152 | 9 | 86 % | |
| Frais de mise en œuvre | 5 | 5 | - | 100 % | 3 | - | 65 % | 3 | 1 | 78 % | |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 5 | 5 | - | 100 % | 3 | - | 65 % | 3 | 1 | 78 % | |
| Autres allocations intra-ACP | 12 | 11 | | 92 % | 10 | | 99 % | 10 | | 100 % | |
| Facilité de soutien à la paix | 1 | 1 | | 99 % | 1 | | 100 % | 1 | | 100 % | |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS INTRA-ACP | 12 | 11 | - | 92 % | 11 | - | 99 % | 11 | - | 100 % | |
| Réserves mobilisables | | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | | |
| Réserve enveloppe A | - | | | | | | | | | | |
| Réserve enveloppe B | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE PAYS | - | | | | | | | | | | |
| Réserve intra-ACP | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE INTRA-ACP | - | | | | | | | | | | |
| Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE ALLOCATIONS NATIONALES ENVELOPPE A STABEX | - | | | | | | | | | | |
| Réserve PIN/PIR | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE PIN/PIR | - | | | | | | | | | | |
| Réserve allocations régionales | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE ALLOCATIONS RÉGIONALES | - | | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | 171 | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE NON MOBILISABLE | 171 | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 187 | 187 | (2) | 100 % | 182 | - | 97 % | 157 | 13 | 87 % | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 187 | 187 | (2) | 100 % | 182 | - | 97 % | 157 | 13 | 87 % | |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 15 | | | | | | | | | | |
| Aide d'urgence | | 9 | - | | 8 | - | 99 % | 8 | 1 | 99 % | |
| Autres chocs ayant une incidence budgétaire | | 6 | | | 6 | | 100 % | 6 | | 100 % | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 15 | 15 | - | 100 % | 14 | - | 99 % | 14 | 1 | 99 % | |
| Études/Assistance technique PTOM | 5 | 5 | | 100 % | 5 | | 100 % | 5 | | 100 % | |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 5 | 5 | - | 100 % | 5 | | 100 % | 5 | | 100 % | |
| Allocations régionales | 39 | 39 | | 100 % | 36 | (1) | 93 % | 34 | 2 | 94 % | |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS RÉGIONALES | 39 | 39 | - | 100 % | 36 | (1) | 93 % | 34 | 2 | 94 % | |
| Réserves mobilisables | | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | | |
| Réserve enveloppe A | - | | | | | | | | | | |
| Réserve enveloppe B | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE PAYS | - | | | | | | | | | | |

Comptes annuels du Fonds européen de développement 2019

| | | | | | | | | | | | |
|--|---------------|---------------|------------|-------------|---------------|-------------|-------------|---------------|------------|-------------|--|
| Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE ALLOCATIONS NATIONALES ENVELOPPE A STABEX | - | | | | | | | | | | |
| Réserve allocations régionales | - | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE ALLOCATIONS RÉGIONALES | - | | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | 26 | | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE NON MOBILISABLE | 26 | | | | | | | | | | |
| TOTAL: ACP+PTOM (RÉSERVES COMPRISES) (A+B) | 21 430 | 21 088 | 183 | 97 % | 20 310 | (51) | 96 % | 19 285 | 456 | 95 % | |

Tableau 2.6

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31 DÉCEMBRE 2019
PAR TYPE D'AIDE
ACP + PTOM - 11^e FED

(en Mio EUR)

| | CRÉDI TS | DÉCISIONS | | | CRÉDITS DÉLÉGUÉS | | | PAIEMENTS | | |
|--|---------------|---------------|--------------|--------------|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | | CUM. | ANN. | % | CUM. | ANN. | % | CUM. | ANN. | % |
| | | (1) | (2) | (2) : (1) | (3) | (3) : (2) | (3) : (2) | (4) | (4) : (3) | (4) : (3) |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 65 | 65 | | 100 % | 64 | 5 | 98 % | 45 | 18 | 70 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 65 | 65 | | 100 % | 64 | 5 | 98 % | 45 | 18 | 70 % |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 17 | | | | | | | | | |
| Aide d'urgence | | 17 | | | 17 | | 100 % | 17 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 17 | 17 | | 100 % | 17 | | 100 % | 17 | | 100 % |
| Réserves mobilisables | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE ALLOCATIONS NATIONALES ENVELOPPE A STABEX | - | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 15 567 | 14 186 | 1 617 | 91 % | 11 063 | 1 920 | 78 % | 6 077 | 1 637 | 55 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 15 567 | 14 186 | 1 617 | 91 % | 11 063 | 1 920 | 78 % | 6 077 | 1 637 | 55 % |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 838 | | | | | | | | | |
| Aide d'urgence | | 712 | 137 | | 600 | 29 | 84 % | 511 | 35 | 85 % |
| Autres chocs ayant une incidence budgétaire | | 109 | | | 109 | - | 100 % | 109 | - | 100 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 838 | 821 | 137 | 98 % | 709 | 29 | 86 % | 620 | 35 | 87 % |
| Mécanisme de transition | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: MÉCANISME DE TRANSITION | - | | | | | | | | | |
| Frais de mise en œuvre | 1 053 | 855 | 155 | 81 % | 824 | 177 | 96 % | 769 | 166 | 93 % |
| Intérêts et autres recettes | 18 | 9 | - | 51 % | 8 | 1 | 85 % | 7 | - | 85 % |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 1 071 | 864 | 154 | 81 % | 832 | 178 | 96 % | 775 | 166 | 93 % |
| Dépenses institutionnelles et d'appui | 197 | 127 | (6) | 64 % | 103 | 5 | 81 % | 95 | 10 | 93 % |
| Autres allocations intra-ACP | 2 791 | 2 397 | 281 | 86 % | 1 938 | 591 | 81 % | 1 279 | 380 | 66 % |
| Facilité de soutien à la paix | 1 000 | 1 000 | | 100 % | 980 | 34 | 98 % | 881 | 22 | 90 % |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS INTRA-ACP | 3 988 | 3 524 | 275 | 88 % | 3 020 | 630 | 86 % | 2 256 | 413 | 75 % |
| Allocations régionales | 6 920 | 6 649 | 846 | 96 % | 5 644 | 704 | 85 % | 2 591 | 1 038 | 46 % |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS RÉGIONALES | 6 920 | 6 649 | 846 | 96 % | 5 644 | 704 | 85 % | 2 591 | 1 038 | 46 % |
| Cofinancement | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 42 | 31 | 11 | 75 % | 31 | 11 | 100 % | 2 | 1 | 6 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 42 | 31 | 11 | 75 % | 31 | 11 | 100 % | 2 | 1 | 6 % |
| Frais de mise en œuvre | 3 | 3 | 1 | 86 % | 1 | 1 | 28 % | - | - | 3 % |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 3 | 3 | 1 | 86 % | 1 | 1 | 28 % | - | - | 3 % |
| Facilité de soutien à la paix | 24 | 23 | 21 | 95 % | 22 | 20 | 98 % | 17 | 16 | 78 % |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS INTRA-ACP | 24 | 23 | 21 | 95 % | 22 | 20 | 98 % | 17 | 16 | 78 % |
| Allocations régionales | 4 | 2 | | 50 % | 2 | | 100 % | 2 | 2 | 100 % |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS RÉGIONALES | 4 | 2 | | 50 % | 2 | | 100 % | 2 | 2 | 100 % |
| Réserves mobilisables | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Réserve enveloppe B | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE PAYS | - | | | | | | | | | |
| Réserve intra-ACP | 27 | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE INTRA-ACP | 27 | | | | | | | | | |
| Réserve allocations nationales enveloppe A Stabex | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE ALLOCATIONS NATIONALES ENVELOPPE A STABEX | - | | | | | | | | | |
| Réserve PIN/PIR | 540 | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE PIN/PIR | 540 | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | 130 | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE NON MOBILISABLE | 130 | | | | | | | | | |
| Accord de niveau de service interne à la CE | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 1 | 1 | | 71 % | 1 | - | 73 % | 1 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 1 | 1 | | 71 % | 1 | - | 73 % | 1 | | 100 % |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 196 | 196 | 13 | 100 % | 192 | 13 | 98 % | 120 | 44 | 63 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 196 | 196 | 13 | 100 % | 192 | 13 | 98 % | 120 | 44 | 63 % |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 8 | | | | | | | | | |
| Aide d'urgence | | 5 | 2 | | 5 | 2 | 99 % | 4 | 2 | 78 % |
| Autres chocs ayant une incidence budgétaire | | 3 | | | 3 | | 100 % | 3 | | 100 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 8 | 8 | 2 | 100 % | 8 | 2 | 99 % | 7 | 2 | 87 % |
| Mécanisme de transition | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: MÉCANISME DE TRANSITION | - | | | | | | | | | |
| Études/Assistance technique PTOM | 9 | 7 | 2 | 84 % | 5 | - | 65 % | 4 | 1 | 87 % |
| SOUS-TOTAL: FRAIS DE MISE EN ŒUVRE ET PRODUITS D'INTÉRÊTS | 9 | 7 | 2 | 84 % | 5 | - | 65 % | 4 | 1 | 87 % |
| Allocations régionales | 99 | 99 | 62 | 100 % | 80 | 43 | 81 % | 13 | 5 | 16 % |
| SOUS-TOTAL: ALLOCATIONS RÉGIONALES | 99 | 99 | 62 | 100 % | 80 | 43 | 81 % | 13 | 5 | 16 % |
| Cofinancement | | | | | | | | | | |

Comptes annuels du Fonds européen de développement 2019

| | | | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|-------------|---------------|--------------|-------------|
| Allocations | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | - | | | | | | | | | |
| Réserves mobilisables | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Réserve PIN/PIR | 32 | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE PIN/PIR | 32 | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Réserve non mobilisable | 12 | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: RÉSERVE NON MOBILISABLE | 12 | | | | | | | | | |
| Accord de niveau de service interne à la CE | | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | - | | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | - | | | | | | | | | |
| Contributions régulières des EM | | | | | | | | | | |
| Allocations | | | | | | | | | | |
| Enveloppe A - Allocations nationales | 10 | 10 | 4 | 100 % | 6 | | 59 % | 6 | - | 99 % |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE A - ALLOCATIONS NATIONALES | 10 | 10 | 4 | 100 % | 6 | | 59 % | 6 | - | 99 % |
| Enveloppe B - Allocations nationales | 7 | | | | | | | | | |
| Aide d'urgence | | 7 | 7 | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL: ENVELOPPE B - ALLOCATIONS NATIONALES | 7 | 7 | 7 | 100 % | | | | | | |
| TOTAL: ACP+PTOM (RÉSERVES COMPRISES) (A+B) | 29 608 | 26 511 | 3 153 | 90 % | 21 697 | 3 557 | 82 % | 12 553 | 3 377 | 58 % |

RAPPORT ANNUEL SUR L'EXÉCUTION - FONDS GÉRÉS PAR LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

CA/531/20

12 mars 2020

Document 20/108

CONSEIL D'ADMINISTRATION

**FACILITÉ D'INVESTISSEMENT
ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

- a) État de la situation financière
- b) État du résultat global
- c) État des variations des ressources des donateurs
- d) Tableau des flux de trésorerie
- e) Notes annexes aux états financiers

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DECEMBRE 2019**

(en milliers d'EUR)

| | Notes | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|-------|------------------|------------------|
| ACTIF | | | |
| Liquidités et équivalents | 5 | 837 777 | 573 708 |
| Montants à recevoir des donateurs | 9/17 | 86 330 | 100 000 |
| Actifs financiers de trésorerie | 10 | 330 587 | 335 140 |
| Instruments financiers dérivés | 6 | 14 184 | 9 873 |
| Prêts et avances | 7 | 1 518 675 | 1 540 991 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 8 | 619 928 | 567 292 |
| Autres éléments de l'actif | 11 | - | 171 |
| Total de l'actif | | 3 407 481 | 3 127 175 |
| PASSIF ET RESSOURCES DES DONATEURS | | | |
| PASSIF | | | |
| Instruments financiers dérivés | 6 | 191 | 8 493 |
| Produits constatés d'avance | 12 | 32 566 | 33 764 |
| Provisions pour garanties émises | 13 | 628 | 793 |
| Provisions pour engagements de prêt | 14 | 37 269 | 23 822 |
| Dettes envers les tiers | 15 | 147 438 | 143 813 |
| Autres éléments du passif | 16 | 2 353 | 2 493 |
| Total du passif | | 220 445 | 213 178 |
| RESSOURCES DES DONATEURS | | | |
| Contribution des États membres à la Facilité, fraction appelée | 17 | 2 967 000 | 2 697 000 |
| Bénéfices non répartis | | 220 036 | 216 997 |
| Total des ressources des donateurs | | 3 187 036 | 2 913 997 |
| Total du passif et des ressources des donateurs | | 3 407 481 | 3 127 175 |

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019
(en milliers d'EUR)

| | Notes | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|--|-------|------------------------------|------------------------------|
| Intérêts et produits assimilés* | 19 | 93 923 | 96 730 |
| Intérêts et charges assimilées | 19 | -2 948 | -2 539 |
| Intérêts et produits assimilés nets | | 90 975 | 94 191 |
| Revenus d'honoraires et de commissions | 20 | 4 438 | 284 |
| Frais d'honoraires et de commissions | 20 | -721 | -106 |
| Revenus d'honoraires et de commissions nets | | 3 717 | 178 |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés | | 12 611 | -9 987 |
| Résultat net sur actions et autres titres à revenu variable | 21 | 9 904 | -10 179 |
| Résultat net sur prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL) | 7 | -8 331 | -702 |
| Résultat net sur ventes de prêts | 7 | 2 064 | - |
| Résultat de change net | | -61 998 | -32 436 |
| Résultat net des opérations financières | | -45 750 | -53 304 |
| Variation de la dépréciation de prêts et avances, nette de reprises | 7 | 17 243 | -22 771 |
| Variation des provisions pour garanties, nette de reprises | 13 | 107 | -485 |
| Variation des provisions pour engagements de prêt, nette de reprises | 14 | -13 244 | -19 612 |
| Charges administratives générales | 22 | -50 009 | -47 799 |
| Résultat de l'exercice | | 3 039 | -49 602 |
| Autres éléments du résultat global | | - | - |
| Total du résultat global de l'exercice | | 3 039 | -49 602 |

* Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les intérêts et produits assimilés se montaient à 93,9 millions d'EUR (2018: 96,7 millions d'EUR), calculés sur les actifs détenus au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

**ÉTAT DES VARIATIONS DES RESSOURCES DES DONATEURS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

(en milliers d'EUR)

| | | Contribution appelée | Bénéfices non répartis | Total |
|--|--------------|-------------------------|---------------------------|------------------|
| Au 1^{er} janvier 2019 | Notes | 2 697 000 | 216 997 | 2 913 997 |
| Contribution des États membres appelée durant l'exercice | 17 | 270 000 | - | 270 000 |
| Résultat de l'exercice 2019 | | - | 3 039 | 3 039 |
| Variation des ressources des donateurs | | 270 000 | 3 039 | 273 039 |
| Au 31 décembre 2019 | | 2 967 000 | 220 036 | 3 187 036 |
| | | Contribution appelée | Bénéfices non répartis | Total |
| Au 1^{er} janvier 2018 | | 2 517 000 | 266 599 | 2 783 599 |
| Contribution des États membres appelée durant l'exercice | | 180 000 | - | 180 000 |
| Résultat de l'exercice 2018 | | - | -49 602 | -49 602 |
| Variation des ressources des donateurs | | 180 000 | -49 602 | 130 398 |
| Au 31 décembre 2018 | | 2 697 000 | 216 997 | 2 913 997 |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019
(en milliers d'EUR)

| | Notes | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|--|-------|------------------------------|------------------------------|
| ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | | | |
| Résultat de l'exercice | | 3 039 | -49 602 |
| Corrections pour: | | | |
| Résultat net à la juste valeur sur actions et autres titres à revenu variable | 8 | -8 629 | 20 665 |
| Variation de la dépréciation de prêts et avances, nette de reprises | 7 | -17 243 | 22 771 |
| Résultat net sur prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL) | | 8 331 | 702 |
| Variation des intérêts courus et du coût amorti des prêts et avances | 7 | -5 087 | -1 833 |
| Variation nette des provisions pour garanties émises, nette de reprises | 13 | -107 | 309 |
| Variation nette des provisions pour engagements de prêt, nette de reprises | | 13 447 | 19 666 |
| Variation de la juste valeur des produits dérivés | | -12 611 | 9 987 |
| Variation des intérêts courus et du coût amorti des actifs financiers de trésorerie | 10 | 331 | -1 645 |
| Variation des produits constatés d'avance | | -1 198 | 7 962 |
| Effet des variations de change sur les prêts | 7 | -17 752 | -44 927 |
| Effet des variations de change sur les actions et autres titres à revenu variable | 8 | -6 812 | -17 300 |
| Effet des variations de change sur les liquidités détenues | | 2 369 | 2 561 |
| Résultat des activités opérationnelles avant variations de l'actif et du passif d'exploitation | | -41 922 | -30 684 |
| Décaissement de prêts | 7 | -311 185 | -259 214 |
| Remboursement de prêts | 7 | 355 078 | 354 855 |
| Vente de prêts | | 2 194 | - |
| Variation des intérêts courus sur les liquidités et équivalents | 5 | -93 | -178 |
| Variation des actifs financiers de trésorerie | 10 | -2 948 021 | -2 219 062 |
| Échéances d'actifs financiers de trésorerie | 10 | 2 952 905 | 2 026 659 |
| Variation des actions et autres titres à revenu variable | 8 | -106 943 | -95 434 |
| Produits nets des actions et autres titres à revenu variable | | 71 024 | 32 802 |
| Variation des autres éléments d'actif | | -171 | -4 214 |
| Variation des autres éléments de passif | | 140 | 31 |
| Variation des montants dus à la Banque européenne d'investissement | | 2 187 | 2 168 |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles | | -24 807 | -192 271 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| Contribution reçue des États membres | | 284 820 | 230 000 |
| Montants reçus des États membres au titre de bonifications d'intérêts et de l'assistance technique | | 30 000 | 20 000 |
| Montants versés pour le compte des États membres au titre de bonifications d'intérêts et de l'assistance technique | | -28 220 | -35 641 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement | | 286 600 | 214 359 |
| Variation nette des liquidités et équivalents | | 261 793 | 22 088 |
| État résumé de la trésorerie: | | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice | | 573 818 | 549 169 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux: | | | |
| Activités opérationnelles | | -24 937 | -192 271 |
| Activités de financement | | 286 730 | 214 359 |
| Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents | | 2 369 | 2 561 |
| Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice | | 837 980 | 573 818 |
| Les liquidités et équivalents se décomposent comme suit: | | | |
| Fonds en caisse | 5 | 72 166 | 51 936 |
| Dépôts à terme (hors intérêts courus) | 5 | 622 991 | 521 882 |
| Billets de trésorerie | 5 | 142 823 | - |
| | | 837 980 | 573 818 |

Notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2019

1 Informations générales

La facilité d'investissement (la «Facilité» ou la «FI») a été établie en vertu de l'accord de Cotonou sur la coopération et l'aide au développement (l'«accord») négocié entre le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les «États ACP»), d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, signé le 23 juin 2000 et révisé le 25 juin 2005 et le 22 juin 2010.

La Facilité n'est pas une entité juridique distincte, et la Banque européenne d'investissement (la «BEI» ou la «Banque») gère les contributions au nom des États membres (les «donateurs») conformément aux termes de l'accord et agit en qualité d'administrateur de la Facilité.

En vertu de cet accord, les financements au titre de la Facilité sont accordés sur les budgets des États membres de l'UE. Les États membres de l'UE contribuent, grâce aux montants alloués, à financer la FI et les subventions destinées au financement des bonifications d'intérêts, conformément aux dispositions des cadres financiers pluriannuels [premier protocole financier couvrant la période de 2000 à 2007 et désigné comme le 9^e Fonds européen de développement (FED), deuxième protocole financier couvrant la période de 2008 à 2013 et désigné comme le 10^e FED, et troisième protocole financier couvrant la période de 2014 à 2020, désigné comme le 11^e FED]. La BEI est chargée de gérer:

- la Facilité, qui est un fonds renouvelable assumant des risques, ayant pour mission d'encourager les investissements du secteur privé dans les États ACP et doté d'une enveloppe de 3 685,5 millions d'EUR, dont 48,5 millions d'EUR sont alloués aux pays et territoires d'outre-mer (les «PTOM»);
- les subventions destinées au financement des bonifications d'intérêts à hauteur de 1 220,85 millions d'EUR au maximum pour les États ACP et de 8,5 millions d'EUR au maximum pour les PTOM. Un maximum de 15 % de ces subventions peut être utilisé pour soutenir l'assistance technique («AT») relative à des projets.

Des mesures transitoires autorisant des financements de la BEI pour la poursuite d'opérations dans la région ACP jusqu'à la fin de 2020 ont été convenues par l'UE et les États ACP (décision n° 3/2019 du Comité des ambassadeurs ACP-UE du 17 décembre 2019 d'arrêter des mesures transitoires en vertu de l'article 95, paragraphe 4, de l'accord de partenariat ACP-UE). La Banque continuera donc d'approuver les opérations conformément à son mandat jusqu'à la fin de l'année 2020, qui correspond à la fin de la période d'engagement pour l'utilisation des fonds renouvelables de la Facilité dans le cadre du 11^e FED.

En juin 2018, la Commission a également publié une proposition de budget pour l'action extérieure de l'UE pour la période 2021-2027: le règlement établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale («IVCDCI»). L'un des aspects importants de la proposition est une architecture de financement simplifiée, grâce au regroupement de neuf instruments et fonds distincts, ainsi que l'intégration de l'actuel FED, financé hors budget, dans le budget de l'Union. Le règlement IVCDCI constituera la base juridique permettant à la Commission de confier à la BEI de futurs mandats de l'UE concernant ses activités en dehors de l'Union. Il fournira également le cadre d'investissement extérieur dans lequel l'Union pourra coopérer avec les institutions partenaires au moyen de subventions ou de garanties provenant du budget de l'Union. Les négociations relatives à l'IVCDCI sont toujours en cours. Sans préjudice d'une décision du Conseil, la BEI et la Commission européenne discutent actuellement d'une proposition visant à continuer d'utiliser pendant un nombre d'années convenu les rentrées de fonds de la Facilité.

Les présents états financiers couvrent la période allant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Sur proposition du Comité de direction de la BEI, le Conseil d'administration de la BEI a adopté les états financiers le 12 mars 2020 et autorisé leur soumission au Conseil des gouverneurs pour approbation au 24 avril 2020.

2 Principes comptables essentiels

2

2.1 Bases d'établissement des états financiers – Déclaration de conformité

Les états financiers de la Facilité ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

2.2 Principaux jugements et estimations comptables

L'établissement des états financiers implique le recours à des estimations comptables. Il impose aussi aux organes de direction de la Banque d'exercer leur jugement dans l'application des principes comptables de la Facilité. Les domaines très complexes ou impliquant une marge d'appréciation élevée, ou ceux dans lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers, sont indiqués ci-après.

Les estimations et les jugements ci-après sont ceux qui ont le plus d'importance.

▪ **Mesure de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur d'actifs et de passifs financiers qui se négocient sur des marchés actifs se base sur des cotations de marchés ou des cotations de courtiers. Lorsque la juste valeur ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs, on a recours à une série de techniques de valorisation qui reposent notamment sur l'utilisation de modèles mathématiques. Les données qui alimentent ces modèles sont tirées, lorsque la possibilité existe, de marchés observables; en cas contraire, déterminer les justes valeurs implique d'exercer un jugement. Les valorisations sont classées à différents niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sur la base des données utilisées dans le cadre des techniques de valorisation décrites et présentées dans les notes 2.4.2 et 4.

▪ **Pertes de valeur sur prêts et avances**

L'évaluation des pertes de crédit attendues nécessite de la part des gestionnaires des jugements importants, notamment l'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, la prise en compte d'informations prospectives ou encore l'estimation du montant et du calendrier des flux de trésorerie futurs et des valeurs des sûretés lors de la détermination des pertes de valeur. Ces estimations sont influencées par un certain nombre de facteurs, dont les modifications peuvent entraîner des changements significatifs en ce qui concerne le calendrier et le montant de la provision pour pertes de crédit à comptabiliser (note 2.4.2).

▪ **Valorisation des titres de participation non cotés**

La valorisation des titres de participation non cotés se fait normalement à l'aide de l'une des techniques suivantes:

- analyse de transactions récentes sur le marché dans des conditions de concurrence normale;
- référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance;
- examen des flux de trésorerie prévisionnels actualisés aux taux courants applicables à des positions assorties de modalités et de risques similaires;
- méthode de l'actif net corrigé; ou
- recours à d'autres modèles de valorisation.

La détermination des cash-flows et des facteurs d'actualisation de titres de participation non cotés nécessite un degré important d'estimation. La Facilité calibre périodiquement les techniques de valorisation et en teste la validité sur la base soit de transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument, soit de toute autre donnée de marché observable disponible.

▪ **Consolidation d'entités dans lesquelles la Facilité détient des intérêts**

La Facilité s'est basée sur des jugements importants pour déterminer qu'aucune entité dans laquelle elle détient des intérêts n'est contrôlée par la FI. En effet, dans toutes ces entités, le commandité, le gestionnaire du fonds ou le conseil d'administration est seul responsable de la gestion et du contrôle des activités ainsi que des affaires du partenariat et est habilité à prendre toutes mesures nécessaires pour réaliser l'objet et les objectifs du partenariat conformément aux lignes directrices relatives aux investissements et à la stratégie.

2.3 Modification des principes comptables

Hormis les changements ci-après, la Facilité a toujours appliqué les principes comptables exposés dans la note 2.4 à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers. La Facilité a adopté les nouvelles normes et les modifications de normes suivantes.

Normes adoptées

Les interprétations suivantes ainsi que les modifications et la révision des normes existantes sont entrées en vigueur pour les états financiers de la Facilité au 1^{er} janvier 2019:

IFRS 16 Contrats de location

La norme IFRS 16 s'applique pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et remplace les indications existantes d'IAS 17. Il en découle que pratiquement tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan, étant donné que la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement est supprimée. Conformément à la nouvelle norme, un actif (le droit d'utilisation du bien loué) et un passif financier lié aux paiements de loyers sont comptabilisés. Les seules exemptions concernent les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur. La norme n'a pas apporté de modifications significatives concernant la comptabilisation pour les bailleurs.

Ces modifications n'ont pas eu d'incidence majeure sur les états financiers de la Facilité.

Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative - Modifications d'IFRS 9

Les modifications clarifient le fait qu'un actif financier peut respecter le critère SPPI (*Solely Payments of Principal and Interest* - uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû), indépendamment de l'événement ou de la circonstance qui cause la résiliation anticipée du contrat et quelle que soit la partie qui paie ou reçoit une compensation raisonnable pour la résiliation anticipée du contrat. Les bases de conclusion qui accompagnent les modifications précisait que la résiliation anticipée pouvait résulter d'une modalité contractuelle ou d'un événement échappant au contrôle des parties au contrat, comme une modification de la législation ou de la réglementation conduisant à la résiliation anticipée du contrat.

L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence majeure sur les états financiers de la Facilité.

Intérêts à long terme dans une entreprise associée et une coentreprise (modifications d'IAS 28)

Les modifications clarifient le fait qu'une entité appliquera la norme IFRS 9 aux intérêts à long terme détenus dans une entreprise associée ou une coentreprise auxquels la méthode de la mise en équivalence n'est pas appliquée, mais qui, en fait, constituent une partie de sa participation nette dans l'entreprise associée ou la coentreprise (intérêts à long terme). Cette clarification est importante car elle implique que le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues d'IFRS 9 s'applique à ces intérêts à long terme.

Les modifications précisent également qu'aux fins de l'application d'IFRS 9, une entité ne tient pas compte des pertes éventuelles de l'entreprise associée ou de la coentreprise ou de toute dépréciation de la participation nette, comptabilisées comme des ajustements de la participation nette dans l'entreprise associée ou la coentreprise découlant de l'application d'IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*.

Ces modifications n'ont pas eu d'incidence majeure sur les états financiers de la Facilité.

Modification, réduction ou liquidation du régime (modifications d'IAS 19)

Les modifications précisent qu'en cas de modification, de réduction ou de liquidation d'un régime durant l'exercice, une entité doit:

- déterminer le coût des services rendus au cours de la portion restante de l'exercice après la modification, la réduction ou la liquidation du régime, au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif net au titre des prestations définies, reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement;
- calculer les intérêts nets pour la portion restante de l'exercice après la modification, la réduction ou la liquidation du régime, au moyen: du passif net au titre des prestations définies, reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement, et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation de ce passif net au titre des prestations définies.

Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers de la Facilité.

Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2015-2017 (Modifications des normes IFRS 3 et IFRS 11)

Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers de la Facilité, en l'absence d'opération impliquant l'obtention d'un contrôle en commun.

Normes publiées mais pas encore adoptées

Définition du terme significatif - Modifications d'IAS 1 Présentation des états financiers et d'IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les modifications clarifient la définition du terme «significatif» et alignent la définition utilisée dans le cadre conceptuel et les normes proprement dites.

La définition modifiée précise qu'«une information présente un caractère significatif (c'est-à-dire qu'elle revêt relativement de l'importance) si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement influence les décisions que les principaux utilisateurs des états financiers à usage général prennent en se fondant sur l'information financière que fournissent ces états financiers au sujet d'une entité présentant des états financiers».

Les modifications clarifient par ailleurs la signification des «principaux utilisateurs des états financiers à usage général» à l'intention desquels ces états financiers sont établis, en les définissant comme des «investisseurs, prêteurs et autres créanciers existants et potentiels» qui doivent se fier aux états financiers à usage général pour obtenir une bonne partie des informations financières dont ils ont besoin.

Ces modifications sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. La Facilité, qui n'a pas adopté ces modifications anticipativement, ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence majeure sur ses états financiers.

Réforme des taux d'intérêt de référence - Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7

En septembre 2019, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7, qui prévoient des exemptions temporaires qui permettraient le maintien d'une comptabilité de couverture pendant la période d'incertitude précédant le remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux d'intérêt pratiquement sans risque.

Les modifications d'IFRS 9 comportent un certain nombre d'exemptions, qui s'appliquent à toute relation de couverture directement affectée par la réforme des taux d'intérêt de référence. Les trois premières exemptions concernent:

- l'évaluation visant à déterminer si une transaction prévue (ou une composante d'une telle transaction) est hautement probable;
- l'évaluation du moment où le montant figurant dans la réserve de couverture de flux de trésorerie doit être reclassé en résultat net;
- l'appréciation du lien économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.

Pour chacune de ces exemptions, il est supposé que la réforme de l'IBOR n'altère pas le taux de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie couverts.

La quatrième exemption prévoit qu'une composante de risque non contractuellement spécifiée doit être isolable uniquement lors de la désignation initiale d'une couverture et non sur une base continue.

L'application des exemptions est obligatoire et celles-ci s'appliquent indéfiniment en l'absence de tout événement décrit dans les modifications.

Les modifications mettent également en place des obligations spécifiques en matière d'informations pour les relations de couverture auxquelles les exemptions sont appliquées.

Ces modifications sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. La Facilité n'a pas adopté ces modifications anticipativement et la Banque a institué un groupe de travail IBOR interservices afin d'en évaluer l'incidence et de gérer la transition.

Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS – applicables au 1^{er} janvier 2020.

Le Cadre conceptuel révisé définit un ensemble complet de concepts pour l'information financière, la normalisation, les orientations à l'intention des préparateurs pour l'élaboration de méthodes comptables cohérentes et l'aide aux autres dans les efforts qu'ils déploient pour comprendre et interpréter les normes.

Le Cadre conceptuel révisé de l'information financière n'est pas une norme et aucun des concepts qu'il définit ne prévaut sur ceux figurant dans une norme ou sur une exigence d'une norme. Toutefois, il a pour objectif principal d'aider l'IASB à développer les normes, les préparateurs des états financiers à élaborer des méthodes comptables cohérentes, s'il n'existe pas de norme applicable, et toutes les parties prenantes à comprendre et à interpréter les normes.

Le Cadre conceptuel intègre de nouveaux concepts, fournit des définitions et des critères de comptabilisation actualisés des actifs et des passifs et précise certains concepts importants. Le Cadre conceptuel est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

La Facilité, qui n'a pas adopté le Cadre conceptuel révisé anticipativement, ne s'attend pas à ce qu'il ait une incidence majeure sur ses états financiers.

2.4 Synthèse des principes comptables essentiels

L'état de la situation financière présente les éléments de l'actif et du passif par ordre décroissant de liquidité et n'établit pas de distinction entre les éléments à court, moyen et long terme.

2.4.1 Bases de conversion

Les états financiers de la FI sont libellés en euros (EUR), sa monnaie opérationnelle et de présentation. Sauf indication contraire, les données financières exprimées en EUR ont été arrondies au millier le plus proche.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que l'euro sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont inscrits à l'état du résultat global.

Les postes non monétaires qui sont évalués à leur coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale. Les postes non monétaires évalués à leur juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur.

Les différences de change résultant du règlement de transactions à des taux différents de ceux en vigueur à la date de ces transactions, ainsi que les différences de change non réalisées sur des postes monétaires d'actif et de passif en devises à régulariser, sont enregistrées dans l'état du résultat global.

2.4.2 Actifs financiers autres que les produits dérivés

Les instruments financiers non dérivés sont comptabilisés dans un premier temps sur la base de la date de règlement.

Classement et évaluation

Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant évalué au coût amorti (AC), à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) ou à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL), et un passif financier est classé comme étant évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net.

Selon IFRS 9, la première étape du classement est de déterminer si l'actif financier doit être considéré comme un instrument d'emprunt ou de capitaux propres. IFRS 9 se réfère aux définitions figurant dans IAS 32 *Instruments financiers: présentation*.

Les instruments d'emprunt sont des instruments qui répondent à la définition d'un passif financier du point de vue de la contrepartie, tels les prêts et titres de créance, y compris les obligations, les billets à ordre ou les certificats émis par des entités structurées, des administrations publiques ou des entreprises.

Un instrument d'emprunt est classé au coût amorti (AC) s'il réunit les deux conditions suivantes et n'est pas désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL):

- la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (critères SPPI).

Un instrument d'emprunt n'est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) que s'il réunit les deux conditions suivantes et n'est pas désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL):

- la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiques, à des flux de trésorerie qui remplissent les critères SPPI.

Les exigences ci-dessus doivent être appliquées à l'ensemble d'un actif financier, même si celui-ci contient un dérivé incorporé.

Les instruments de capitaux propres sont des instruments qui répondent à la définition de capitaux propres du point de vue de l'émetteur, c'est-à-dire des instruments qui ne contiennent pas d'obligation contractuelle de paiement et mettent en évidence un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'émetteur. Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL).

Lors de la comptabilisation initiale d'un titre de participation qui n'est pas détenu à des fins de transaction, la Facilité peut choisir de manière irrévocable de présenter les modifications ultérieures dans les autres éléments du résultat global. Ce choix se fait sur une base individuelle.

Tous les autres actifs financiers sont classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL).

Évaluation du modèle économique

L'évaluation de l'objectif d'un modèle économique dans le cadre duquel un instrument d'emprunt est détenu, à laquelle la BEI procède en tant que gestionnaire de la Facilité, est réalisée au niveau du portefeuille, parce que ce dernier reflète le mieux la manière dont l'activité est gérée et les informations sont communiquées à la direction. Les informations considérées comprennent:

- les politiques et objectifs définis pour le portefeuille et le fonctionnement de ces politiques dans la pratique. En particulier, si la stratégie de la direction est axée sur la perception de revenus contractuels d'intérêts, le maintien d'un profil de taux d'intérêt particulier, la correspondance entre la durée des actifs financiers et celle des passifs qui financent ces actifs, ou la réalisation de flux de trésorerie grâce à la vente des actifs;
- la façon dont la performance du portefeuille est évaluée et présentée à la direction de la Facilité;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle économique (et des actifs financiers dont la détention s'inscrit dans ce modèle économique) et la façon dont ces risques sont gérés; et

- la fréquence, le volume et la répartition dans le temps des ventes au cours des périodes antérieures, les raisons qui ont motivé ces ventes et les attentes quant aux ventes futures.

Toutefois, les informations sur les ventes ne sont pas considérées isolément, mais dans le cadre d'une évaluation globale de la façon dont est atteint l'objectif de gestion des actifs financiers qui a été défini en ce qui concerne la Facilité et de la façon dont les flux de trésorerie sont réalisés.

Le modèle économique des opérations de prêt direct de l'enveloppe de financement avec impact a été modifié comme décrit et présenté dans la note 7 et la note 24.

Critères SPPI (Solely payment of principal and interests - uniquement remboursements de principal et versements d'intérêts)

Aux fins de la présente évaluation, le «principal» est défini comme la juste valeur de l'instrument d'emprunt lors de la comptabilisation initiale. Les «intérêts» sont définis comme la contrepartie pour la valeur temps de l'argent et pour le risque de crédit associé au principal restant dû pendant une période de temps donnée, ainsi que pour les autres risques et frais qui se rattachent à un prêt de base (par exemple, le risque de liquidité et les frais administratifs), et comprennent également une marge.

Pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des versements de principal et d'intérêts, les modalités contractuelles de l'instrument sont examinées. Il s'agit notamment d'évaluer si l'actif financier est assorti de modalités contractuelles susceptibles de modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels de telle manière qu'ils ne satisferaient pas à cette condition.

Décomptabilisation

La Facilité décomptabilise un actif financier si les droits contractuels sur les flux de trésorerie de cet actif arrivent à expiration ou si les droits de recevoir les flux de trésorerie contractuels sont transférés dans le cadre d'une transaction où la Facilité soit transfère les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, soit conserve la quasi-totalité de ces risques et avantages, mais ne garde pas le contrôle de l'actif lui-même.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier ou d'un passif financier (note 2.4.4), la différence entre la valeur comptable de l'actif ou du passif (ou la valeur comptable attribuée à la partie de l'actif ou du passif décomptabilisé) et la somme de i) la contrepartie reçue ou payée et ii) du cumul des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global est comptabilisée en résultat net, à l'exception du cumul des profits ou des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui est transféré au fonds de réserve plutôt qu'au résultat net lors de la sortie.

Reclassement

Les actifs financiers ne sont pas reclassés après leur comptabilisation initiale, sauf au cours de la période qui suit la modification par la Facilité de son modèle économique pour la gestion des actifs financiers.

Modification

Un actif financier évalué au coût amorti est considéré comme modifié lorsque ses flux de trésorerie contractuels font l'objet d'une renégociation ou d'une autre modification. Cette renégociation ou modification peut donner lieu, ou non, à la décomptabilisation de l'ancien instrument financier et à la comptabilisation du nouveau.

Une modification contractuelle substantielle des flux de trésorerie d'un actif financier évalué au coût amorti qui entraîne la décomptabilisation de cet actif donne lieu à la comptabilisation du nouvel actif financier à sa juste valeur et à l'enregistrement du profit ou de la perte résultant de la modification dans le compte de résultat consolidé sous «Résultat des opérations financières».

Mesure de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation sur le marché principal ou, à défaut, sur le marché le plus avantageux auquel la Facilité puisse accéder à cette date.

Le cas échéant, la BEI détermine, pour le compte de la Facilité, la juste valeur d'un instrument au moyen du prix coté sur un marché actif où se négocie cet instrument. Un marché est considéré comme actif si des transactions relatives à cet actif ou à ce passif ont lieu avec suffisamment de fréquence et de volume pour fournir de façon continue une information sur le prix.

Lorsque la juste valeur d'actifs et de passifs financiers inscrits dans l'état de la situation financière ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs, on a recours à une série de techniques de valorisation qui reposent notamment sur l'utilisation de modèles mathématiques. Les données qui alimentent ces modèles sont tirées, lorsque la possibilité existe, de marchés observables; en cas contraire, déterminer les justes valeurs implique d'exercer un jugement. La technique de valorisation retenue intègre l'ensemble des facteurs que des acteurs du marché prendraient en considération dans le cadre de la tarification d'une transaction.

Ces techniques de valorisation peuvent intégrer des modèles relatifs à la valeur actuelle nette et aux flux de trésorerie actualisés, une comparaison avec des instruments similaires pour lesquels existent des prix de marché observables, des modèles Black-Scholes et polynomiaux de valorisation des options et d'autres modèles de valorisation. Les hypothèses et données utilisées dans les techniques de valorisation incluent des taux d'intérêt sans risque et de référence, des écarts de crédit utilisés dans le cadre de l'estimation des taux

d'actualisation, les prix des obligations et des participations, les taux de change, les prix des indices boursiers ainsi que la volatilité et la corrélation de prix escomptées.

Les techniques de valorisation ont pour objectif de réaliser une mesure de la juste valeur reflétant le prix qui serait reçu pour la vente de l'actif ou payé pour le transfert du passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La Facilité utilise des modèles de valorisation largement reconnus pour déterminer la juste valeur d'instruments financiers communs et plus simples tels que les contrats d'échange sur taux d'intérêt et devises, qui utilisent exclusivement des données de marché observables et nécessitent un exercice de jugement et d'estimation limité de la part des gestionnaires. Les prix et les données de modélisation observables sont généralement disponibles sur le marché pour les titres de créance et de participation négociés, les produits dérivés négociés en bourse et les simples produits dérivés de gré à gré tels que les contrats d'échange de taux. La disponibilité de prix de marché et de données de modélisation observables réduit le besoin de jugement et d'estimation de la part des gestionnaires, de même que l'incertitude accompagnant la détermination des justes valeurs. La disponibilité de prix de marché et de données observables varie selon les produits et les marchés et est sujette aux changements découlant d'événements particuliers et des conditions générales sur les marchés financiers.

Pour les instruments plus complexes, la Facilité utilise des modèles de valorisation internes qui sont développés sur la base de modèles de valorisation reconnus. Certaines, voire l'ensemble, des données importantes utilisées dans ces modèles peuvent ne pas être observables sur le marché et sont dérivées de prix ou de taux du marché ou sont estimées sur la base d'hypothèses. Certains prêts et certaines garanties pour lesquels il n'existe aucun marché actif sont des exemples d'instruments qui font appel à des données non observables importantes. Les modèles de valorisation qui utilisent des données non observables importantes nécessitent un niveau de jugement et d'estimation plus élevé de la part des gestionnaires pour déterminer la juste valeur. Cet exercice de jugement et d'estimation est généralement nécessaire pour sélectionner le modèle de valorisation adéquat à utiliser, déterminer les futurs flux de trésorerie prévisionnels produits par l'instrument financier en cours de valorisation, évaluer la probabilité d'une défaillance et d'un remboursement anticipé d'une contrepartie et sélectionner des taux d'actualisation adéquats.

La Facilité évalue les justes valeurs au moyen de la hiérarchie suivante, qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations:

- Niveau 1: les données sont des prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des instruments identiques auxquels la Facilité a accès.
- Niveau 2: les données sont des données autres que les prix cotés relevant du niveau 1 qui sont observables soit directement (c'est-à-dire sous la forme de prix) soit indirectement (c'est-à-dire dérivés de prix). Cette catégorie comprend des instruments valorisés au moyen de prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments similaires, de prix d'instruments identiques ou similaires cotés sur des marchés considérés comme moins actifs ou de techniques de valorisation dans le cadre desquelles toutes les données importantes sont observables directement ou indirectement à partir des données du marché.
- Niveau 3: les données ne sont pas observables. Cette catégorie comprend tous les instruments dont la technique de valorisation intègre des données qui ne sont pas basées sur des données observables et dont la valeur est fortement influencée par des données non observables. Elle comprend des instruments valorisés sur la base de prix cotés pour des instruments similaires nécessitant d'importants ajustements ou hypothèses non observables afin de refléter les différences entre les instruments.

La Facilité comptabilise les transferts entre niveaux de la hiérarchie des justes valeurs à partir de la fin de la période comptable durant laquelle le changement est intervenu.

Dépréciation d'actifs financiers

Le modèle de dépréciation prospectif d'IFRS 9 fondé sur les «pertes de crédit attendues» (ECL) s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux contrats de garantie financière ainsi qu'aux engagements hors bilan. Un degré de jugement doit être exercé pour déterminer la variable sous-jacente [probabilité de défaut (PD), perte en cas de défaut (LGD) ou exposition en cas de défaut (EAD)] utilisée pour évaluer, sur la base de pondérations probabilistes, comment les variations des facteurs économiques et autres ont une incidence sur les pertes de crédit attendues.

Aux termes d'IFRS 9, les corrections de valeur pour pertes sont évaluées sur l'une des bases suivantes:

- les pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir, c'est-à-dire les pertes de crédit attendues résultant des cas de défaillance qui pourraient survenir dans les 12 mois suivant la date de clôture; et
- les pertes de crédit attendues sur la durée de vie, c'est-à-dire les pertes de crédit attendues résultant de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier pourrait faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue.

La norme IFRS 9 présente un modèle de dépréciation en trois stades, qui est fondé sur les modifications de la qualité de crédit depuis la comptabilisation initiale. Les instruments financiers sont classés au stade 1 sauf s'il est établi que le risque de crédit associé à ces instruments a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale. Il s'agit notamment d'analyses et d'informations à la fois quantitatives et qualitatives, fondées sur l'expertise de la Banque et comportant des informations prospectives.

Les actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur création («POCI») sont les actifs financiers qui, dès le moment de la comptabilisation initiale, doivent être classés au stade 3. Pour les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création, le cumul, depuis la comptabilisation initiale, des variations des pertes de crédit attendues sur la durée de vie est comptabilisé dans l'état du résultat net.

La Facilité évalue le stade de dépréciation sur la base d'une approche séquentielle qui est conforme aux lignes directrices en matière de risques de crédit et aux lignes directrices et procédures en matière de suivi financier, qui couvrent notamment la liste de surveillance, la notation interne et les retards.

Si le risque de crédit a augmenté de manière importante, l'instrument financier passe au stade 2, mais n'est pas encore réputé déprécié. S'il est déprécié, l'instrument financier est alors inscrit au stade 3.

Pour détecter les expositions de stade 3, la Facilité détermine s'il existe ou non une indication objective de défaillance. Un actif financier est considéré comme étant en défaut lorsqu'il est improbable que l'emprunteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit envers la Facilité sans que celle-ci ne doive prendre des mesures, ou lorsque l'arriéré de l'emprunteur sur une obligation de crédit significative envers la Facilité est supérieur à 90 jours.

À cet égard, un actif financier est considéré comme déprécié lorsqu'il est établi qu'il est probable que la Facilité ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus aux termes des dispositions contractuelles initiales ou une valeur équivalente. Les expositions de crédit individuelles sont évaluées sur la base des caractéristiques de l'emprunteur, de sa situation financière générale, de ses ressources et de l'historique de ses remboursements, des perspectives de soutien de la part de garants financièrement responsables et, le cas échéant, de la valeur réalisable de toute sûreté.

L'ensemble des créances dépréciées font l'objet d'un contrôle et d'une analyse au moins deux fois par an. Toute modification ultérieure des montants et des échéances des flux de trésorerie futurs attendus par rapport aux estimations antérieures entraînera une modification de la provision pour pertes de crédit et sera inscrite en charges ou en produits dans le compte de résultat. Une provision pour dépréciation n'est reprise que lorsque la qualité de crédit s'est améliorée de telle manière qu'il existe une assurance raisonnable que le principal et les intérêts seront perçus en temps utile conformément aux dispositions contractuelles initiales. Une réduction pour perte de valeur est effectuée lorsque la totalité ou une partie d'une créance est réputée irrécouvrable ou annulée. Les réductions pour perte de valeur sont imputées sur les dépréciations précédemment constatées ou directement inscrites en charges dans le compte de résultat et réduisent le montant principal d'une créance. Les recouvrements en tout ou en partie de montants préalablement sortis du bilan sont inscrits en produits dans le compte de résultat.

Évaluation des pertes de crédit attendues - données, hypothèses et techniques

L'évaluation des pertes de crédit attendues sur la durée de vie s'applique aux actifs des stades 2 et 3, alors que l'évaluation des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir s'applique aux actifs du stade 1.

Les pertes de crédit attendues ont été calculées sur la base des variables suivantes:

- la probabilité de défaut (PD);
- la perte en cas de défaut (LGD);
- l'exposition en cas de défaut (EAD).

La probabilité de défaut est la probabilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de son obligation financière au cours des 12 prochains mois ou sur la durée de vie restante de l'obligation. La probabilité de défaut est estimée à une certaine date, le calcul étant fondé sur des modèles de rating statistique. Par ailleurs, l'évaluation utilise des outils de rating adaptés aux différentes catégories de contreparties et d'expositions.

Les ratings servent de base à la détermination de la structure par échéance de la probabilité de défaut pour les expositions. La BEI recueille des informations relatives à la performance et au défaut concernant les expositions au risque de crédit de la Facilité. Les données recueillies sont segmentées par type de secteur et de région. Différents secteurs et régions réagissant de manière homogène aux cycles de crédit sont analysés conjointement.

La BEI a recours à des modèles statistiques pour analyser les données recueillies et produire des estimations de la probabilité de défaut sur la durée de vie restante des expositions et de la manière dont elles devraient varier avec le temps.

La perte en cas de défaut correspond au rapport attendu par la BEI entre la perte subie sur une exposition en raison du défaut d'une contrepartie et le montant exposé au moment du défaut. La perte en cas de défaut peut également être définie comme étant égale à «1 - taux de recouvrement». Les estimations de la perte en cas de défaut sont établies principalement sur la base de la situation géographique et du type de contrepartie, avec cinq catégories principales d'expositions: les emprunteurs souverains, les institutions publiques, les établissements financiers, les entreprises et le financement de projets. Les valeurs de la perte en cas de défaut peuvent en outre être ajustées en fonction des caractéristiques spécifiques de l'exposition en termes de produit et de contrat.

L'exposition en cas de défaut, qui correspond à l'exposition attendue en cas de défaut, est fondée sur l'exposition actuelle à la contrepartie et sur les changements potentiels du montant actuel qu'autorise le contrat, y compris l'amortissement. L'exposition en cas de défaut d'un actif financier est sa valeur comptable brute. Pour les engagements de prêt et les garanties financières, l'exposition en cas de défaut comprend le montant prélevé, ainsi que les montants qui peuvent être prélevés à l'avenir en vertu du contrat.

La BEI intègre des informations prospectives pour déterminer si le risque de crédit d'un instrument a sensiblement augmenté depuis sa comptabilisation initiale et pour évaluer les pertes de crédit attendues.

2.4.2.1 Liquidités et équivalents

La FI assimile à des liquidités et équivalents de liquidités les comptes courants, les dépôts à court terme et les billets de trésorerie dont l'échéance initiale est égale ou inférieure à trois mois. Les liquidités et équivalents sont comptabilisés au coût amorti (AC) dans l'état de la situation financière.

2.4.2.2 Actifs financiers de trésorerie

Les actifs financiers de trésorerie consistent en obligations cotées et non cotées, acquises avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance, et en billets de trésorerie dont l'échéance initiale est supérieure à trois mois, et sont par conséquent classés au coût amorti.

Ces obligations et billets de trésorerie sont initialement évalués au coût d'origine, qui correspond à leur juste valeur, majorée des éventuels coûts de transaction directement attribuables. La différence entre le prix d'entrée et la valeur de remboursement est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

2.4.2.3 Prêts et avances

Le portefeuille de prêts et d'avances peut être constitué d'instruments d'emprunt tels que des prêts et titres de créance, y compris des obligations, des billets à ordre ou des certificats émis par des entités structurées, avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance et de percevoir les flux de trésorerie contractuels.

Les prêts et avances comprennent:

- les prêts et avances évalués au coût amorti (AC);
- les prêts et avances obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL).

Les prêts émis par la Facilité sont comptabilisés dans ses actifs au moment de leur versement aux emprunteurs. Les parties non décaissées des prêts sont enregistrées hors bilan à leur valeur nominale. Les prêts conformes aux critères SPPI sont initialement comptabilisés au coût d'origine (montants décaissés nets) - soit la juste valeur du montant versé, y compris les coûts de transaction - et ensuite au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres de créance sont comptabilisés dans les actifs de la Facilité au moment du versement des liquidités à l'émetteur et peuvent prendre la forme d'un instrument d'emprunt lié par contrat ou à tranche unique. Les parties non décaissées des titres de créance sont enregistrées hors bilan à leur valeur nominale. Les titres de créance sont initialement évalués au coût d'origine, qui correspond à leur juste valeur, majorée des éventuels coûts de transaction directement attribuables, et ensuite au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La différence entre le prix d'entrée et la valeur de remboursement est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

La politique en matière de dépréciation des prêts et des avances est décrite dans la note 2.4.2.

Les prêts et les avances qui ne remplissent pas le critère SPPI sont obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. La technique utilisée pour mesurer la juste valeur repose sur une actualisation des flux de trésorerie.

2.4.2.4 Actions et autres titres à revenu variable

La Facilité dispose de deux types de participations: i) les prises de participation directes et ii) les fonds de capital-risque. Les actions et autres titres à revenu variable sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction. Ensuite, les variations de la juste valeur, y compris les gains et pertes résultant de la conversion de monnaies étrangères, sont comptabilisées dans l'état du résultat global sous la rubrique «Résultat net sur actions et autres titres à revenu variable».

En ce qui concerne les participations non cotées, lorsque la juste valeur ne peut pas être établie sur la base de marchés actifs, celle-ci se détermine au moyen de techniques de valorisation reconnues (note 4.2.1).

Les prises de participations réalisées par la Facilité correspondent généralement à des investissements dans des fonds de capital-investissement ou de capital-risque. Conformément à la pratique en vigueur dans ce secteur, ces participations sont normalement souscrites conjointement par plusieurs investisseurs, dont aucun n'est en position, individuellement, d'influencer les opérations courantes ou l'activité d'investissement du fonds. En conséquence, la participation d'un investisseur à l'organe de direction d'un fonds ne lui confère en principe aucun droit de regard sur la gestion quotidienne de ce fonds. De plus, les investisseurs individuels d'un fonds de capital-investissement ou de capital-risque ne déterminent pas la stratégie du fonds, notamment en ce qui concerne la distribution des dividendes ou toute autre distribution. Ces décisions sont le plus souvent prises par les gestionnaires du fonds sur la base du pacte d'actionnaires, qui régit leurs droits et obligations ainsi que ceux de tous les actionnaires du fonds. Par ailleurs, le pacte d'actionnaires interdit généralement aux investisseurs de conclure individuellement avec le fonds des transactions d'un montant important, d'échanger du personnel de direction avec le fonds ou d'obtenir un accès privilégié à des informations techniques essentielles. Les investissements effectués par la FI sont réalisés dans le respect de la pratique du secteur exposée ci-dessus, c'est-à-dire que la Facilité n'exerce sur ces investissements ni le contrôle ni aucune forme d'influence notable au sens d'IFRS 10 et d'IAS 28, y compris lorsque la participation qu'elle détient est supérieure à 20 % des droits de vote.

2.4.3 Garanties financières

Les contrats de garantie financière sont des contrats qui imposent à la Facilité d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il subit parce qu'un débiteur donné n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions d'un titre d'emprunt.

Selon les règles existantes, ces garanties ne répondent pas à la définition d'un contrat d'assurance (IFRS 4 *Contrats d'assurance*).

Les garanties financières sont comptabilisées, aux termes d'IFRS 9 *Instruments financiers*, soit comme des «dérivés» soit comme des «garanties financières», en fonction de leurs spécificités et caractéristiques telles que définies par ladite norme.

Les méthodes comptables applicables aux instruments dérivés sont précisées à la note 2.4.5.

Les garanties financières sont initialement comptabilisées dans l'état de la situation financière sous «Provisions pour garanties émises», à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables à leur émission. Lors de la comptabilisation initiale, l'obligation de paiement correspond à la valeur actuelle nette (VAN) des primes attendues ou de la perte anticipée initiale.

Après la comptabilisation initiale, les garanties financières sont évaluées à la plus élevée des deux valeurs suivantes:

- le montant de la correction de valeur pour pertes, déterminé conformément à IFRS 9; et
- la prime initialement comptabilisée diminuée des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15.

Toute augmentation ou diminution du passif net (selon IFRS 9) liée aux garanties financières, autre que le paiement d'appels de garantie, est comptabilisée dans l'état du résultat global sous «Variation des provisions pour garanties».

La prime reçue est enregistrée dans l'état du résultat global sous «Revenus d'honoraires et de commissions» sur la base d'un calendrier d'amortissement conformément à IFRS 15 sur la durée de vie de la garantie financière.

En outre, lorsqu'un accord de garantie est signé, il est présenté comme un élément de passif éventuel pour la FI et, une fois la garantie engagée, comme un engagement pour la Facilité.

2.4.4 Passifs financiers autres que les produits dérivés

Classement et évaluation

Passifs financiers

Un passif financier est évalué au coût amorti, sauf s'il s'agit de passifs financiers répondant à la définition de «détenu à des fins de transaction» (par exemple, les passifs dérivés).

La Facilité décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont exécutées, qu'elles sont annulées ou qu'elles expirent.

2.4.5 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés incluent les contrats d'échange de devises (swaps de devises), les swaps croisés de devises et de taux, les contrats d'échange de devises à court terme (swaps de change) et les contrats d'échange de taux.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés dans un premier temps sur la base de la date de négociation.

Dans le cours normal de ses activités, la Facilité peut conclure des contrats d'échange (pour couvrir des opérations de prêt spécifiques) ou des contrats à terme sur devises (pour couvrir des positions de change) dans des monnaies autres que l'euro faisant l'objet de transactions actives, de manière à compenser tout gain ou toute perte résultant de fluctuations des taux de change.

Tous les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net et déclarés en tant qu'instruments financiers dérivés. Cette juste valeur est obtenue essentiellement à partir de modèles d'actualisation des flux financiers, de modèles d'évaluation du prix des options et de prix cotés par des tiers.

Les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur et comptabilisés comme des actifs quand cette valeur est positive et comme des passifs quand elle est négative. Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés sont présentées dans l'état du résultat global au poste «Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés».

En vertu d'IFRS 9, les exigences en matière de séparation des dérivés incorporés ont été supprimées pour les actifs financiers ou les passifs financiers. Par conséquent, le contrat hybride est traité comme un tout pour le classement des actifs ou passifs financiers selon cette norme.

2.4.6 Contributions

Les contributions des États membres sont comptabilisées dans l'état de la situation financière comme montants à recevoir à la date de la décision du Conseil fixant le montant des contributions financières que les États membres doivent verser à la Facilité.

Les contributions des États membres remplissent les conditions suivantes et sont par conséquent classées en tant qu'instruments de capitaux propres:

- en vertu des dispositions de l'accord régissant les contributions, elles confèrent aux États membres le droit de décider de l'utilisation des actifs nets de la Facilité en cas de liquidation de celle-ci;
- elles sont classées dans la catégorie d'instruments subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments;
- tous les instruments financiers de la catégorie d'instruments subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments présentent des caractéristiques identiques;
- l'instrument concerné ne présente aucune des caractéristiques qui obligeraient à le classer comme élément de passif; et
- les flux de trésorerie prévisionnels attribuables à l'instrument concerné pendant toute sa durée de vie sont basés, pour une large part, sur le résultat, la variation des actifs nets comptabilisés ou la variation de la juste valeur des actifs nets comptabilisés et non comptabilisés de la Facilité pendant toute la durée de vie de l'instrument.

Les contributions sont classées et évaluées au coût amorti dans les états financiers.

2.4.7 Intérêts et produits assimilés

Les intérêts sur les prêts émis par la Facilité sont inscrits à l'état du résultat global («Intérêts et produits assimilés») et à l'état de la situation financière («Prêts et avances») selon la méthode de la comptabilité d'exercice et au taux effectif, c'est-à-dire au taux qui actualise exactement les flux de trésorerie ou recettes futurs attendus sur la durée prévue du prêt jusqu'à obtention de la valeur comptable nette du prêt. Lorsque la valeur enregistrée d'un prêt est réduite à la suite d'une dépréciation, les revenus d'intérêts continuent d'être comptabilisés au taux d'intérêt effectif d'origine, appliqué à la nouvelle valeur comptable.

Les intérêts sur les prêts dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI) sont inscrits à l'état du résultat global («Intérêts et produits assimilés») et à l'état de la situation financière («Prêts et avances») selon la méthode de la comptabilité d'exercice et au taux effectif ajusté en fonction de la qualité de crédit sur toute la durée de vie du prêt, c'est-à-dire au taux qui actualise exactement les flux de trésorerie ou recettes futurs attendus sur la durée prévue du prêt jusqu'à obtention du coût amorti du prêt.

Les commissions d'engagement sont différées et comptabilisées en produits selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période comprise entre le décaissement et le remboursement du prêt concerné, et sont présentées dans l'état du résultat global au poste «Intérêts et produits assimilés».

2.4.8 Bonifications d'intérêts et assistance technique

Dans le cadre de son activité, la FI gère les bonifications d'intérêts et l'assistance technique pour le compte des États membres.

La fraction des contributions des États membres affectée au versement de bonifications d'intérêts et à l'AT n'est pas enregistrée dans les ressources des donateurs de la FI mais classée parmi les dettes envers les tiers. La Facilité effectue les décaissements en faveur des bénéficiaires finals puis retranche les montants correspondants des dettes envers les tiers.

Lorsque les contributions au titre des bonifications d'intérêts et de l'AT ne sont pas utilisées dans leur intégralité, elles sont reclassées dans les contributions à la Facilité.

2.4.9 Intérêts sur liquidités et équivalents

Les revenus d'intérêts sur les liquidités et équivalents sont inscrits à l'état du résultat global de la FI selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

2.4.10 Honoraires, commissions et dividendes

Les commissions reçues au titre de services fournis pendant une certaine période sont comptabilisées en produits lors de la prestation desdits services, tandis que les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont comptabilisées en produits lorsque ledit acte est achevé. Elles sont présentées dans l'état du résultat global au poste «Revenus d'honoraires et de commissions».

Les dividendes liés aux actions et autres titres à revenu variable sont comptabilisés à la date de leur réception et présentés dans l'état du résultat global dans les gains nets réalisés sur actions et autres titres à revenu variable.

2.4.11 Fiscalité

Le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dispose que les avoirs, revenus et autres biens des institutions de l'Union sont exonérés de tous impôts directs.

1 3 Gestion des risques

3

2 La présente note contient des informations sur les risques de crédit et les risques financiers auxquels la Facilité est exposée ainsi que sur la façon dont elle les gère et les maîtrise, en particulier les risques primaires associés aux instruments financiers qu'elle utilise. Il s'agit:

3

- du risque de crédit, c'est-à-dire le risque de perte résultant de la défaillance d'un client ou d'une contrepartie et attaché aux encours de crédit sous toutes leurs formes, y compris le risque de règlement;
- du risque de liquidité, à savoir le risque qu'une entité ne soit pas en mesure de financer les augmentations d'actifs et d'honorer les engagements qui arrivent à échéance sans essuyer de pertes inacceptables;
- du risque de marché, soit le risque que l'évolution des prix et des taux du marché, comme les fluctuations des taux d'intérêt, du prix des instruments de capitaux propres et des taux de change, affecte les revenus d'une entité ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient.

4

3.1 Organisation de la gestion des risques

5 La BEI adapte en permanence le cadre de gestion des risques de la Facilité.

4

5 Travaillant de manière indépendante, la direction «Gestion des risques» de la BEI décèle, évalue, surveille et signale les risques auxquels la Facilité est exposée. Dans un cadre qui préserve la séparation des tâches, la direction «Gestion des risques» est indépendante de la salle des marchés. Son directeur général rend compte pour ce qui concerne les risques au vice-président de la BEI ayant compétence en la matière. Le vice-président compétent est chargé de veiller à ce que le Comité de direction et le Conseil d'administration de la BEI reçoivent toutes les informations pertinentes relatives aux risques.

3.2 Risque de crédit

5.1

Le risque de crédit correspond à la perte potentielle qui pourrait résulter de la défaillance d'un client ou d'une contrepartie et qui est attachée aux encours de crédit sous toutes leurs formes, y compris le risque de règlement.

3.2.1 Politique en matière de risque de crédit

Lorsqu'elle effectue l'analyse de crédit des contreparties dans les opérations de prêt, la BEI évalue le risque de crédit et la perte anticipée afin de quantifier et de tarifier le risque. La BEI a mis au point une méthodologie de notation interne qui permet de déterminer les notations à attribuer en interne à ses contreparties (emprunteurs ou garants) en matière de crédit. Cette méthodologie de notation interne repose sur un système de fiches d'évaluation adaptées à chaque type important de contrepartie en matière de crédit (p. ex., entreprises, banques, entités du secteur public, etc.). Compte tenu des meilleures pratiques bancaires et des principes fixés en vertu de l'accord international de Bâle sur les fonds propres (Bâle II), toutes les contreparties qui revêtent de l'importance pour le profil de crédit d'une opération spécifique sont classées dans des catégories de notation interne, en recourant à la méthodologie de notation interne pour déterminer le type particulier de contrepartie. Chaque contrepartie se voit attribuer une notation interne qui reflète sa probabilité de défaillance en monnaies étrangères, à la suite d'une analyse approfondie du profil de risque financier et commercial de la contrepartie et de son contexte de risque-pays.

L'évaluation de crédit lors du financement de projets et d'autres opérations structurées à recours limité repose sur des outils de gestion du risque de crédit propres au secteur, axés essentiellement sur les liquidités disponibles et la capacité de faire face aux obligations financières. Parmi ces outils, on peut citer l'analyse du cadre contractuel des projets, l'analyse de la contrepartie et les simulations de flux de trésorerie. Comme les entreprises et les institutions financières, chaque projet se voit attribuer une notation de risque interne.

Toutes les notations internes font l'objet d'un suivi pendant la durée du prêt et sont régulièrement actualisées.

L'ensemble des opérations non souveraines (ou des opérations ne bénéficiant pas d'une garantie souveraine ou assimilée) font l'objet de restrictions spécifiques quant au niveau des transactions et à l'importance de la contrepartie. Les limites de contrepartie sont fixées au niveau consolidé, le cas échéant. Ces limites sont généralement fonction, par exemple, du volume des fonds propres des contreparties.

Afin d'atténuer le risque de crédit, la BEI a recours, si nécessaire et cas par cas, à divers rehaussements de crédit tels que:

- des sûretés liées à la contrepartie ou au projet (par exemple, nantissement d'actions, nantissement d'actifs, cession de droits, nantissement de comptes); ou/et
- des garanties généralement fournies par le promoteur du projet financé (p.ex., garanties de bonne fin, garanties à première demande) ou des garanties bancaires.

La Facilité n'a pas recours à des produits dérivés de crédit pour atténuer le risque de crédit.

3.2.2 Exposition maximale au risque de crédit hors sûretés et autres rehaussements de crédit

1

2 Le tableau ci-dessous indique l'exposition maximale au risque de crédit pour les éléments de l'état de la situation financière, y compris les produits dérivés. Elle est donnée en valeur brute, avant effet d'atténuation résultant de l'utilisation de sûretés.

| Exposition maximale (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| ACTIF | | |
| Liquidités et équivalents | 837 777 | 573 708 |
| Montants à recevoir des donateurs | 86 330 | 100 000 |
| Actifs financiers de trésorerie | 330 587 | 335 140 |
| Instruments financiers dérivés | 14 184 | 9 873 |
| Prêts et avances | 1 518 675 | 1 540 991 |
| Autres éléments de l'actif | - | 171 |
| Total | 2 787 553 | 2 559 883 |
| Provisions pour engagements de prêt | -37 269 | -23 822 |
| HORS BILAN | | |
| HORS BILAN | | |
| Passifs éventuels | | |
| - Garanties émises | 200 013 | 2 800 |
| Engagements | | |
| - Prêts non décaissés | 1 357 320 | 1 283 932 |
| - Garanties non émises | 1 359 818 | 1 553 668 |
| Total hors bilan | 2 917 151 | 2 840 400 |
| Exposition totale au risque de crédit | 5 667 435 | 5 376 461 |

3.2.3 Risque de crédit sur les prêts et avances

1

3.2.3.1 Mesure du risque de crédit sur les prêts et avances

2

Les prêts et avances ou les garanties de la Facilité font l'objet d'une évaluation du risque globale et d'une quantification de la perte anticipée estimée, qui se reflètent dans un système de classement des prêts. Les opérations relevant de l'IFE (telles que visées à la note 24), à l'exception des prêts intermédiés, ne sont pas soumises aux lignes directrices de la politique en matière de risques de crédit, mais à une procédure différente. Le classement des prêts est établi selon des critères généralement reconnus, basés sur la qualité de l'emprunteur, la durée du prêt, la garantie ou, le cas échéant, le garant.

Le système de classement des prêts englobe les méthodologies, les processus, les bases de données et les systèmes informatiques qui permettent d'évaluer les risques de crédit liés aux opérations de prêt et de quantifier la perte anticipée. Il synthétise un grand nombre de données qui servent à établir un classement relatif des risques de crédit liés aux prêts. Le système de classement des prêts tient compte de la valeur actualisée de la perte anticipée estimée, laquelle est l'expression de la probabilité de défaillance des débiteurs principaux, de l'encours à risque et de la gravité des pertes en cas de défaillance effective. Le classement des prêts remplit les fonctions suivantes:

- il aide à obtenir une évaluation plus précise et plus quantitative des risques associés aux prêts;
- il facilite la répartition des tâches de suivi;
- il offre à tout moment une image instantanée de la qualité du portefeuille de prêts;
- il constitue un élément de prise de décision pour la tarification des risques en fonction de la perte anticipée.

Les facteurs suivants entrent en ligne de compte pour l'élaboration du classement des prêts:

- i) la solvabilité de l'emprunteur: la direction «Gestion des risques» examine en toute indépendance la situation des emprunteurs et évalue leur solvabilité à partir de méthodologies internes et de données externes. Conformément à l'approche avancée de Bâle II retenue, la Banque a mis au point une méthodologie de notation interne qui permet de déterminer les notations à attribuer en interne aux emprunteurs et garants. Cette méthodologie repose sur une série de fiches d'évaluation propres à des types de contrepartie déterminés;
- ii) la corrélation de défaut: ce facteur permet de quantifier les probabilités de difficultés financières simultanées chez l'emprunteur et chez le garant. Plus la corrélation entre la probabilité de défaut de l'emprunteur et celle du garant est élevée, plus la valeur de la garantie est faible et, par conséquent, plus le classement du prêt est bas (mauvais);
- iii) la valeur des instruments de garantie et des sûretés: cette valeur est calculée à partir de la combinaison de la solvabilité de l'émetteur et du type d'instrument employé;
- iv) le taux de recouvrement applicable: ce taux représente le montant qui est présumé être recouvré à la suite d'une défaillance de la contrepartie correspondante, exprimé en pourcentage de l'exposition de crédit en question;
- v) le cadre contractuel: un solide cadre contractuel ajoute à la qualité des prêts et améliore leur classement interne;
- vi) la durée du prêt ou, plus généralement, les flux de trésorerie du prêt: toutes choses égales par ailleurs, plus la durée d'un prêt est longue, plus le risque de problèmes dans le service de la dette est élevé.

La perte anticipée sur un prêt découle d'un calcul combinant les cinq éléments ci-dessus. En fonction du niveau de la perte anticipée, un prêt est classé dans l'une des catégories suivantes:

«A» Prêts d'excellente qualité, dont il existe trois sous-catégories:

«A0», qui comprend les prêts accordés à un État membre de l'UE ou bénéficiant de sa garantie et dont la perte anticipée est de 0 % (sur la base du statut de créancier privilégié de la Banque et de la protection légale qui sont réputés assurer la récupération de l'intégralité des actifs de la Banque à l'échéance).

«A+», qui comprend les prêts accordés à (ou garantis par) des entités autres que les États membres de l'UE et pour lesquels aucune dégradation de la qualité n'est attendue sur leur durée.

«A-», qui comprend les prêts présentant un risque de dégradation pour lesquels cette dégradation serait toutefois probablement de faible ampleur.

«B» Prêts de grande qualité: ces prêts constituent une classe d'actifs dans laquelle la Banque a confiance, même si une légère détérioration à l'avenir n'est pas à exclure. Les sous-catégories B+ et B- reflètent le degré de probabilité de cette détérioration éventuelle.

«C» Prêts de bonne qualité: un exemple de prêt entrant dans cette catégorie serait un prêt non garanti consenti à une banque ou à une entreprise connue pour sa solidité, remboursable dans son intégralité à l'échéance au bout de sept ans ou remboursable par tranches à compter de la date de décaissement, sur une durée équivalente.

«D» Cette catégorie du classement se trouve à la limite entre les prêts «de qualité acceptable» et ceux présentant des problèmes. Cette catégorie pivot du classement des prêts se subdivise plus précisément en deux sous-catégories, D+ et D-, les prêts notés D- étant ceux qui nécessitent un suivi plus étroit.

«E» Dans cette catégorie se rangent les prêts qui ont un profil de risque plus élevé que celui généralement admis. On y trouve aussi les prêts qui ont déjà rencontré de graves problèmes et pour lesquels on ne peut exclure une dégradation conduisant à une situation de perte. Ces prêts font donc l'objet d'un suivi étroit et intensif. Les sous-catégories E+ et E- correspondent à deux gradations dans ce suivi spécial; dans le cas des opérations classées E-, il existe une forte probabilité que le service de la dette ne soit pas assuré durablement de façon régulière et qu'il faille par conséquent recourir à une restructuration de la dette sous une forme ou une autre, voire à la constatation d'une perte de valeur.

«F» Les prêts classés dans la catégorie F présentent un niveau de risque inacceptable. Un prêt n'entre dans cette catégorie que dans le cas où une opération en cours connaît, après la signature du contrat, des problèmes imprévus, exceptionnels et graves. Toutes les opérations donnant lieu à une perte de principal pour la Facilité sont classées dans la catégorie F et font l'objet d'une provision spécifique.

En général, les prêts ayant une note inférieure ou égale à D- dans le classement interne sont inscrits sur la liste des opérations à surveiller. Cependant, si un prêt a été initialement approuvé avec une note inférieure ou égale à D-, il ne sera placé sur la liste des opérations à surveiller qu'en cas d'événement de crédit significatif entraînant une nouvelle dégradation de son classement.

3

4 Le tableau figurant à la section 3.2.3.3 présente l'analyse de la qualité de crédit du portefeuille de prêts de la Facilité en fonction des différentes catégories décrites ci-dessus.

3.2.3.2 Analyse de l'exposition aux risques de crédit au titre des prêts

1

2 Le tableau ci-dessous indique l'exposition maximale (valeur comptable nette) aux risques de crédit au titre des prêts et avances signés (décaissés et non décaissés), par type d'emprunteur et compte tenu des garanties fournies par les garants.

3

| Au 31.12.2019 | Garantis | Autres rehaussements de crédit | Non garantis | Total | % du total des décaissements |
|---|----------------|--------------------------------|------------------|------------------|------------------------------|
| (en milliers d'EUR) | | | | | |
| Banques | 111 806 | - | 803 861 | 915 667 | 60 % |
| Entreprises | 190 006 | 36 704 | 172 082 | 398 792 | 26 % |
| Institutions publiques | 26 908 | - | 1 686 | 28 594 | 2 % |
| États | - | 2 085 | 173 537 | 175 622 | 12 % |
| Total des décaissements | 328 720 | 38 789 | 1 151 166 | 1 518 675 | 100 % |
| Portion non décaissée | 191 191 | - | 1 128 860 | 1 320 051 | |
| Total des décaissements et de la portion non décaissée | 519 911 | 38 789 | 2 280 026 | 2 838 726 | |

| Au 31.12.2018 | Garantis | Autres rehaussements de crédit | Non garantis | Total | % du total des décaissements |
|---|----------------|--------------------------------|------------------|------------------|------------------------------|
| (en milliers d'EUR) | | | | | |
| Banques | 88 263 | - | 856 484 | 944 747 | 61 % |
| Entreprises | 147 551 | 45 820 | 205 198 | 398 569 | 26 % |
| Institutions publiques | 29 182 | - | - | 29 182 | 2 % |
| États | - | 2 647 | 165 846 | 168 493 | 11 % |
| Total des décaissements | 264 996 | 48 467 | 1 227 528 | 1 540 991 | 100 % |
| Portion non décaissée | 170 356 | - | 1 089 753 | 1 260 110 | |
| Total des décaissements et de la portion non décaissée | 435 352 | 48 467 | 2 317 281 | 2 801 101 | |

La direction «Gestion et restructuration des transactions» est chargée du suivi de l'emprunteur et du garant, ainsi que du suivi financier et contractuel du projet. Ainsi, la qualité des prêts de la Facilité et la solvabilité des emprunteurs et des garants font l'objet d'un suivi continu, au moins une fois par an, ou à une fréquence plus élevée selon les besoins et en fonction des événements de crédit. En particulier, la direction «Gestion et restructuration des transactions» examine si les droits contractuels sont respectés et, en cas de détérioration de la notation et/ou de manquement aux obligations contractuelles, des mesures correctrices sont prises. Des mesures d'atténuation du risque sont mises en œuvre le cas échéant, conformément aux lignes directrices en matière de risque de crédit. En outre, en cas de renouvellement des garanties bancaires reçues pour ses prêts, la BEI s'assure que ces garanties sont remplacées ou que les dispositions nécessaires sont prises en temps opportun.

3.2.3.3 Analyse de la qualité de crédit par catégorie d'emprunteurs

1

2 Les tableaux ci-après présentent la répartition, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, de la qualité de crédit du portefeuille de prêts de la Facilité en fonction du classement des prêts (encours signés, décaissés et non décaissés):

3

| Au 31.12.2019 (en milliers d'EUR) | | Excellente qualité | Bonne qualité | Risque min. acceptable | Haut risque | Aucun classement* | Total | % du total |
|--------------------------------------|------------------------|--------------------|----------------|------------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------|
| | | A à B- | C | D+ | D- et en dessous | | | |
| Emprunteurs | Banques | 234 072 | 219 467 | 335 841 | 817 894 | - | 1 607 274 | 57 % |
| | Entreprises | 100 115 | 49 458 | - | 524 532 | 95 925 | 770 030 | 27 % |
| | Institutions publiques | - | 26 908 | - | - | 1 686 | 28 594 | 1 % |
| | États | - | 6 285 | 4 486 | 422 057 | - | 432 828 | 15 % |
| Total | | 334 187 | 302 118 | 340 327 | 1 764 483 | 97 611 | 2 838 726 | 100 % |

* Opérations de prêt évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL)

| Au 31.12.2018 (en milliers d'EUR) | | Excellente qualité | Bonne qualité | Risque min. acceptable | Haut risque | Aucun classement | Total | % du total |
|--------------------------------------|------------------------|--------------------|----------------|------------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| | | A à B- | C | D+ | D- et en dessous | | | |
| Emprunteurs | Banques | 232 467 | 238 619 | 349 756 | 698 562 | - | 1 519 404 | 54 % |
| | Entreprises | 103 845 | 7 564 | 744 | 693 100 | 50 000 | 855 253 | 31 % |
| | Institutions publiques | - | - | 29 182 | 2 994 | - | 32 176 | 1 % |
| | États | - | 4 786 | 7 681 | 381 801 | - | 394 268 | 14 % |
| Total | | 336 312 | 250 969 | 387 363 | 1 776 457 | 50 000 | 2 801 101 | 100 % |

3.2.3.4 Concentration des risques au titre des prêts et avances

1

3.2.3.4.1 Analyse géographique

2

3 Sur la base du pays de l'emprunteur, le portefeuille de prêts de la Facilité peut être ventilé entre les zones géographiques suivantes (en milliers d'EUR):

4

| Pays de l'emprunteur | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Kenya | 230 837 | 233 269 |
| Nigeria | 179 499 | 172 515 |
| Égypte | 101 316 | 74 431 |
| Tanzanie | 96 640 | 124 718 |
| Maurice | 96 014 | 133 132 |
| Barbade | 75 342 | 74 638 |
| Congo (République démocratique du) | 66 754 | 62 708 |
| Ouganda | 64 882 | 81 766 |
| Éthiopie | 62 005 | 55 215 |
| Mauritanie | 49 139 | 50 727 |
| Rwanda | 48 839 | 28 704 |
| République dominicaine | 45 393 | 54 326 |
| Nouvelle-Calédonie | 43 980 | 21 124 |
| Zambie | 43 036 | 17 700 |
| Sénégal | 42 750 | 18 330 |
| Jamaïque | 33 436 | 72 165 |
| Cameroun | 32 238 | 14 784 |
| Ghana | 31 635 | 39 246 |
| Malawi | 21 800 | 26 827 |
| Guinée | 20 399 | - |
| Angola | 19 269 | 20 651 |
| Togo | 18 022 | 30 634 |
| Cabo Verde | 17 226 | 18 923 |
| Programmes régionaux - ACP | 14 674 | 24 335 |
| Mozambique | 12 709 | 14 719 |
| Polynésie française | 12 556 | 17 453 |
| Îles Caïmans | 12 203 | 13 213 |
| Niger | 5 399 | 9 655 |
| Mali | 4 234 | 4 767 |
| Seychelles | 4 201 | 4 786 |
| Haïti | 3 345 | 4 748 |
| Samoa | 3 036 | 3 986 |
| Burkina | 1 861 | 4 649 |
| Vanuatu | 1 527 | 1 848 |
| Botswana | 1 004 | 7 278 |
| Palaos | 768 | 1 107 |
| Micronésie | 648 | 759 |
| Bénin | 59 | - |
| Liberia | - | 1 153 |
| Afrique du Sud | - | 2 |
| Total | 1 518 675 | 1 540 991 |

3.2.3.4.2 Analyse sectorielle

1

Le tableau ci-dessous analyse le portefeuille de prêts de la Facilité en fonction du secteur d'activité de l'emprunteur. Les opérations qui font d'abord l'objet d'un décaissement en faveur d'un intermédiaire financier avant rétrocession au bénéficiaire final sont comptabilisées dans «Secteur tertiaire et divers» (en milliers d'EUR).

| Secteur d'activité de l'emprunteur | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|------------------|------------------|
| Secteur tertiaire et divers | 932 901 | 957 602 |
| Électricité, charbon et divers | 226 314 | 181 317 |
| Développement, rénovation et transports urbains | 195 042 | 192 400 |
| Produits chimiques et pharmaceutiques et matières plastiques | 51 865 | 20 436 |
| Matériaux de base et secteur minier | 44 746 | 45 820 |
| Aéroports et systèmes de gestion du trafic aérien | 26 908 | 29 182 |
| Télécommunications | 21 546 | 26 095 |
| Filière alimentaire | 8 355 | 15 386 |
| Récupération des déchets | 6 812 | 7 564 |
| Biens d'équipement et biens de consommation durables | 4 186 | - |
| Traitement des matériaux, bâtiment | - | 33 144 |
| Réseaux routiers et autoroutiers | - | 32 043 |
| Infrastructures sociales, éducation et santé | - | 2 |
| Total | 1 518 675 | 1 540 991 |

3.2.3.5 Exposition au risque de crédit pour chaque notation de risque interne

La Facilité a recours à une méthodologie de notation interne conforme à l'approche fondée sur les notations internes de Bâle III. La majorité des contreparties de la Facilité se sont vu attribuer une notation interne selon cette méthodologie. Le tableau ci-dessous présente une ventilation du portefeuille de prêts de la Facilité sur la base de la meilleure des notations internes de l'emprunteur ou du garant, lorsque ces notations sont disponibles. Lorsqu'une notation interne n'est pas disponible, la notation externe a été utilisée pour cette analyse.

Le tableau indique à la fois les expositions signées (décaissées et non décaissées) et les expositions pondérées en fonction du risque, sur la base d'une méthodologie interne utilisée par la Facilité pour la gestion des limites d'exposition.

| (en milliers d'EUR) | Notation Moody's équiv. | 2019 | | | | | Total |
|--|----------------------------------|---------------------|---|---------------------------------------|------|---------|-----------|
| | | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | POCI | FVTPL | |
| Prêts et avances au coût amorti (AC) | | | | | | | |
| Notation interne 1 - risque de crédit minimale | Aaa | - | 82 211 | - | - | - | 82 211 |
| Notation interne 2 - risque de crédit très faible | Aa1 - Aa3 | 75 352 | - | - | - | - | 75 352 |
| Notation interne 3 - risque de crédit faible | A1 - A3 | 5 399 | - | - | - | - | 5 399 |
| Notation interne 4 - risque de crédit modéré | Baa1 - Baa3 | 60 385 | 16 449 | - | - | - | 76 834 |
| Notation interne 5 - contrepartie financièrement fragile | Ba1 - Ba3 | 192 201 | 6 199 | - | - | - | 198 400 |
| Notation interne 6 - risque de crédit élevé | B1 - B3 | 708 162 | 159 858 | - | - | - | 868 020 |
| Notation interne 7 - risque de crédit très élevé | Inférieure à Caa1 | 79 411 | 145 176 | - | - | - | 224 587 |
| Notation interne 8 - contrepartie défaillante | Inférieure à Caa1 mais en défaut | - | - | 136 749 | - | - | 136 749 |
| Prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL) | | - | - | - | - | 37 366 | 37 366 |
| Correction de valeur pour pertes et ajustement de la juste valeur | | -17 191 | -38 509 | -114 307 | - | -16 236 | -186 243 |
| Valeur comptable des prêts et avances | | 1 103 719 | 371 384 | 22 442 | - | 21 130 | 1 518 675 |
| Engagements de prêts | | | | | | | |
| Notation interne 1 - risque de crédit minimale | Aaa | - | - | - | - | - | - |
| Notation interne 2 - risque de crédit très faible | Aa1 - Aa3 | 102 092 | - | - | - | - | 102 092 |
| Notation interne 3 - risque de crédit faible | A1 - A3 | 12 000 | - | - | - | - | 12 000 |
| Notation interne 4 - risque de crédit modéré | Baa1 - Baa3 | 61 461 | - | - | - | - | 61 461 |
| Notation interne 5 - contrepartie financièrement fragile | Ba1 - Ba3 | 323 080 | - | - | - | - | 323 080 |
| Notation interne 6 - risque de crédit élevé | B1 - B3 | 405 773 | 126 076 | - | - | - | 531 849 |
| Notation interne 7 - risque de crédit très élevé | Inférieure à Caa1 | 14 883 | 104 328 | - | - | - | 119 211 |
| Notation interne 8 - contrepartie défaillante | Inférieure à Caa1 mais en défaut | - | - | 51 377 | - | - | 51 377 |
| Pas de notation interne* | | 79 669 | - | - | - | - | 79 669 |
| Prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL) | | - | - | - | - | 76 581 | 76 581 |
| Correction de valeur pour pertes et ajustement de la juste valeur | | -3 943 | -33 326 | - | - | - | -37 269 |
| Valeur comptable des engagements de prêt | | 995 015 | 197 078 | 51 377 | - | 76 581 | 1 320 051 |

* Accords de délégation pour lesquels il n'y a pas de contreparties sous-jacentes à la date de déclaration.

3.2.3.5 Exposition au risque de crédit pour chaque notation de risque interne (suite)

| (en milliers d'EUR) | Notation Moody's équiv. | 2018 | | | | | Total |
|--|----------------------------------|---------------------------|--|--|---------------|---------------|------------------|
| | | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | POCI | FVTPL | |
| Prêts et avances au coût amorti (AC) | | | | | | | |
| Notation interne 1 - risque de crédit minimale | Aaa | - | 90 875 | - | - | - | 90 875 |
| Notation interne 2 - risque de crédit très faible | Aa1 - Aa3 | 74 650 | - | - | - | - | 74 650 |
| Notation interne 3 - risque de crédit faible | A1 - A3 | 17 804 | - | - | - | - | 17 804 |
| Notation interne 4 - risque de crédit modéré | Baa1 - Baa3 | 39 295 | 18 783 | - | - | - | 58 078 |
| Notation interne 5 - contrepartie financièrement fragile | Ba1 - Ba3 | 165 551 | - | - | - | - | 165 551 |
| Notation interne 6 - risque de crédit élevé | B1 - B3 | 834 194 | 94 749 | - | - | - | 928 943 |
| Notation interne 7 - risque de crédit très élevé | Inférieure à Caa1 | 75 057 | 134 701 | - | - | - | 209 758 |
| Notation interne 8 - contrepartie défaillante | Inférieure à Caa1 mais en défaut | - | - | 185 273 | 3 588 | - | 188 861 |
| Prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (FVTPL) | | - | - | - | - | 1 806 | 1 806 |
| Correction de valeur pour pertes et ajustement de la juste valeur | | -22 023 | -27 342 | -143 092 | -1 794 | -1 084 | -195 335 |
| Valeur comptable des prêts et avances | | 1 184 528 | 311 766 | 42 181 | 1 794 | 722 | 1 540 991 |
| Engagements de prêt | | | | | | | |
| Notation interne 2 - risque de crédit très faible | Aa1 - Aa3 | 102 092 | - | - | - | - | 102 092 |
| Notation interne 3 - risque de crédit faible | A1 - A3 | 12 000 | - | - | - | - | 12 000 |
| Notation interne 4 - risque de crédit modéré | Baa1 - Baa3 | 12 463 | - | - | - | - | 12 463 |
| Notation interne 5 - contrepartie financièrement fragile | Ba1 - Ba3 | 230 455 | - | - | - | - | 230 455 |
| Notation interne 6 - risque de crédit élevé | B1 - B3 | 567 573 | 22 467 | - | - | - | 590 040 |
| Notation interne 7 - risque de crédit très élevé | Inférieure à Caa1 | 100 055 | 96 074 | - | - | - | 196 129 |
| Notation interne 8 - contrepartie défaillante | Inférieure à Caa1 mais en défaut | - | - | 16 932 | - | - | 16 932 |
| Pas de notation interne* | | 123 821 | - | - | - | - | 123 821 |
| Correction de valeur pour pertes et ajustement de la juste valeur | | -7 225 | -16 597 | - | - | - | -23 822 |
| Valeur comptable des engagements de prêt | | 1 141 234 | 101 944 | 16 932 | - | - | 1 260 110 |

* Accords de délégation pour lesquels il n'y a pas de contreparties sous-jacentes à la date de déclaration.

La Facilité assure un suivi permanent des événements ayant une incidence sur ses emprunteurs et garants, notamment les banques. En particulier, la Facilité évalue au cas par cas ses droits contractuels en cas de détérioration de la notation et cherche des mesures d'atténuation. Elle suit par ailleurs attentivement le renouvellement des garanties bancaires reçues pour ses prêts afin de s'assurer que ces garanties sont remplacées ou que les dispositions nécessaires sont prises en temps opportun, le cas échéant.

3.2.3.6 Arriérés sur prêts et dépréciations

La détection, le suivi et le signalement des arriérés sur prêts se font selon les procédures définies au niveau de la BEI dans les *Finance Monitoring Guidelines and Procedures* (Lignes directrices et procédures en matière de suivi financier). Ces procédures sont conformes aux meilleures pratiques bancaires et sont adoptées pour tous les prêts gérés par la BEI.

Le processus de suivi est structuré afin de permettre i) une détection et une notification des arriérés de paiement potentiels aux services compétents dans les plus brefs délais, ii) un traitement rapide des dossiers difficiles au niveau opérationnel et décisionnel approprié et iii) une communication régulière aux organes de direction de la BEI et aux États membres sur la situation générale des arriérés et sur les mesures de recouvrement déjà prises ou à prendre.

Le tableau ci-dessous présente les arriérés de remboursement sur prêts et les dépréciations de prêts (en milliers d'EUR).

| | Prêts et avances | Prêts et avances |
|---|-------------------------|-------------------------|
| | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Valeur comptable | 1 518 675 | 1 540 991 |
| ECL durée de vie sur actifs dépréciés | | |
| Montant brut | 136 749 | 188 861 |
| Dépréciation - correction de valeur pour pertes | -114 307 | -144 886 |
| Valeur comptable des ECL durée de vie sur actifs dépréciés | 22 442 | 43 975 |
| En souffrance mais non dépréciés | | |
| Répartition des montants en souffrance | | |
| 0 à 30 jours | 61 | 804 |
| 30 à 60 jours | 924 | - |
| 60 à 90 jours | - | - |
| 90 à 180 jours | 135 | - |
| plus de 180 jours | 26 | 1 |
| Valeur comptable (en souffrance mais non dépréciés) | 1 146 | 805 |
| Valeur comptable (ni en souffrance ni dépréciés) | 1 495 087 | 1 496 211 |
| Valeur comptable totale des prêts et avances | 1 518 675 | 1 540 991 |

3.2.3.7 Renégociation de prêt et mesures accommodantes

La Facilité considère qu'un prêt bénéficie de mesures accommodantes si, à la suite de la détérioration de la situation financière d'un emprunteur, elle renégocie les conditions initiales des dispositions contractuelles avec cet emprunteur, ce qui a une incidence directe sur les flux de trésorerie futurs de l'instrument financier, qui est susceptible d'entraîner une perte pour la Facilité. L'incidence financière des mesures de restructuration est toutefois, dans l'ensemble, limitée à d'éventuelles pertes pour dépréciation, étant donné que la Facilité applique généralement la neutralité financière et que cela se reflète dans les conditions de tarification renégociées des opérations restructurées.

Dans le cours normal des affaires, le classement des prêts en question serait dégradé et ces prêts seraient placés sur la liste des opérations à surveiller avant la renégociation. Une fois la renégociation terminée, la Facilité continue à suivre attentivement ces prêts. Si les conditions de paiement renégociées ne permettent pas de récupérer la valeur comptable initiale de l'actif, ce dernier est considéré comme déprécié. Les pertes pour dépréciation correspondantes sont calculées en se fondant sur la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus au taux d'intérêt effectif initial. La nécessité de procéder à une dépréciation est évaluée à intervalles réguliers pour tous les prêts dont le classement a été dégradé à E-; tous les prêts classés dans la catégorie F doivent être soumis à dépréciation. En cas d'amélioration suffisante du classement d'un prêt, celui-ci est retiré de la liste des opérations à surveiller, conformément aux procédures de la Facilité.

Les mesures accommodantes accordées par l'équipe «restructuration» de la Banque pendant l'exercice considéré comprennent notamment le report de l'échéance, le report de paiement du capital uniquement, le report de paiement du capital et des intérêts et la capitalisation des arriérés. Ces mesures accommodantes n'entraînent pas de décomptabilisation de l'opération sous-jacente, à moins que l'incidence des modifications contractuelles sur la valeur actuelle nette du prêt à la date de la restructuration ne soit considérée comme significative. Si cet actif financier nouvellement comptabilisé est déprécié, il peut répondre à la définition de l'actif financier déprécié dès son acquisition ou sa création (POCI).

Les expositions dont les conditions contractuelles font l'objet de modifications n'affectant pas les flux de trésorerie futurs, par exemple de dispositions touchant aux garanties ou autres sûretés, ou de clauses de renonciation, ne sont pas considérées comme bénéficiant de mesures accommodantes. Considérés isolément, ces événements ne sont donc pas jugés comme des indicateurs suffisants d'une perte pour dépréciation.

Les opérations soumises à des mesures accommodantes sont présentées en tant que telles dans le tableau ci-dessous:

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|------------|------------|
| Nombre d'opérations faisant l'objet de mesures accommodantes | 28 | 33 |
| Valeurs comptables (y compris intérêts et arriérés) | 245 534 | 280 720 |
| Provision pour pertes de crédit attendues comptabilisée | 7 916 | 9 506 |
| Dépréciations comptabilisées | 57 321 | 86 334 |
| Revenus d'intérêts liés aux opérations faisant l'objet de mesures accommodantes | 8 985 | 13 465 |
| Expositions annulées (à la suite de la cessation/vente de l'opération) | 280 | - |

| (en d'EUR) | milliers | Mesures accommodantes | | | | | Autres | Remboursement et cessation contractuels* | 31.12.2019 |
|--------------|----------|-----------------------|----------------------|------------------------------|--|------------|----------------|--|------------|
| | | 31.12.2018 | Report des échéances | Report du capital uniquement | Non-respect de clauses financières importantes | | | | |
| Banques | | 27 592 | 0 | 97 | 33 524 | 507 | -10 252 | 51 468 | |
| Entreprises | | 253 128 | 134 | 0 | 0 | 0 | -59 196 | 194 066 | |
| Total | | 280 720 | 134 | 97 | 33 524 | 507 | -69 448 | 245 534 | |

* Les chiffres négatifs s'expliquent par les remboursements de capital effectués pendant l'exercice sur des opérations déjà considérées comme soumises à des pratiques accommodantes au 31 décembre 2019 et par la cessation des mesures accommodantes durant l'exercice.

3.2.3 Risque de crédit sur liquidités et équivalents

1 Les ressources disponibles sont investies conformément à l'échéancier des obligations contractuelles de la Facilité en matière de décaissement. Aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018, les investissements revêtaient la forme de dépôts bancaires, de certificats de dépôt et de billets de trésorerie.

2

3 Les entités agréées font l'objet d'une notation similaire aux notations à court terme et à long terme exigées pour les placements de trésorerie de la BEI. Si les notations décernées par différentes agences divergent, la notation la plus basse s'applique. Le montant maximal autorisé pour chaque banque agréée est actuellement de 50 000 000 EUR (cinquante millions d'euros). La Société Générale, auprès de laquelle la Facilité a ses comptes courants, fait exception à cette règle. La limite de crédit à court terme pour la Société Générale aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 s'élève à 110 000 000 EUR (cent dix millions d'euros). Ce plafond plus élevé s'applique à la somme des liquidités détenues sur les comptes courants et aux instruments émis par cette contrepartie et détenus dans le portefeuille de trésorerie.

4

Tous les investissements ont été effectués auprès d'entités agréées avec une échéance maximale de trois mois à compter de la date de valeur. Tous les dépassements de limites d'exposition de crédit ont été signalés aux mandants. Aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018, tous les dépôts à terme, billets de trésorerie et fonds en caisse détenus dans le portefeuille de trésorerie de la Facilité étaient notés au minimum P-2 (équivalent Moody's) au jour du règlement.

5

6 Le tableau ci-après présente la situation des liquidités et équivalents, intérêts courus inclus (en milliers d'EUR).

7

| Notation à court terme minimale | Notation à long terme minimale | 31.12.2019 | | 31.12.2018 | |
|---------------------------------|--------------------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|
| (échelle Moody's) | (échelle Moody's) | | | | |
| P-1 | Aaa | 98 945 | 12 % | 71 914 | 13 % |
| P-1 | Aa2 | 67 799 | 8 % | - | 0 % |
| P-1 | Aa3 | 89 983 | 11 % | 49 972 | 9 % |
| P-1 | A1 | 213 914 | 26 % | 199 938 | 34 % |
| P-1 | A2 | 212 199 | 25 % | 201 899 | 35 % |
| P-1 | A3 | 104 944 | 12 % | - | 0 % |
| P-2 | A3 | 49 993 | 6 % | 49 985 | 9 % |
| Total | | 837 777 | 100 % | 573 708 | 100 % |

3.2.5 Risque de crédit sur dérivés

1

3.2.5.1 Politique en matière de risque de crédit sur dérivés

2

3 Le risque de crédit sur dérivés représente la perte qu'une partie donnée subirait si l'autre contrepartie à l'opération se trouvait dans l'incapacité d'honorer ses obligations contractuelles. Le risque de crédit associé aux produits dérivés varie en fonction de plusieurs facteurs (taux d'intérêt, taux de change, etc.) et ne correspond généralement qu'à une petite partie de la valeur notionnelle du produit.

4

5 Dans l'exercice normal de ses activités, la Facilité peut conclure des contrats d'échange («swaps»), pour couvrir des opérations de prêt spécifiques, ou des contrats à terme sur devises, pour couvrir ses positions de change, dans des monnaies autres que l'euro faisant l'objet de transactions actives. Tous les contrats d'échange sont exécutés par la BEI avec une contrepartie externe. Ils sont régis par les mêmes conventions-cadres relatives aux opérations de marché à terme et annexes de remise en garantie signées entre la BEI et ses contreparties externes.

6

3.2.5.2 Mesure du risque de crédit sur dérivés

7

8 Tous les contrats d'échange exécutés par la BEI qui sont liés à la Facilité sont traités de la même façon, sur le plan contractuel et méthodologique, que les produits dérivés négociés par la Banque pour son propre compte. En particulier, l'admissibilité des contreparties intervenant dans les contrats d'échange est déterminée sur la base des mêmes critères que ceux que la Banque applique généralement à ses contrats.

9

10 La BEI mesure son exposition au risque de crédit liée aux contrats d'échange et aux produits dérivés en utilisant la valeur de marché nette et l'exposition potentielle future pour les besoins de l'information comptable et du suivi des limites d'encours. Ces deux approches intègrent pleinement les dérivés liés à la Facilité.

11

- Le tableau suivant présente les échéances des swaps croisés de devises et de taux, réparties en fonction de leur montant notionnel et de leur juste valeur.

1

| Contrats d'échange au 31.12.2019 (en milliers d'EUR) | moins de 1 an | 1 an à 5 ans | 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2019 |
|---|--------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------|
| Montant notionnel | - | - | - | - | - |
| Juste valeur (soit la valeur actualisée nette) | - | - | - | - | - |

| Contrats d'échange au 31.12.2018 (en milliers d'EUR) | moins de 1 an | 1 an à 5 ans | 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2018 |
|---|--------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------|
| Montant notionnel | - | 5 245 | - | - | 5 245 |
| Juste valeur (soit la valeur actualisée nette) | - | -325 | - | - | -325 |

1

- La Facilité passe des contrats d'échange de devises à court terme (swaps de change) afin de couvrir le risque de change sur les déboursements de prêts dans des monnaies autres que l'euro. Ces swaps de change ont une échéance maximale de trois mois et sont régulièrement reconduits. Le montant notionnel des swaps de change s'élevait à 1 545,0 millions d'EUR au 31 décembre 2019, contre 1 460,6 millions d'EUR au 31 décembre 2018. La juste valeur de ces swaps de change atteint 14,1 millions d'EUR au 31 décembre 2019, contre 1,1 million d'EUR au 31 décembre 2018.

2

- La Facilité passe des contrats d'échange de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt sur les prêts décaissés. Au 31 décembre 2019, il y avait deux contrats d'échange de taux en cours, dont le montant notionnel et la juste valeur s'élevaient respectivement à 24,2 millions d'EUR (2018: 28,5 millions d'EUR) et -0,1 million d'EUR (2018: 0,7 million d'EUR).

3

3.2.4 Risque de crédit sur les actifs financiers de trésorerie

1

Le tableau ci-après présente la situation du portefeuille de trésorerie, entièrement composé de billets de trésorerie à échéance résiduelle de trois mois au maximum, émis par des entités sous-souveraines, des banques et des entités non bancaires. Les États membres de l'UE, leurs agences, les banques et les entités non bancaires sont des émetteurs éligibles. La limite maximale autorisée pour chaque émetteur agréé est de 50 000 000 EUR (cinquante millions d'euros). Des investissements dans des obligations à moyen et long terme pourraient également être éligibles en vertu des lignes directrices relatives aux investissements et suivant les exigences de liquidité.

2

| Notation à court terme minimale (échelle Moody's) | Notation à long terme minimale (échelle Moody's) | | | | |
|--|---|-------------------|-------------------|----------------|--------------|
| | | 31.12.2019 | 31.12.2018 | | |
| P-1 | Aa1 | 50 046 | 15 % | - | 0 % |
| P-1 | Aa2 | 19 997 | 6 % | 80 041 | 24 % |
| P-1 | Aa3 | 50 025 | 15 % | 95 055 | 29 % |
| P-1 | A1 | 55 050 | 17 % | 15 005 | 4 % |
| P-1 | A2 | - | 0 % | 45 008 | 13 % |
| P-2 | A2 | - | 0 % | 50 015 | 15 % |
| P-2 | A3 | 85 027 | 26 % | 50 016 | 15 % |
| P-2 | Baa1 | 30 433 | 9 % | - | 0 % |
| P-2 | Baa3 | 40 009 | 12 % | - | 0 % |
| Total | | 330 587 | 100 % | 335 140 | 100 % |

3.3 Risque de liquidité

1

2 Le risque de liquidité désigne la capacité d'une entité à financer les augmentations d'actifs et à honorer ses engagements qui arrivent à échéance sans essuyer de pertes inacceptables. Ce risque se subdivise en risque de financement et en risque de liquidité du marché. Le risque de financement est le risque de voir une entité ne pas être en mesure de couvrir efficacement ses besoins en liquidités actuels et futurs, qu'ils soient programmés ou non programmés, sans porter atteinte à ses opérations quotidiennes ni à sa situation financière. Le risque de liquidité du marché est le risque de voir une entité rencontrer des difficultés à compenser ou à éliminer une position au prix du marché en raison d'une profondeur insuffisante du marché ou d'une perturbation du marché.

3.2

3.3.1 Gestion du risque de liquidité

3

4 La Facilité est essentiellement financée par des contributions annuelles des États membres ainsi que par les rentrées provenant de ses opérations. Elle gère principalement son risque de financement en planifiant ses besoins nets en liquidités et les contributions annuelles requises des États membres.

5

6 Les schémas de décaissement du portefeuille existant et attendu sont analysés et suivis toute l'année afin de calculer les contributions annuelles des États membres. Les événements spéciaux, tels que les remboursements anticipés, les ventes d'actions ou les défaillances, sont pris en considération afin de corriger les besoins de liquidités annuels.

7

8 Pour réduire encore le risque de liquidité, la Facilité possède une réserve de liquidités suffisante pour couvrir à tout moment les décaissements prévus, tels que régulièrement communiqués par le département chargé des prêts de la BEI. Les fonds sont investis sur le marché monétaire et sur les marchés obligataires sous la forme de dépôts interbancaires et d'autres instruments financiers à court terme en tenant compte des engagements de décaissement de la Facilité. Les actifs liquides de la Facilité sont gérés par le département Trésorerie de la Banque afin de préserver une liquidité adéquate permettant à la Facilité d'honorer ses engagements.

9

10 Conformément au principe de la séparation des tâches entre front et back office, les opérations de règlement liées à l'investissement de ces actifs sont placées sous la responsabilité du département Prévisions et règlement des opérations de la BEI. Par ailleurs, l'agrément des contreparties et la fixation de limites aux placements de trésorerie, ainsi que la surveillance du respect de ces limites, sont de la responsabilité de la direction «Gestion des risques» de la Banque.

11

3.3.2 Détermination du risque de liquidité

12

13 Les tableaux de la présente section analysent les passifs financiers de la Facilité en fonction de leur échéance, sur la base de la période restant à courir entre la date de clôture du bilan et la date d'échéance contractuelle (flux de trésorerie non actualisés).

14

15 Sur le plan des passifs financiers non dérivés, les engagements de la Facilité se composent de la portion non décaissée des crédits accordés dans le cadre de contrats de prêt signés, de la portion non décaissée des participations prises dans le cadre de souscriptions de capital ou d'accords d'investissement signés, des garanties de prêt octroyées ou des bonifications d'intérêts et du soutien promis dans le cadre de l'AT.

16

17 Les prêts octroyés au titre de la Facilité comportent certes une date limite, mais les dates et les montants des décaissements correspondent à l'état d'avancement des projets de financement sous-jacents. En outre, ces prêts sont des transactions effectuées dans un environnement opérationnel relativement instable, raison pour laquelle leur calendrier de décaissement est soumis à un niveau d'incertitude élevé.

18

19 Les investissements en fonds propres deviennent exigibles dès que les gestionnaires des fonds de placement émettent un appel de fonds en bonne et due forme au vu de l'avancement de leurs activités d'investissement. La période de tirage est habituellement de 3 ans, mais est fréquemment prolongée d'un ou de deux ans. Certains engagements demeurent après la fin de la période de tirage et jusqu'à la cession complète des investissements sous-jacents du fonds, ce dernier pouvant manquer parfois de la liquidité requise pour faire face aux obligations de paiement résultant de frais ou d'autres charges.

20

21 Les garanties ne donnent pas lieu à des obligations de décaissement précises, sauf si elles sont appelées. Le montant callable des garanties diminue au rythme du calendrier de remboursement des prêts garantis.

22

23 Les sorties au titre de bonifications d'intérêts surviennent en cas de prêts subventionnés financés par les ressources propres de la Banque. Par conséquent, les sorties rapportées représentent uniquement des engagements liés à ces prêts, et non le montant total de bonifications d'intérêts non décaissés. À l'instar des prêts, leur calendrier de décaissement est incertain.

24

25 Les «sorties nominales brutes» au titre de l'assistance technique du tableau «Structure des échéances des passifs financiers non dérivés» désignent la part totale non décaissée des contrats d'AT signés. Les échéances de décaissement sont soumises à un niveau d'incertitude élevé. Les sorties classées dans la catégorie «3 mois ou moins» représentent le montant des factures restant à payer qui ont été reçues à la date d'arrêt des comptes.

26

27 Les engagements relatifs à des passifs financiers non dérivés pour lesquels aucune date d'échéance contractuelle n'a été définie sont classés sous «Échéance non définie». Les engagements pour lesquels il existe une demande de décaissement enregistrée à la date d'arrêt des comptes sont classés suivant l'échéance applicable.

28

29 La structure des échéances des passifs financiers dérivés correspond aux flux de trésorerie contractuels bruts non actualisés des contrats d'échange, y compris les contrats d'échange de devises (CCS), les swaps croisés de devises et de taux (CCIRS), les contrats d'échange de devises à court terme et les contrats d'échange de taux.

30

| Structure des échéances des passifs financiers non dérivés | 3 mois ou moins | Plus de 3 mois à un an | Plus de 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Échéance non définie | Sorties nominales brutes |
|--|-----------------|------------------------|----------------------|---------------|----------------------|--------------------------|
| En milliers d'EUR au 31.12.2019 | | | | | | |
| Sorties au titre de prêts engagés mais non décaissés | 33 038 | - | - | - | 1 324 282 | 1 357 320 |
| Sorties au titre de prises de participations | 369 | - | - | - | 405 551 | 405 920 |
| Divers (garanties signées non émises, garanties émises) | - | - | - | - | 1 559 831 | 1 559 831 |
| Sorties au titre de bonifications d'intérêts | - | - | - | - | 350 678 | 350 678 |
| Sorties au titre de l'assistance technique | 3 898 | - | - | - | 21 166 | 25 064 |
| Total | 37 305 | - | - | - | 3 661 508 | 3 698 813 |

| Structure des échéances des passifs financiers non dérivés | 3 mois ou moins | Plus de 3 mois à un an | Plus de 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Échéance non définie | Sorties nominales brutes |
|--|-----------------|------------------------|----------------------|---------------|----------------------|--------------------------|
| En milliers d'EUR au 31.12.2018 | | | | | | |
| Sorties au titre de prêts engagés mais non décaissés | 7 854 | - | - | - | 1 276 078 | 1 283 932 |
| Sorties au titre de prises de participations | 2 023 | - | - | - | 345 144 | 347 167 |
| Divers (garanties signées non émises, garanties émises) | - | - | - | - | 1 556 468 | 1 556 468 |
| Sorties au titre de bonifications d'intérêts | - | - | - | - | 360 655 | 360 655 |
| Sorties au titre de l'assistance technique | 2 373 | - | - | - | 24 082 | 26 455 |
| Total | 12 250 | - | - | - | 3 562 427 | 3 574 677 |

| Structure des échéances des passifs financiers dérivés | 3 mois ou moins | Plus de 3 mois à 1 an | Plus de 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Entrées / Sorties nominales brutes |
|--|-----------------|-----------------------|----------------------|---------------|------------------------------------|
| En milliers d'EUR au 31.12.2019 | | | | | |
| CCS et CCIRS – entrées | - | - | - | - | - |
| CCS et CCIRS – sorties | - | - | - | - | - |
| Swaps de devises à court terme – entrées | 1 545 000 | - | - | - | 1 545 000 |
| Swaps de devises à court terme – sorties | -1 535 571 | - | - | - | -1 535 571 |
| Swaps de taux – entrées | 310 | 820 | 2 045 | - | 3 175 |
| Swaps de taux – sorties | - | -1 128 | -2 138 | - | -3 266 |
| Total | 9 739 | -308 | -93 | - | 9 338 |

| Structure des échéances des passifs financiers dérivés | 3 mois ou moins | Plus de 3 mois à 1 an | Plus de 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Entrées / Sorties nominales brutes |
|--|-----------------|-----------------------|----------------------|---------------|------------------------------------|
| En milliers d'EUR au 31.12.2018 | | | | | |
| CCS et CCIRS – entrées | 5 | 3 281 | 1 816 | - | 5 102 |
| CCS et CCIRS – sorties | - | -4 081 | -1 770 | - | -5 851 |
| Swaps de devises à court terme – entrées | 1 460 608 | - | - | - | 1 460 608 |
| Swaps de devises à court terme – sorties | -1 465 498 | - | - | - | -1 465 498 |
| Swaps de taux – entrées | 397 | 1 171 | 3 473 | 204 | 5 245 |
| Swaps de taux – sorties | - | -1 340 | -3 030 | -175 | -4 545 |
| Total | -4 488 | -969 | 489 | 29 | -4 939 |

3.3.3 Actifs et passifs financiers à long terme

4

5 Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers non dérivés qui devraient être encaissés ou réglés plus de 12 mois après la date d'arrêté des comptes.

6

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|------------------|------------------|
| Actifs financiers | | |
| Prêts et avances | 1 636 520 | 1 666 232 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 619 928 | 567 292 |
| Autres éléments de l'actif | - | 171 |
| Total | 2 256 448 | 2 233 695 |
| Passifs financiers | | |
| Provisions pour garanties émises | 628 | 793 |
| Dettes envers les tiers* | 93 531 | 93 641 |
| Provisions pour engagements de prêt | 37 269 | 23 822 |
| Total | 131 428 | 118 256 |

* Les dettes envers les tiers comprennent les bonifications d'intérêts et l'AT non encore décaissées dues aux États membres, pour lesquelles l'échéance est essentiellement indéterminée.

3.4 Risque de marché

4

5 Le risque de marché est le risque que l'évolution des prix et des taux du marché, comme les fluctuations des taux d'intérêt, du prix des instruments de capitaux propres et des taux de change, affecte les revenus d'une entité ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient.

6

3.4.1 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle du risque de dégradation de la valeur économique ou du produit des positions porteuses d'intérêts résultant de mouvements défavorables des taux d'intérêt.

La Facilité n'est pas directement affectée par les fluctuations de sa valeur économique ou les asymétries de prix entre différents éléments d'actif, éléments de passif et instruments de couverture étant donné i) qu'elle n'a pas de coûts d'emprunt directs ou d'éléments de passif porteurs d'intérêts et ii) qu'elle accepte l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur les produits de ses placements.

La Facilité mesure la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt de son portefeuille de prêts et des swaps de microcouverture par le calcul de la valeur du point de base.

La valeur du point de base mesure la variation de la valeur actuelle nette du portefeuille concerné résultant d'une augmentation d'un point de base (0,01 %) des taux d'intérêt pertinents: «marché monétaire - jusqu'à un an», «très court - 2 à 3 ans», «court - 4 à 6 ans», «moyen - 7 à 11 ans», «long - 12 à 20 ans» ou «très long - plus de 21 ans».

Pour déterminer la valeur actuelle nette des flux de trésorerie des prêts libellés en euros, la Facilité utilise la courbe de financement de base EUR de la BEI (courbe des swaps EUR ajustée au moyen de la marge de financement globale de la BEI). La courbe de financement USD de la BEI est utilisée pour calculer la valeur actuelle nette des flux de trésorerie des prêts libellés en USD. La valeur actuelle nette des flux de trésorerie des prêts libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de courbe d'actualisation fiable et suffisamment complète est déterminée en utilisant la courbe de financement de base EUR de la BEI en guise d'alternative.

Pour calculer la valeur actuelle nette des swaps de microcouverture, la Facilité utilise la courbe des swaps EUR pour les flux de trésorerie libellés en euros et la courbe des swaps USD pour les flux de trésorerie libellés dans cette monnaie.

Comme indiqué dans le tableau qui suit, la valeur actuelle nette du portefeuille de prêts au 31 décembre 2019, y compris les swaps de microcouverture, diminuerait de 533 000 EUR (baisse de 483 000 EUR au 31 décembre 2018) si toutes les courbes de taux d'intérêt concernées étaient relevées simultanément d'un point de base.

| Valeur du point de base (en milliers d'EUR) | Marché monétaire | Très court | Court | Moyen | Long | Très long | Total |
|--|---------------------|------------|-----------|------------|-------------|-----------|-------|
| Situation au 31.12.2019 | 1 an | 2 à 3 ans | 4 à 6 ans | 7 à 11 ans | 12 à 20 ans | 21 ans | |
| Sensibilité totale des prêts et swaps de microcouverture | -42 | -99 | -172 | -163 | -57 | - | -533 |

| Valeur du point de base (en milliers d'EUR) | Marché monétaire | Très court | Court | Moyen | Long | Très long | Total |
|--|---------------------|------------|-----------|------------|-------------|-----------|-------|
| Situation au 31.12.2018 | 1 an | 2 à 3 ans | 4 à 6 ans | 7 à 11 ans | 12 à 20 ans | 21 ans | |
| Sensibilité totale des prêts et swaps de microcouverture | -38 | -94 | -168 | -154 | -29 | - | -483 |

3.4.2 Risque de change

4

5 Le risque de change pour la Facilité désigne le risque de dégradation des revenus ou de la valeur économique résultant d'une évolution négative des taux de change.

6

Compte tenu de l'utilisation d'une monnaie de compte de référence (l'EUR pour la FI), la Facilité est exposée au risque de change en cas d'asymétrie entre les éléments d'actif et de passif libellés dans une monnaie de compte autre que la monnaie de compte de référence. Le risque de change comprend également l'effet des variations de la valeur des flux de trésorerie futurs libellés dans une monnaie de compte autre que la monnaie de compte de référence (p. ex., intérêts et dividendes), en raison de fluctuations des taux de change.

3.4.2.1 Risque de change et actifs de trésorerie

Les actifs de trésorerie de la Facilité sont libellés soit en EUR, soit en USD.

Le risque de change est couvert au moyen de transactions au comptant ou à terme, swaps de change ou swaps de devises. Lorsqu'il le juge nécessaire et approprié, le département Trésorerie de la BEI peut utiliser tout autre instrument, conforme à la politique de la Banque, qui fournisse une protection contre les risques de marché liés aux activités financières de la Facilité.

3.4.2.2 Risque de change et opérations financées ou garanties par la FI

Les contributions des États membres à la Facilité ont lieu en EUR. Les opérations financées ou garanties par la FI ainsi que les bonifications d'intérêts, quant à elles, peuvent être libellées en EUR, en USD ou dans toute autre monnaie autorisée.

Un risque de change existe (par rapport à l'euro, monnaie de référence) lorsque des opérations libellées dans des monnaies autres que l'EUR sont laissées sans couverture. Les instructions concernant la couverture du risque de change lié aux activités de la Facilité sont présentées ci-dessous.

3.4.2.2.1 Couverture des opérations libellées en USD

Le risque de change lié aux opérations de la Facilité libellées en USD est couvert sur une base agrégée au moyen de swaps de change EUR/USD, qui sont périodiquement renouvelés et ajustés eu égard au montant. Le recours aux swaps de change a un double objectif. D'une part, les liquidités nécessaires pour de nouveaux décaissements (prêts et instruments de capitaux propres) sont générées et, d'autre part, une macrocouverture du change est maintenue.

Au début de chaque période, les flux de trésorerie à recevoir ou à déboursier en USD pendant la période suivante sont estimés sur la base des rentrées et décaissements prévus ou attendus, après quoi les swaps de change venant à échéance sont renouvelés et leur montant ajusté afin de couvrir au moins les besoins de liquidités en USD projetés pour l'ensemble de la période suivante.

Tous les mois, la position de change en USD est couverte, en cas de dépassement des limites correspondantes, au moyen d'une opération au comptant ou à terme.

Entre deux renouvellements des swaps, les déficits inattendus de liquidités en USD sont couverts par des opérations ad hoc de swap de change, tandis que les excédents de liquidités sont soit investis dans des actifs de trésorerie, soit convertis en EUR s'ils sont imputables à une augmentation de la position de change.

3.4.2.2.2. Couverture des opérations libellées dans des monnaies autres que l'EUR ou l'USD

Les opérations de la Facilité libellées dans des monnaies autres que l'EUR et l'USD sont couvertes par des contrats d'échange de devises ayant le même profil financier que le prêt sous-jacent, sous réserve qu'un marché des contrats d'échange soit opérationnel.

La FI effectue des opérations libellées dans des monnaies pour lesquelles les possibilités de couverture ne sont pas optimales ou ne sont disponibles qu'à un coût élevé. Ces opérations sont libellées en monnaies locales mais réglées en EUR ou en USD. Le cadre relatif aux risques financiers de la FI, qui a été approuvé par le comité de la Facilité le 22 janvier 2015, permet de couvrir de manière synthétique le risque de change en monnaies locales qui présentent une corrélation positive importante avec l'USD au moyen de dérivés libellés en USD. Les monnaies locales qui font l'objet d'une couverture synthétique au moyen de dérivés libellés en USD sont inscrites dans le tableau de la section 3.4.2.2.3 ci-dessous sous «Monnaies locales (sous couverture synthétique)», tandis que les monnaies locales qui ne font pas l'objet de cette couverture synthétique sont inscrites dans le même tableau sous «Monnaies locales (sans couverture synthétique)».

7

3.4.2.2.3. Position de change (en milliers d'EUR)

4

Les tableaux de la présente note indiquent la position de change de la Facilité.

La position de change est présentée dans les tableaux ci-après suivant la stratégie de la FI en matière de risques (décrite dans le cadre relatif aux risques financiers de la Facilité). La position de change selon la stratégie en matière de risques est fondée sur les données comptables et définie comme la différence entre des éléments d'actif et de passif sélectionnés. Les éléments d'actif et les éléments de passif utilisés dans le calcul de la position de change selon la stratégie en matière de risques sont sélectionnés de telle sorte que la conversion des gains dans la monnaie de présentation (EUR) coïncide avec la date de leur réception.

La variation de la juste valeur des actions et autres titres à revenu variable est incluse dans la position de change selon la stratégie en matière de risques, ainsi que les pertes de valeur sur prêts et avances. Les dérivés inclus dans la position de change selon la stratégie en matière de risques sont pris en compte à leur valeur nominale plutôt qu'à leur juste valeur afin de permettre un alignement sur la valeur retenue des éléments d'actif, qui sont également pris en compte à leur valeur nominale ajustée de la perte de valeur pour les prêts.

Dans les tableaux ci-après, la part restante des éléments d'actif et de passif, qui comprend principalement les intérêts à recevoir sur les prêts, les dérivés et les subventions, est présentée sous «Position de change exclue de la stratégie en matière de risques».

| Au 31 décembre 2019 | Actifs et passifs | | | Engagements et passifs éventuels |
|--|---|---|---------------------------------|----------------------------------|
| | Position de change selon la stratégie en matière de risques | Position de change exclue de la stratégie en matière de risques | Position de change à la clôture | |
| Monnaies | | | | |
| USD | -103 746 | -56 632 | -160 378 | 637 693 |
| <i>Monnaies locales (sous couverture synthétique)*</i> | | | | |
| KES | 29 472 | 464 | 29 936 | - |
| TZS | 48 092 | 354 | 48 446 | - |
| DOP | 25 383 | 602 | 25 985 | - |
| UGX | 37 132 | 574 | 37 706 | - |
| RWF | 30 766 | 47 | 30 813 | - |
| <i>Monnaies locales (sans couverture synthétique)*</i> | | | | |
| HTG, MUR, MZN, XOF, ZMW, BWP, JMD, NGN, ZAR | 99 864 | -530 | 99 334 | - |
| Total monnaies autres que l'EUR | 166 963 | -55 121 | 111 842 | 637 693 |
| EUR | - | 3 075 194 | 3 075 194 | 2 741 023 |
| Total EUR et monnaies autres que l'EUR | 166 963 | 3 020 073 | 3 187 036 | 3 378 716 |

* Voir la section 3.4.2.2.2 pour des explications concernant la couverture synthétique.

| Au 31 décembre 2018 | Actifs et passifs | | | Engagements et passifs éventuels |
|--|---|---|---------------------------------|----------------------------------|
| Monnaies | Position de change selon la stratégie en matière de risques | Position de change exclue de la stratégie en matière de risques | Position de change à la clôture | |
| USD | -157 177 | -52 111 | -209 288 | 600 271 |
| <i>Monnaies locales (sous couverture synthétique)*</i> | | | | |
| KES | 35 806 | 252 | 36 058 | - |
| TZS | 71 195 | 814 | 72 009 | - |
| DOP | 35 311 | 821 | 36 132 | - |
| UGX | 45 731 | 769 | 46 500 | - |
| RWF | 24 176 | 17 | 24 193 | - |
| <i>Monnaies locales (sans couverture synthétique)*</i> | | | | |
| HTG, MUR, MZN, XOF, ZMW, BWP, JMD, NGN, ZAR | 74 265 | -432 | 73 833 | - |
| Total monnaies autres que l'EUR | 129 307 | -49 870 | 79 437 | 600 271 |
| EUR | - | 2 834 560 | 2 834 560 | 3 044 623 |
| Total EUR et monnaies autres que l'EUR | 129 307 | 2 784 690 | 2 913 997 | 3 644 894 |

* Voir la section 3.4.2.2.2 pour des explications concernant la couverture synthétique.

3.4.2.3 Analyse de sensibilité au change

Au 31 décembre 2019, une dépréciation de 10 % de l'EUR par rapport à toutes les autres monnaies entraînerait une augmentation des ressources des donateurs de 14,0 millions d'EUR (31 décembre 2018: 8,8 millions d'EUR). Une appréciation de 10 % de l'EUR par rapport à toutes les autres monnaies entraînerait une diminution des ressources des donateurs de 11,4 millions d'EUR (31 décembre 2018: 7,2 millions d'EUR).

3.4.2.4 Taux de conversion

Les taux de conversion suivants ont été utilisés pour l'établissement du bilan aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018:

| | 31 décembre 2019 | 31 décembre 2018 |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| Monnaies de pays tiers | | |
| Pula botswanais (BWP) | 11,8376 | 12,2038 |
| Peso dominicain (DOP) | 59,3644 | 57,4037 |
| Dollar des Fidji (FJD) | 2,4045 | 2,4104 |
| Gourde haïtienne (HTG) | 100,99 | 86,92 |
| Dollar jamaïcain (JMD) | 147,6966 | 144,081 |
| Shilling kényan (KES) | 113,63 | 116,24 |
| Ouguiya mauritanien (MRU)* | 42,2135 | 41,1660 |
| Roupie mauricienne (MUR) | 40,63 | 39,05 |
| Metical mozambicain (MZN) | 68,64 | 70,14 |
| Naira nigérian (NGN) | 343,45 | 351,05 |
| Franc rwandais (RWF) | 1 051,12 | 1 020,10 |
| Shilling tanzanien (TZS) | 2 573,66 | 2 624,33 |
| Shilling ougandais (UGX) | 4 108 | 4 239 |
| Dollar des États-Unis (USD) | 1,1234 | 1,145 |
| Franc CFA (XAF/XOF) | 655,957 | 655,957 |
| Rand d'Afrique du Sud (ZAR) | 15,7773 | 16,4594 |
| Kwacha de Zambie (ZMW) | 15,7894 | 13,6077 |

3.4.3 Risque de prix sur instruments de capitaux propres

12

Le risque de prix sur instruments de capitaux propres désigne le risque de diminution de la juste valeur des participations dans ces instruments à la suite des variations des prix et/ou de la valeur des participations concernées.

La Facilité est exposée au risque de prix sur instruments de capitaux propres à travers ses prises de participation directes et ses investissements dans des fonds de capital-risque.

La valeur des participations non cotées n'est pas facilement disponible aux fins d'un suivi et d'un contrôle continu. Pour ces positions, les meilleures indications disponibles sont notamment les prix dérivés d'une technique de valorisation appropriée.

L'effet sur les ressources des donateurs de la Facilité d'une variation de +/- 10 % de la valeur des participations directes concernées et des investissements en capital-risque (en conséquence d'une variation de la juste valeur du portefeuille d'instruments de capitaux propres), toutes les autres variables demeurant constantes, s'élève respectivement à 62,0 millions d'EUR et à - 62,0 millions d'EUR au 31 décembre 2019 (56,7 millions d'EUR et - 56,7 millions d'EUR au 31 décembre 2018).

1 4 Justes valeurs des instruments financiers

4.1 Classifications comptables et justes valeurs

2 Le tableau ci-dessous présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs et passifs financiers, notamment leurs niveaux dans la hiérarchie des justes valeurs. Il n'inclut aucune information sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers non comptabilisés à leur juste valeur si la valeur comptable constitue une approximation raisonnable de la juste valeur.

| Au 31 décembre 2019 (en milliers d'EUR) | Valeur comptable | | | | | Total | Juste valeur | | | |
|---|--------------------------------|--|------------------------------|---------------------------------|---------------------------|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|
| | Instruments financiers dérivés | Actions et autres titres à revenu variable | Liquidités, prêts et avances | Actifs financiers de trésorerie | Autres passifs financiers | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
| Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | | | | | |
| Instruments financiers dérivés | 14 184 | - | - | - | - | 14 184 | - | 14 184 | - | 14 184 |
| Fonds de capital-risque | - | 504 694 | - | - | - | 504 694 | 362 | - | 504 332 | 504 694 |
| Prises de participation directes | - | 115 234 | - | - | - | 115 234 | 15 255 | - | 99 979 | 115 234 |
| Prêts et avances | - | - | 21 702 | - | - | 21 702 | - | - | 21 702 | 21 702 |
| Total actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | 14 184 | 619 928 | 21 702 | - | - | 655 814 | 15 617 | 35 886 | 604 311 | 655 814 |
| Actifs financiers évalués au coût amorti | | | | | | | | | | |
| Liquidités et équivalents | - | - | 837 777 | - | - | 837 777 | - | - | - | - |
| Prêts et avances | - | - | 1 496 973 | - | - | 1 496 973 | - | 1 699 057 | - | 1 699 057 |
| Montants à recevoir des donateurs | - | - | 86 330 | - | - | 86 330 | - | - | - | - |
| Actifs financiers de trésorerie | - | - | - | 330 587 | - | 330 587 | 144 097 | 186 083 | - | 330 180 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total actifs financiers évalués au coût amorti | - | - | 2 421 080 | 330 587 | - | 2 751 667 | 144 097 | 1 885 140 | - | 2 029 237 |
| Total actifs financiers | 14 184 | 619 928 | 2 442 782 | 330 587 | - | 3 407 487 | | | | |
| Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | | | | | |
| Instruments financiers dérivés | -191 | - | - | - | - | -191 | - | -191 | - | -191 |
| Total passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | -191 | - | - | - | - | -191 | - | -191 | - | -191 |
| Passifs financiers évalués au coût amorti | | | | | | | | | | |
| Provisions pour garanties émises | - | - | - | - | -628 | -628 | | | | |
| Provisions pour engagements de prêt | - | - | - | - | -37 269 | -37 269 | | | | |

| | | | | | | |
|--|-------------|---|---|---|-----------------|-----------------|
| Dettes envers les tiers | - | - | - | - | -147 438 | -147 438 |
| Autres éléments du passif | - | - | - | - | -2 353 | -2 353 |
| Total passifs financiers évalués au coût amorti | - | - | - | - | -187 688 | -187 688 |
| Total passifs financiers | -191 | - | - | - | -187 688 | -187 879 |

4 Justes valeurs des instruments financiers (suite)

4.1 Classifications comptables et justes valeurs (suite)

| Au 31 décembre 2018 (en milliers d'EUR) | Valeur comptable | | | | | | Juste valeur | | | |
|---|--|---|---|---|--------------------------------------|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|
| | Instru- ments finan- ciers dérivés | Actions et autres titres à revenu variable | Liquidi- tés, prêts et créances à recevoir | Actifs finan- ciers de trésore- rie | Autres passifs finan- ciers | Total | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
| Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | | | | | |
| Instruments financiers dérivés | 9 873 | - | - | - | - | 9 873 | - | 9 873 | - | 9 873 |
| Fonds de capital-risque | - | 467 152 | - | - | - | 467 152 | - | - | 467 152 | 467 152 |
| Prises de participation directes | - | 100 140 | - | - | - | 100 140 | 16 675 | - | 83 465 | 100 140 |
| Prêts et avances | - | - | 720 | - | - | 720 | - | 720 | - | 720 |
| Total actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | 9 873 | 567 292 | 720 | - | - | 577 885 | 16 675 | 10 593 | 550 617 | 577 885 |
| Actifs financiers évalués au coût amorti | | | | | | | | | | |
| Liquidités et équivalents | - | - | 573 708 | - | - | 573 708 | - | - | - | - |
| Prêts et avances | - | - | 1 540 271 | - | - | 1 540 271 | - | 1 760 576 | - | 1 760 576 |
| Montants à recevoir des donateurs | - | - | 100 000 | - | - | 100 000 | - | - | - | - |
| Actifs financiers de trésorerie | - | - | - | 335 140 | - | 335 140 | 191 475 | 145 061 | - | 336 536 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | 171 | - | - | 171 | - | - | - | - |
| Total actifs financiers évalués au coût amorti | - | - | 2 214 150 | 335 140 | - | 2 549 290 | 191 475 | 1 905 637 | - | 2 097 112 |
| Total actifs financiers | 9 873 | 567 292 | 2 214 870 | 335 140 | - | 3 127 175 | | | | |
| Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | | | | | |
| Instruments financiers dérivés | -8 493 | - | - | - | - | -8 493 | - | -8 493 | - | -8 493 |
| Total passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | -8 493 | - | - | - | - | -8 493 | - | -8 493 | - | -8 493 |
| Passifs financiers évalués au coût amorti | | | | | | | | | | |
| Provisions pour garanties émises | - | - | - | - | -793 | -793 | - | - | - | - |
| Provisions pour engagements de prêt | - | - | - | - | -23 822 | -23 822 | - | - | - | - |
| Dettes envers les tiers | - | - | - | - | -143 813 | -143 813 | - | - | - | - |
| Autres éléments du passif | - | - | - | - | -2 493 | -2 493 | - | - | - | - |
| Total passifs financiers évalués au coût amorti | - | - | - | - | -170 921 | -170 921 | - | - | - | - |
| Total passifs financiers | -8 493 | - | - | - | -170 921 | -179 414 | | | | |

4.2 Évaluation des justes valeurs

4.1

4.2.1 Techniques de valorisation et données non observables importantes

Le tableau ci-dessous présente des informations relatives aux techniques de valorisation et aux données non observables importantes utilisées pour évaluer les instruments financiers classés aux niveaux 2 et 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

| Techniques de valorisation | Données non observables importantes | Relation entre les données non observables et |
|----------------------------|-------------------------------------|---|
|----------------------------|-------------------------------------|---|

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

| Instruments financiers dérivés | Flux de trésorerie actualisés: les flux de trésorerie futurs sont estimés sur la base des taux de change/d'intérêt à terme (à partir des taux de change à terme et des courbes de rendement observables à la fin de la période comptable) et des contrats à terme/taux d'intérêt, avec une actualisation à un taux reflétant le risque de crédit des différentes contreparties. | Sans objet. | Sans objet. |
|----------------------------------|---|---|---|
| Fonds de capital-risque | Méthode de l'actif net corrigé: la juste valeur est déterminée en appliquant le pourcentage que possède la Facilité dans le véhicule sous-jacent à la valeur de l'actif net indiquée dans les derniers comptes en date, corrigée des flux de trésorerie, ou, si elle est disponible, en utilisant la valeur exacte de la participation à la même date, indiquée par le gestionnaire de fonds concerné. Pour couvrir l'intervalle entre la dernière valeur de l'actif net disponible et les comptes en fin d'exercice, les événements postérieurs à la date de clôture sont ensuite passés en revue et la valeur de l'actif net déclarée est corrigée si nécessaire. | Correction relative au temps écoulé entre la dernière date de clôture des comptes du fonds de capital-risque et la date de l'évaluation, en tenant compte des charges opérationnelles et des frais de gestion, des variations ultérieures de la juste valeur des actifs sous-jacents du fonds de capital-risque, des passifs supplémentaires accumulés, de l'évolution du marché ou d'autres changements de la situation économique. | Plus le temps écoulé entre la date de l'évaluation de la juste valeur et la dernière date de clôture des comptes du fonds de capital-risque est long, plus la correction relative au temps écoulé est élevée. |
| Prises de participation directes | Actifs nets corrigés | Correction relative au temps écoulé entre la dernière date de clôture des comptes de la société et la date de l'évaluation, en tenant compte des charges opérationnelles, des variations ultérieures de la juste valeur des actifs sous-jacents de la société, des passifs supplémentaires accumulés, de l'évolution du marché ou d'autres changements de la situation économique, des augmentations de capital et des ventes ou modifications du pouvoir de contrôle. Décote pour négociabilité (liquidité) insuffisante déterminée en référence au prix de transactions antérieures pour des titres similaires dans le pays/la région, comprise entre 5 et 30 %. | Plus la décote pour écart de négociabilité est élevée, plus la juste valeur est basse. |
| Prêts à la juste valeur (IFE) | Pour les emprunteurs en continuité d'exploitation: flux de trésorerie actualisés à partir des flux de trésorerie futurs contractuels/attendus, actualisés au moyen d'un taux approprié, adapté en fonction du risque, qui reflète le risque inhérent au prêt (y compris le risque de crédit de l'emprunteur). Ce taux d'actualisation est comparé/évalué à l'aide de toute référence de marché pertinente. Pour les emprunteurs qui ne sont pas en continuité d'exploitation: approche fondée sur les actifs nets (approche de la valeur de liquidation). | Composantes du taux d'actualisation visant à refléter le risque de crédit de l'emprunteur par rapport aux taux du marché sans risque. | Plus le taux d'actualisation est élevé, plus la juste valeur est faible. |

4.2 4.2.1 Techniques de valorisation et données non observables importantes (suite)

| Techniques de valorisation | | Données non observables importantes | Relation entre les données non observables et l'évaluation de la juste valeur |
|---|--|-------------------------------------|---|
| Instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur | | | |
| Prêts et avances | Flux de trésorerie actualisés: le modèle de valorisation se base sur des flux de trésorerie contractuels qui dépendent de l'absence de défaillance du débiteur et ne tiennent pas compte de la valeur des sûretés ni de scénarios de remboursements anticipés. Pour obtenir la valeur actuelle nette des prêts, le modèle retenu actualise les flux de trésorerie contractuels de chaque prêt au moyen d'une courbe d'actualisation basée sur le marché et corrigée. La valeur actuelle nette de chaque prêt est ensuite corrigée pour tenir compte de la perte anticipée concernée. Les résultats sont ensuite additionnés pour obtenir la juste valeur des prêts et des avances. | Sans objet. | Sans objet. |
| Actifs financiers de trésorerie | Flux de trésorerie actualisés. | Sans objet. | Sans objet. |

Avec l'application d'IFRS 13, les corrections apportées à la valorisation sont intégrées dans la juste valeur des instruments dérivés aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018, à savoir:

- les ajustements de l'évaluation de crédit (AEC) qui reflètent le risque de crédit de contrepartie lié aux opérations sur instruments dérivés, s'élevant à - 32 800 EUR au 31 décembre 2019 et à - 37 400 EUR au 31 décembre 2018;
- les ajustements des valeurs de débit (AVD) qui reflètent le risque de crédit interne lié aux opérations sur instruments dérivés, s'élevant à + 28 700 EUR au 31 décembre 2019 et à + 15 100 EUR au 31 décembre 2018.

4.2.2 Transferts entre le niveau 1 et le niveau 2

La politique de la Facilité est de comptabiliser les transferts entre niveaux à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert.

En 2018 et 2019, la Facilité n'a pas effectué de transfert du niveau 1 au niveau 2 (ou vice-versa) de la hiérarchie des justes valeurs.

4.2.3 Justes valeurs de niveau 3

Rapprochement des justes valeurs de niveau 3

Les tableaux qui suivent présentent les changements relatifs aux instruments de niveau 3 pour les exercices clos le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018, respectivement:

| (en milliers d'EUR) | Actions et autres titres à revenu variable |
|---|--|
| Solde au 1^{er} janvier 2019 | 550 617 |
| Gains ou pertes du compte de résultat: | |
| - résultat net réalisé sur actions et autres titres à revenu variable | 1 708 |
| - variation nette de la juste valeur des actions et autres titres à revenu variable | 17 666 |
| Total | 19 374 |
| Décaissements | 106 943 |
| Remboursements | -79 435 |
| Différences de change | 6 812 |
| Solde au 31 décembre 2019 | 604 311 |

| (en milliers d'EUR) | Actions et autres titres à revenu variable |
|---|--|
| Solde au 1^{er} janvier 2018 | 473 081 |
| Gains ou pertes du compte de résultat: | |
| - résultat net réalisé sur actions et autres titres à revenu variable | -10 622 |
| - variation nette de la juste valeur des actions et autres titres à revenu variable | -13 411 |
| Total | -24 033 |
| Décaissements | 95 434 |
| Remboursements | -11 165 |
| Différences de change | 17 300 |
| Solde au 31 décembre 2018 | 550 617 |

En 2018 et 2019, la Facilité n'a pas effectué de transfert du niveau 3 ou vers le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

5 Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents se décomposent comme suit:

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|----------------|----------------|
| Fonds en caisse | 72 166 | 51 936 |
| Dépôts à terme | 622 991 | 521 882 |
| Billets de trésorerie | 142 823 | - |
| Liquidités et équivalents dans le tableau des flux de trésorerie | 837 980 | 573 818 |
| Intérêts courus | -203 | -110 |
| Liquidités et équivalents dans l'état de la situation financière | 837 777 | 573 708 |

1

2 6 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés classés comme détenus à des fins de transaction se décomposent principalement comme suit:

| Au 31 décembre 2019 (en milliers d'EUR) | Juste valeur | | Montant notionnel |
|---|---------------|-------------|-------------------|
| | Actifs | Passifs | |
| Contrats d'échange (swaps) de devises | - | - | - |
| Contrats d'échange de taux | 99 | -191 | 24 181 |
| Swaps de change | 14 085 | - | 1 545 000 |
| Total instruments financiers dérivés | 14 184 | -191 | 1 569 181 |

| Au 31 décembre 2018 (en milliers d'EUR) | Juste valeur | | Montant notionnel |
|---|--------------|---------------|-------------------|
| | Actifs | Passifs | |
| Swaps croisés de devises et de taux | 340 | -665 | 5 245 |
| Contrats d'échange de taux | 654 | - | 28 470 |
| Swaps de change | 8 879 | -7 828 | 1 460 608 |
| Total instruments financiers dérivés | 9 873 | -8 493 | 1 494 323 |

7 Prêts et avances

7.1 Prêts et avances

Le tableau qui suit présente un rapprochement des prêts et avances entre le solde d'ouverture et le solde de clôture, compte tenu du modèle de dépréciation d'IFRS 9 fondé sur les pertes de crédit attendues.

| (en milliers d'EUR) | Prêts globaux* | Prêts de premier rang | Prêts subordonnés | POCI | Total |
|--|------------------|-----------------------|-------------------|---------------|------------------|
| Montant nominal des prêts au coût amorti au 1^{er} janvier 2019 | 1 051 317 | 593 324 | 60 717 | 3 588 | 1 708 946 |
| Décassements | 164 308 | 123 416 | - | - | 287 724 |
| Réductions de valeur | -2 | -278 | - | - | -280 |
| Remboursements | -206 517 | -113 100 | -34 496 | - | -354 113 |
| Vente de prêts | -2 591 | - | - | - | -2 591 |
| Modification du modèle économique (IFE)** | - | -10 062 | - | -3 588 | -13 650 |
| Différences de change | 15 041 | 4 064 | 1 493 | - | 20 598 |
| Montant nominal des prêts au coût amorti au 31 décembre 2019 | 1 021 556 | 597 364 | 27 714 | - | 1 646 634 |
| Dépréciation – corrections de valeur pour pertes au 1^{er} janvier 2019 | -103 868 | -49 609 | -29 360 | -1 794 | -184 631 |
| Variations nettes des ECL 12 mois à venir | 5 164 | -86 | - | - | 5 078 |
| Variations nettes des ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | -15 558 | 2 559 | 2 205 | - | -10 794 |
| ECL durée de vie sur actifs dépréciés | -4 397 | -47 | - | - | -4 444 |
| Reprises sur ECL durée de vie sur actifs dépréciés | 21 811 | 5 592 | - | - | 27 403 |
| Vente de prêts | 2 591 | - | - | - | 2 591 |
| Modification du modèle économique (IFE)** | - | 5 031 | - | 1 794 | 6 825 |
| Réductions de valeur | 2 | 278 | - | - | 280 |
| Différences de change | -1 911 | -368 | -559 | - | -2 838 |
| Dépréciation – corrections de valeur pour pertes au 31 décembre 2019 | -96 166 | -36 650 | -27 714 | - | -160 530 |
| Prêts et avances au coût amorti au 31 décembre 2019 | 925 390 | 560 714 | - | - | 1 486 104 |
| Montant nominal des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net au 1^{er} janvier 2019 | 1 800 | - | - | - | 1 800 |
| Décassements | - | 23 461 | - | - | 23 461 |
| Modification du modèle économique (IFE)** | - | 13 650 | - | - | 13 650 |
| Remboursements | -720 | -245 | - | - | -965 |
| Réductions de valeur | - | - | - | - | - |
| Différences de change | - | -8 | - | - | -8 |
| Montant nominal des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 décembre 2019 | 1 080 | 36 858 | - | - | 37 938 |
| Ajustement de la juste valeur au 1^{er} janvier 2019 | -1 080 | - | - | - | -1 080 |
| Variation nette de la juste valeur | - | -8 331 | - | - | -8 331 |
| Modification du modèle économique (IFE)** | - | -6 825 | - | - | -6 825 |
| Ajustement de la juste valeur au 31 décembre 2019 | -1 080 | -15 156 | - | - | -16 236 |
| Prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 décembre 2019 | - | 21 702 | - | - | 21 702 |
| Coût amorti | -3 545 | -4 950 | 10 | - | -8 485 |
| Intérêts | 10 451 | 8 903 | - | - | 19 354 |
| Prêts et avances au 31 décembre 2019 | 932 296 | -586 369 | 10 | - | 1 518 675 |

* Y compris accords de délégation.

* Voir la note 24 pour de plus amples informations.

3 7

Prêts et avances (suite)

7.1 Prêts et avances (suite)

| (en milliers d'EUR) | Prêts globaux* | Prêts de premier rang | Prêts subordonnés | POCI | Total |
|--|-------------------|-----------------------------|----------------------|---------------|------------------|
| Montant nominal des prêts au coût amorti au 1^{er} janvier 2018 | 1 003 294 | 687 499 | 62 546 | - | 1 753 339 |
| Décassements | 203 352 | 52 274 | - | 3 588 | 259 214 |
| Réductions de valeur | - | - | - | - | - |
| Remboursements | -192 355 | -157 952 | -4 548 | - | -354 855 |
| Intérêts capitalisés | - | - | - | - | - |
| Différences de change | 37 026 | 11 503 | 2 719 | - | 51 248 |
| Montant nominal des prêts au coût amorti au 31 décembre 2018 | 1 051 317 | 593 324 | 60 717 | 3 588 | 1 708 946 |
| Dépréciations – corrections de valeur pour pertes au 1^{er} janvier 2018 | -35 082 | -57 911 | -62 546 | - | -155 539 |
| Variations nettes des ECL 12 mois à venir | -1 853 | 288 | - | - | -1 565 |
| Variations nettes des ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | 4 696 | 870 | -2 146 | - | 3 420 |
| ECL durée de vie sur actifs dépréciés | -71 204 | - | - | -1 794 | -72 998 |
| Reprises sur ECL durée de vie sur actifs dépréciés | 2 214 | 8 480 | 37 678 | - | 48 372 |
| Réductions de valeur | - | - | - | - | - |
| Différences de change | -2 639 | -1 336 | -2 346 | - | -6 321 |
| Dépréciation – corrections de valeur pour pertes au 1^{er} janvier 2018 | -103 868 | -49 609 | -29 360 | -1 794 | -184 631 |
| Prêts et avances au coût amorti au 31 décembre 2018 | 947 449 | 543 715 | 31 357 | 1 794 | 1 524 315 |
| Montant nominal des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net au 1^{er} janvier 2018 | 1 800 | - | - | - | 1 800 |
| Décassements | - | - | - | - | - |
| Remboursements | - | - | - | - | - |
| Réductions de valeur | - | - | - | - | - |
| Différences de change | - | - | - | - | - |
| Montant nominal des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 décembre 2018 | 1 800 | - | - | - | 1 800 |
| Ajustement de la juste valeur au 1^{er} janvier 2018 | -378 | - | - | - | -378 |
| Variation nette de la juste valeur | -702 | - | - | - | -702 |
| Ajustement de la juste valeur au 31 décembre 2018 | -1 080 | - | - | - | -1 080 |
| Prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 décembre 2018 | 720 | - | - | - | 720 |
| Coût amorti | -3 550 | -3 109 | 11 | - | -6 648 |
| Intérêts | 12 330 | 9 243 | 1 031 | - | 22 604 |
| Prêts et avances au 31 décembre 2018 | 956 949 | 549 849 | 32 399 | 1 794 | 1 540 991 |

* Y compris accords de délégation.

7.2 Dépréciation de prêts et avances – Corrections de valeur pour pertes, nettes de reprises

| (en milliers d'EUR) | 2019 | | | POCI | Total |
|--|---------------------|---|---------------------------------------|--------------|----------------|
| | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | | |
| Prêts et avances au coût amorti | | | | | |
| Solde au 1^{er} janvier 2019 | 22 023 | 27 342 | 133 472 | 1 794 | 184 631 |
| Transfert vers ECL 12 mois à venir | 3 952 | - | - | - | 3 952 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | -4 005 | 25 150 | - | - | 21 145 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs dépréciés | - | -46 | - | - | -46 |
| Vente de prêts | - | - | -2 591 | - | -2 591 |
| Modification du modèle économique (IFE)** | - | -10 | -5 031 | -1 794 | -6 835 |
| Actifs financiers décomptabilisés | -129 | -10 049 | - | - | -10 178 |
| Réductions de valeur | - | - | -280 | - | -280 |
| Différences de change | 247 | 371 | 2 221 | - | 2 839 |
| Solde au 31 décembre 2019 | 17 191 | 38 509 | 104 830 | - | 160 530 |

* Voir la note 24 pour de plus amples informations.

| (en milliers d'EUR) | 2018 | | | POCI | Total |
|--|---------------------|---|---------------------------------------|--------------|----------------|
| | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | | |
| Prêts et avances au coût amorti | | | | | |
| Solde au 1^{er} janvier 2018 | 19 738 | 29 975 | 105 826 | - | 155 539 |
| Transfert vers ECL 12 mois à venir | 2 285 | - | - | - | 2 285 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | - | -2 633 | - | - | -2 633 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs dépréciés | - | - | 27 646 | 1 794 | 29 440 |
| Solde au 31 décembre 2018 | 22 023 | 27 342 | 133 472 | 1 794 | 184 631 |

4 8

Actions et autres titres à revenu variable

Le tableau qui suit présente un rapprochement des participations entre le solde d'ouverture et le solde de clôture:

| (en milliers d'EUR) | Fonds de capital-risque | Prises de participation directes | Total |
|---|-------------------------|----------------------------------|----------------|
| Coût au 1^{er} janvier 2019 | 421 593 | 93 214 | 514 807 |
| Décassements | 90 972 | 15 971 | 106 943 |
| Remboursements / ventes | -56 387 | -13 361 | -69 748 |
| Différences de change | 6 126 | 281 | 6 407 |
| Coût au 31 décembre 2019 | 462 304 | 96 105 | 558 409 |
| Pertes ou gains latents au 1^{er} janvier 2019 | 45 559 | 6 926 | 52 485 |
| Variation nette des gains et pertes latents | -3 488 | 12 117* | 8 629 |
| Différences de change | 319 | 86 | 405 |
| Pertes ou gains latents au 31 décembre 2019 | 42 390 | 19 129 | 61 519 |
| Actions et autres titres à revenu variable au 31 décembre 2019 | 504 694 | 115 234 | 619 928 |

* Inclut l'inexactitude concernant la détermination de la juste valeur effectuée au 31 décembre 2018, pour un montant de 5 853 000 EUR, qui a été corrigée en 2019. Si l'on exclut cet élément, la variation nette des gains et pertes latents s'élève à 17 970 000 EUR pour l'exercice 2019.

| (en milliers d'EUR) | Fonds de capital-risque | Prises de participation directes | Total |
|---|-------------------------|----------------------------------|----------------|
| Coût au 1^{er} janvier 2018 | 356 086 | 70 310 | 426 396 |
| Décassements | 73 250 | 22 184 | 95 434 |
| Remboursements / ventes | -21 681 | -635 | -22 316 |
| Différences de change | 13 938 | 1 355 | 15 293 |
| Coût au 31 décembre 2018 | 421 593 | 93 214 | 514 807 |
| Pertes ou gains latents au 1^{er} janvier 2018 | 64 018 | 7 125 | 71 143 |
| Variation nette des gains et pertes latents | -20 493 | -172 | -20 665 |
| Différences de change | 2 034 | -27 | 2 007 |
| Pertes ou gains latents au 31 décembre 2018 | 45 559 | 6 926 | 52 485 |
| Actions et autres titres à revenu variable au 31 décembre 2018 | 467 152 | 100 140 | 567 292 |

5 9 Montants à recevoir des donateurs

Les montants de 86 330 000 EUR à recevoir des donateurs sont entièrement composés des contributions appelées mais non encore versées des États membres.

6 10 Actifs financiers de trésorerie

Le portefeuille de trésorerie est composé d'obligations cotées ayant une durée résiduelle de moins de trois mois à la date de clôture. Le tableau suivant présente les mouvements du portefeuille de trésorerie:

| (en milliers d'EUR) | |
|---|----------------|
| Solde au 1^{er} janvier 2019 | 335 140 |
| Acquisitions | 2 948 021 |
| Échéances | -2 952 905 |
| Variation de l'amortissement des primes/décotes | -93 |
| Variation des intérêts courus | 424 |
| Solde au 31 décembre 2019 | 330 587 |

| (en milliers d'EUR) | |
|---|----------------|
| Solde au 1^{er} janvier 2018 | 144 382 |
| Acquisitions | 2 219 062 |
| Échéances | -2 026 659 |
| Variation de l'amortissement des primes/décotes | 149 |
| Variation des intérêts courus | -1 794 |
| Solde au 31 décembre 2018 | 335 140 |

7 11 Autres éléments de l'actif

Les autres éléments de l'actif se décomposent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Garanties financières | - | 171 |
| Total des autres éléments de l'actif | - | 171 |

8 12 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance se décomposent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Bonifications d'intérêts perçues d'avance | 32 085 | 32 658 |
| Commissions perçues d'avance sur prêts et avances | 481 | 1 106 |
| Total des produits constatés d'avance | 32 566 | 33 764 |

9 13 Provisions pour garanties émises, nettes de reprises

Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement des provisions pour garanties financières entre le solde d'ouverture et le solde de clôture, dans le cadre du modèle d'IFRS 9 fondé sur les pertes de crédit attendues (ECL).

| (en milliers d'EUR) | 2019 | | | Total |
|--|---------------------|---|---------------------------------------|------------|
| | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | |
| Garanties émises | | | | |
| Solde au 1^{er} janvier | 94 | 699 | - | 793 |
| Transfert vers ECL 12 mois à venir | 534 | - | - | 534 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | - | - | - | - |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs dépréciés | - | - | - | - |
| Garanties décomptabilisées | - | -588 | - | -588 |
| Appels de garantie | - | -53 | - | -53 |
| Amortissement des commissions de mise en place | - | -71 | - | -71 |
| Différences de change | - | 13 | - | 13 |
| Solde au 31 décembre | 628 | - | - | 628 |

| (en milliers d'EUR) | 2018 | | | Total |
|--|---------------------|---|---------------------------------------|------------|
| | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | |
| Garanties émises | | | | |
| Solde au 1^{er} janvier | - | 484 | - | 484 |
| Transfert vers ECL 12 mois à venir | 94 | - | - | 94 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | - | 391 | - | 391 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs dépréciés | - | - | - | - |
| Garanties décomptabilisées | - | - | - | - |
| Appels de garantie | - | - | - | - |
| Amortissement des commissions de mise en place | - | -128 | - | -128 |
| Différences de change | - | -48 | - | -48 |
| Solde au 31 décembre | 94 | 699 | - | 793 |

10 14 Provisions pour engagements de prêt, nettes de reprises

11

Le tableau qui suit présente un rapprochement des corrections de valeur pour pertes relatives aux prêts non décaissés (engagements de prêt) entre le solde d'ouverture et le solde de clôture, dans le cadre du modèle d'IFRS 9 fondé sur les pertes de crédit attendues.

| (en milliers d'EUR) | 2019 | | | Total |
|--|---------------------|---|---------------------------------------|---------------|
| | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | |
| Engagements de prêt | | | | |
| Solde au 1^{er} janvier | 7 225 | 16 597 | - | 23 822 |
| Transfert vers ECL 12 mois à venir | 1 669 | 9 983 | - | 11 652 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | -836 | 15 138* | - | 14 302 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs dépréciés | - | - | - | - |
| Évaluation du montant net de la correction de valeur pour pertes | 696 | 773 | - | 1 469 |
| Modification du modèle économique (IFE)** | -2 974 | -1 387 | - | -4 361 |
| Actifs financiers décomptabilisés | -1 960 | -7 858 | - | -9 818 |
| Différences de change | 123 | 80 | - | 203 |
| Solde au 31 décembre | 3 943 | 33 326 | - | 37 269 |

* La méthode d'estimation des provisions pour engagements de prêt au 31 décembre 2019 a été modifiée pour les engagements de prêt de stade 2, de sorte que la Facilité n'a pas appliqué les facteurs de conversion de crédit dans ses calculs. Cette modification a donné lieu à un surcroît de pertes de crédit attendues de 7,7 millions d'EUR.

** Voir la note 24 pour de plus amples informations.

| (en milliers d'EUR) | 2018 | | | Total |
|--|---------------------|---|---------------------------------------|---------------|
| | ECL 12 mois à venir | ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | ECL durée de vie sur actifs dépréciés | |
| Engagements de prêt | | | | |
| Solde au 1^{er} janvier | 1 993 | 2 163 | - | 4 156 |
| Transfert vers ECL 12 mois à venir | 5 192 | - | - | 5 192 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs non dépréciés | - | 14 420 | - | 14 420 |
| Transfert vers ECL durée de vie sur actifs dépréciés | - | - | - | - |
| Différences de change | 40 | 14 | - | 54 |
| Solde au 31 décembre | 7 225 | 16 597 | - | 23 822 |

12

13 15 Dettes envers les tiers

14

Les dettes envers les tiers se décomposent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|----------------|----------------|
| Charges administratives générales nettes dues à la BEI | 50 009 | 47 799 |
| Autres montants dus à la BEI | 31 | 54 |
| Bonifications d'intérêts et AT non encore décaissées dues aux États membres | 97 398 | 95 960 |
| Total des dettes envers les tiers | 147 438 | 143 813 |

15 16 Autres éléments du passif

16

Les autres éléments du passif se répartissent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|--|--------------|--------------|
| Remboursements de prêts reçus de manière anticipée | 1 961 | 2 124 |
| Produits constatés d'avance issus des bonifications d'intérêts | 339 | 369 |
| Appels de garanties financières | 53 | - |
| Total des autres éléments du passif | 2 353 | 2 493 |

17 17 Contribution des États membres, fraction appelée (en milliers d'EUR)

18

| États membres | Contribution à la Facilité | Contribution aux bonifications d'intérêts et à l'assistance technique | Contribution totale | Montant appelé mais non versé* |
|----------------------------------|----------------------------|---|---------------------|--------------------------------|
| Autriche | 76 442 | 9 592 | 86 034 | 2 410 |
| Belgique | 112 757 | 14 105 | 126 862 | 3 530 |
| Bulgarie | 1 274 | 336 | 1 610 | 140 |
| Chypre | 819 | 216 | 1 035 | 90 |
| République tchèque | 4 641 | 1 224 | 5 865 | 510 |
| Danemark | 62 220 | 7 875 | 70 095 | 2 000 |
| Estonie | 455 | 120 | 575 | 50 |
| Finlande | 43 821 | 5 655 | 49 476 | 1 470 |
| France | 677 756 | 81 837 | 759 593 | 19 550 |
| Allemagne | 667 065 | 82 766 | 749 831 | 20 500 |
| Grèce | 39 090 | 5 324 | 44 414 | 1 470 |
| Hongrie | 5 005 | 1 320 | 6 325 | 550 |
| Irlande | 21 034 | 3 075 | 24 109 | 910 |
| Italie | 374 974 | 48 883 | 423 857 | 12 860 |
| Lettonie | 637 | 168 | 805 | 70 |
| Lituanie | 1 092 | 288 | 1 380 | 120 |
| Luxembourg | 8 422 | 1 065 | 9 487 | 270 |
| Malte | 273 | 72 | 345 | 30 |
| Pays-Bas | 151 510 | 19 140 | 170 650 | 4 850 |
| Pologne | 11 830 | 3 120 | 14 950 | 1 300 |
| Portugal | 30 418 | 4 154 | 34 572 | 2 300 |
| Roumanie | 3 367 | 888 | 4 255 | 370 |
| Slovaquie | 1 911 | 504 | 2 415 | 210 |
| Slovénie | 1 638 | 432 | 2 070 | 180 |
| Espagne | 191 564 | 27 231 | 218 795 | 7 850 |
| Suède | 81 090 | 10 499 | 91 589 | 2 740 |
| Royaume-Uni | 395 895 | 53 802 | 449 697 | - |
| Total au 31 décembre 2019 | 2 967 000 | 383 691 | 3 350 691 | 86 330 |
| Total au 31 décembre 2018 | 2 697 000 | 353 691 | 3 050 691 | 100 000 |

* Le 24 octobre 2019, le Conseil a fixé le montant de la contribution financière à verser par chaque État membre avant le 21 janvier 2020. Au 31 décembre 2019, 86 330 EUR n'avaient pas été versés.

19 18

Engagements et passifs éventuels

| (en milliers d'EUR) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|---|------------------|------------------|
| Engagements | | |
| Prêts non décaissés | 1 357 320 | 1 283 931 |
| Engagements non décaissés au titre des actions et autres titres à revenu variable | 405 920 | 347 167 |
| Garanties émises | 200 013 | 2 800 |
| Bonifications d'intérêts et assistance technique | 455 671 | 457 328 |
| Passifs éventuels | | |
| Garanties signées non émises | 1 359 818 | 1 553 668 |
| Total engagements et passifs éventuels | 3 778 742 | 3 644 894 |

20 19

Intérêts et produits et charges assimilés

Les intérêts et produits assimilés se décomposent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|---|------------------------------|------------------------------|
| Prêts et avances | 89 244 | 92 506 |
| Bonifications d'intérêts | 4 679 | 4 224 |
| Total des intérêts et produits assimilés | 93 923 | 96 730 |

Les intérêts et charges assimilées se décomposent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|---|------------------------------|------------------------------|
| Instruments financiers dérivés | -261 | -563 |
| Liquidités et équivalents | -722 | -654 |
| Actifs financiers de trésorerie | -1 965 | -1 322 |
| Total des intérêts et charges assimilées | -2 948 | -2 539 |

21

22 20

Revenus et frais d'honoraires et de commissions

Les revenus d'honoraires et de commissions se décomposent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|---|------------------------------|------------------------------|
| Honoraires et commissions sur prêts et avances | 4 399 | 107 |
| Honoraires et commissions sur garanties financières | 39 | 170 |
| Autres | - | 7 |
| Total des revenus d'honoraires et de commissions | 4 438 | 284 |

Les frais d'honoraires et de commissions se présentent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|---|------------------------------|------------------------------|
| Commissions versées à des tiers en ce qui concerne les actions et autres titres à revenu variable | -721 | -106 |
| Total des frais d'honoraires et de commissions | -721 | -106 |

23 21 Résultat net sur actions et autres titres à revenu variable

Les gains nets réalisés sur les actions et autres titres à revenu variable se répartissent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|---|------------------------------|------------------------------|
| Résultat net réalisé sur actions et autres titres à revenu variable | -133 | 3 166 |
| Dividendes | 1 408 | 7 320 |
| Variation nette de la juste valeur | 8 629 | -20 665 |
| Résultat net sur actions et autres titres à revenu variable | 9 904 | -10 179 |

24

25 22 Charges administratives générales

Les charges administratives générales représentent les coûts effectifs encourus par la BEI au titre de la gestion de la Facilité, diminués du revenu des commissions d'instruction standard recouvrées directement par la Banque auprès des clients de la FI.

Les charges administratives générales se décomposent principalement comme suit:

| (en milliers d'EUR) | Du 1.1.2019 au 31.12.2019 | Du 1.1.2018 au 31.12.2018 |
|--|------------------------------|------------------------------|
| Coûts réels encourus par la BEI | -52 982 | -50 021 |
| Revenus des commissions d'instruction versées directement par les clients de la Facilité | 2 973 | 2 222 |
| Total des charges administratives générales | -50 009 | -47 799 |

23 Liens avec des entités structurées non consolidées (en milliers d'EUR)

Définition d'une entité structurée

Une entité structurée est une entité qui a été conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. La norme IFRS 12 note qu'une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes:

- des activités bien circonscrites;
- un objectif précis et bien défini, par exemple: mettre en œuvre un contrat de location fiscalement avantageux, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée;
- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques («tranches»).

Entités structurées non consolidées

Le terme «entités structurées non consolidées» fait référence à l'ensemble des entités structurées qui ne sont pas contrôlées par la Facilité et comprend les intérêts dans des entités structurées non consolidées.

Définition des intérêts dans des entités structurées

La norme IFRS 12 définit les «intérêts» au sens large, de manière à inclure tout lien contractuel ou non contractuel qui expose l'entité déclarante à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'autre entité. À titre d'exemples de ces intérêts, on peut citer la détention de participations ainsi que d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, des rehaussements de crédit, la prise d'engagements et l'octroi de garanties à l'autre entité. IFRS 12 précise que l'entité déclarante ne détient pas nécessairement d'intérêts dans une autre entité du seul fait qu'elle entretient avec elle une relation client-fournisseur de type courant.

Le tableau ci-dessous présente les types d'entités structurées que la Facilité ne consolide pas mais dans lesquels elle détient des intérêts.

| Type d'entité structurée | Nature et objet | Intérêts détenus par la Facilité |
|--|--|---|
| Financement de projet - prêts à des entités ad hoc (<i>Special Purposes Vehicles</i> - SPV) | Les opérations de financement de projet sont des opérations dans lesquelles la Facilité s'appuie, pour le service de sa dette, sur un emprunteur dont la seule ou la principale source de revenu est générée par un seul actif ou un nombre limité d'actifs financés par cette dette ou d'autres actifs préexistants liés contractuellement au projet. Les opérations de financement de projet sont souvent financées au moyen de SPV. | Montants décaissés nets Produits d'intérêts |
| Opérations de capital-risque | La Facilité finance des fonds de capital-risque et des fonds d'investissement. Les fonds de capital-risque et les fonds d'investissement mettent en commun et gèrent des fonds levés auprès d'investisseurs recherchant des prises de participations privées dans de petites et moyennes entreprises à fort potentiel de croissance ainsi que le financement de projets d'infrastructure. | Investissements dans des parts/actions émises par l'entité de capital-risque Dividendes reçus. |

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des entités structurées non consolidées dans lesquelles la Facilité a des intérêts à la date de clôture, ainsi que son exposition maximale à un risque de perte lié à ces entités. L'exposition maximale au risque de perte comprend les valeurs comptables et les engagements non décaissés afférents.

| Type d'entité structurée | Rubrique | Valeur comptable au 31.12.2019 | Valeur comptable au 31.12.2018 | Exposition maximale au risque de perte au 31.12.2019 | Exposition maximale au risque de perte au 31.12.2018 |
|--------------------------|--|--------------------------------|--------------------------------|--|--|
| Fonds de capital-risque | Actions et autres titres à revenu variable | 504 332 | 467 152 | 834 955 | 797 775 |
| Total | | 504 332 | 467 152 | 834 955 | 797 775 |

26 24 Enveloppe de financement avec impact (en milliers d'EUR)

En juin 2013, le conseil ministériel conjoint ACP-UE a approuvé le nouveau protocole financier concernant le 11^e Fonds européen de développement (FED), qui couvre la période de 2014 à 2020.

Il a été convenu d'une nouvelle dotation de 500 millions d'EUR pour la Facilité, dénommée «enveloppe de financement avec impact» ou «IFE», permettant à la FI de soutenir des projets qui ont potentiellement des retombées particulièrement fortes en matière de développement tout en supportant les risques plus importants inhérents à ces investissements. Cette enveloppe offrira de nouvelles possibilités de renforcement des prêts au secteur privé de la Facilité grâce à des investissements dans les instruments suivants:

Fonds de capital-investissement à impact social soutenus par une population émergente de gestionnaires de fonds de placement privés qui placent l'atténuation de problèmes sociaux ou environnementaux au centre de la stratégie d'investissement de leurs fonds, mais continuent à cibler la viabilité des opérations tant au niveau du fonds que de ses entreprises bénéficiaires.

Prêts aux intermédiaires financiers (tels qu'institutions de microfinance, banques locales et coopératives de crédit) actifs dans des pays ACP pour lesquels la BEI ne peut envisager un financement, particulièrement en monnaie locale, en vertu des lignes directrices en matière de risques de crédit, compte tenu, par exemple, d'un risque-pays élevé, de la volatilité de la monnaie ou du manque de références de tarification. Ces prêts ont pour objectif principal de financer des projets ayant une forte incidence en matière de développement, notamment en soutenant les micro et petites entreprises (MPE) et l'agriculture, qui ne peuvent généralement pas bénéficier des financements de la Facilité.

Instruments facilitant le partage des risques, qui prennent la forme de dispositifs de garantie des premières pertes, facilitant les opérations de partage des risques de la BEI avec des intermédiaires financiers locaux (essentiellement, des banques commerciales) au profit de PME et de petits projets mal desservis qui répondent aux critères du financement avec impact, dans des situations où des lacunes de marché ont été constatées en ce qui concerne l'accès des PME/petits projets au financement. Les dispositifs de garantie des premières pertes seraient structurés comme une contre-garantie en faveur de tranches de garantie de premier rang faisant l'objet d'un financement de la BEI (au titre de la Facilité) et d'autres institutions financières internationales/institutions de financement du développement, générant ainsi un important effet de levier.

Financements directs, au moyen d'instruments de dette (soit des prêts) ou de capitaux propres, de projets menés par des promoteurs solides et expérimentés et ayant une forte incidence en matière de développement; ces projets vont toutefois également de pair avec des anticipations plus élevées en ce qui concerne les pertes et les difficultés à récupérer l'investissement (risques liés aux prises de participation, associés à des anticipations de pertes supérieures à la normale). La BEI applique des critères de sélection et d'éligibilité rigoureux pour cet instrument, étant donné que ces projets, malgré leur impact important sur le développement, ne seraient pas en mesure de répondre à des critères acceptables en matière de financement (faibles attentes quant à la récupération de l'investissement ou à la compensation des pertes par les taux d'intérêt/le rendement des actions).

L'enveloppe de financement avec impact permet également une diversification vers de nouveaux secteurs, tels que la santé et l'éducation, l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que le développement de nouveaux instruments innovants de partage des risques.

D'un point de vue financier et comptable, l'IFE fait partie du portefeuille de la Facilité et est comptabilisée dans les états financiers annuels globaux de la FI.

27 Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les montants engagés mais non décaissés, par type d'actif.

| Type d'investissement de l'IFE | Rubrique | Évaluation | Valeur comptable brute au 31.12.2019 | Corrections de valeur pour pertes/montant aj. de la juste valeur au 31.12.2019 | Valeur comptable au 31.12.2019 | Montant non décaissé au 31.12.2019 | Montant aj. des ECL hors bilan au 31.12.2019 |
|---|--|--|--------------------------------------|--|--------------------------------|------------------------------------|--|
| Fonds de capital-investissement à impact social | Actions et autres titres à revenu variable | FVTPL | 33 417 | -3 175 | 30 242 | 66 840 | - |
| Prêts aux intermédiaires financiers | Prêts et avances | AC | 22 347 | -354 | 21 993 | 42 400 | -1 251 |
| Instruments facilitant le partage des risques | Garanties émises | approche basée sur «la valeur la plus élevée»* | - | - | - | 47 331 | -50 |
| Prises de participation directes | Actions et autres titres à revenu variable | FVTPL | 58 643 | 19 626 | 78 269 | 14 | - |
| Opérations de prêt direct | Prêts et avances | FVTPL | 37 136 | -15 156 | 21 980 | 75 700 | - |
| Total | | | 151 543 | 941 | 152 484 | 232 285 | -1 301 |

* Veuillez consulter la section évaluation ultérieure de la note 2.4.3 pour de plus amples informations.

| Type d'investissement de l'IFE | Rubrique | Évaluation | Valeur comptable au 31.12.2018 | Montant non décaissé au 31.12.2018 |
|---|--|--|--------------------------------|------------------------------------|
| Fonds de capital-investissement à impact social | Actions et autres titres à revenu variable | FVTPL | 19 134 | 53 672 |
| Prêts aux intermédiaires financiers | Prêts et avances | AC | 29 566 | 24 700 |
| Instruments facilitant le partage des risques | Garanties émises | approche basée sur «la valeur la plus élevée»* | -786 | 43 668 |
| Prises de participation directes | Actions et autres titres à revenu variable | FVTPL | 53 183 | 1 014 |
| Opérations de prêt direct | Prêts et avances | AC | 6 711 | 114 629 |
| Total | | | 107 808 | 237 683 |

* Voir la section évaluation ultérieure de la note 2.4.3 pour de plus amples informations.

À compter du 1^{er} janvier 2019, la direction a décidé d'appliquer les «*General Mandate Risk Principles*» (principes en matière de risques du mandat général) aux opérations de prêt direct de l'IFE (à l'exclusion des prêts aux intermédiaires financiers), comme prévu par les lignes directrices de la BEI relatives au risque de crédit et sur prises de participation, et de surveiller et de déclarer le risque associé à ces opérations sur la base de leur juste valeur.

Suivant cette nouvelle méthode, la Banque procède à l'évaluation qualitative des risques en vue d'évaluer la solidité de la logique d'investissement et les perspectives de viabilité de ces opérations. Dans ce contexte, les opérations de prêt direct de l'IFE, jusque-là comptabilisées comme des prêts évalués au coût amorti, sont reclassées en prêts évalués à la juste valeur.

La modification du modèle économique nécessite une modification prospective du portefeuille à compter de la date du reclassement. Elle n'a dès lors aucun effet sur les exercices précédents. L'effet sur l'état du résultat global de l'exercice en cours est comptabilisé sous la rubrique «Variation des provisions pour engagements de prêt» à hauteur d'un montant de 4,4 millions d'EUR.

28 25 Événements postérieurs à la date de clôture

Il ne s'est produit, après la date de clôture de l'exercice, aucun événement significatif pouvant donner lieu à une mise à jour des informations fournies ou à des ajustements aux états financiers clos le 31 décembre 2019.

3. GLOSSAIRE

ABAC

Il s'agit du nom donné au système comptable de la Commission qui, depuis 2005, s'est enrichi de règles en matière de comptabilité d'exercice. En plus de la comptabilité budgétaire de caisse, la Commission établit une comptabilité d'exercice qui comptabilise les revenus lorsqu'ils sont générés et non lorsqu'ils sont perçus. Les dépenses sont comptabilisées lorsqu'elles sont engagées et non lorsqu'elles sont payées. Cela s'oppose à la comptabilité budgétaire de caisse, qui n'enregistre les opérations et autres événements que lorsqu'un montant en espèces est effectivement reçu ou versé.

Agences

Organismes de l'UE dotés d'une personnalité juridique distincte et auxquels des compétences d'exécution budgétaire peuvent être déléguées dans le respect de conditions strictes. Les agences font l'objet d'une décharge séparée de la part de l'autorité de décharge.

Ajustement

Budget rectificatif ou transfert de fonds d'un poste budgétaire à un autre.

Annualité

Principe budgétaire selon lequel les dépenses et les recettes sont programmées et ordonnancées pour un exercice commençant le 1^{er} janvier et s'achevant le 31 décembre.

Annulation de crédits

Concerne les crédits inutilisés qui ne peuvent plus servir.

Autorité budgétaire

Institutions investies de pouvoirs de décision en matière budgétaire: pour les institutions de l'UE, il s'agit du Parlement européen et du Conseil des ministres.

Pour les agences et les entreprises communes, c'est leur conseil (Board) qui est l'autorité budgétaire.

Base légale (acte de base)

La base légale est, en général, un texte législatif fondé sur un article du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne conférant des compétences à la Communauté dans un domaine politique spécifique et exposant les conditions à respecter pour exercer ces compétences, notamment sur le plan de l'exécution budgétaire. Certains articles du traité autorisent la Commission à mener des actions, qui impliquent des dépenses, sans qu'il y ait un acte juridique supplémentaire à cet effet.

Budget

Plan financier annuel, établi selon les principes budgétaires, qui fournit des prévisions et autorise, pour chaque exercice budgétaire, des recettes et des dépenses prévisionnelles assorties d'une description et d'une justification détaillées, cette dernière figurant dans les commentaires budgétaires.

Budget adopté

Le projet de budget devient le budget adopté dès qu'il est approuvé par l'autorité budgétaire.

Voir «Budget».

Budget rectificatif

Décision adoptée pendant l'exercice budgétaire pour modifier (augmenter, diminuer ou transférer) certains aspects du budget adopté pour l'exercice en question.

Comptabilité

Action d'enregistrement des opérations financières et de communication d'informations sur ces opérations, comprenant la création de l'opération, sa comptabilisation, son traitement et sa présentation sous forme synthétique dans les états financiers.

Comptable

Le rôle, les pouvoirs et les responsabilités du comptable sont définis par le règlement financier, comme suit:

- la bonne exécution des paiements;
- l'encaissement des recettes;
- le recouvrement des créances et la compensation;
- la tenue de la comptabilité ainsi que la préparation et la reddition des comptes;
- la définition des règles et méthodes comptables ainsi que du plan comptable;
- la définition et la validation des systèmes comptables ainsi que la validation des systèmes prescrits par l'ordonnateur et destinés à fournir ou justifier des informations comptables (systèmes locaux);
- la gestion de la trésorerie;
- la désignation des régisseurs d'avances;
- l'ouverture et la clôture de comptes bancaires au nom de l'institution.

Crédits

Fonds budgétaires.

Le budget prévoit à la fois des engagements (engagements juridiques à fournir des moyens financiers, pour autant que certaines conditions soient remplies) et des paiements (versements d'espèces ou virements bancaires aux bénéficiaires). Les crédits pour engagements et les crédits pour paiements diffèrent souvent (crédits dissociés) car les programmes et projets pluriannuels sont généralement engagés intégralement pendant l'année où ils sont décidés, et ils donnent lieu à des paiements au fil des années, à mesure que progresse la mise en œuvre du programme ou du projet. Les crédits non dissociés s'appliquent aux dépenses administratives, les crédits d'engagement étant équivalents aux crédits de paiement.

Crédits administratifs

Les crédits administratifs couvrent les frais de fonctionnement des institutions et des entités (personnel, bâtiments, matériel de bureau).

Crédits d'engagement

Les crédits d'engagement couvrent le coût total des obligations juridiques (contrats, décisions/conventions de subvention) ayant pu être contractées pendant l'exercice en cours. Article 7 du règlement financier: *Les crédits d'engagement couvrent, pendant l'exercice en cours, le coût total des obligations juridiques (contrats, décisions/conventions de subvention) contractées pour des actions dont la réalisation s'étend sur plus d'un exercice.*

Crédits de paiement

Les crédits de paiement couvrent les dépenses prévues pour l'exercice en cours qui découlent des engagements juridiques contractés pendant l'exercice en cours et/ou les exercices précédents (article 7 du règlement financier).

Crédits dissociés

Les crédits dissociés sont destinés au financement d'opérations à caractère pluriannuel; ils couvrent, pour l'exercice en cours, le coût total des obligations juridiques contractées pour des actions dont la réalisation s'étend sur plus d'un exercice. Article 7 du règlement financier: *Les crédits dissociés sont inscrits pour les opérations à caractère pluriannuel; ils donnent lieu à des crédits d'engagement et à des crédits de paiement.*

Crédits non dissociés

Les crédits non dissociés sont destinés à couvrir les opérations ayant un caractère annuel (Article 9 du règlement financier). Dans le budget de l'UE, les crédits non dissociés s'appliquent aux dépenses administratives, au soutien aux marchés agricoles et aux paiements directs.

Crédits opérationnels

Les crédits opérationnels financent les différentes politiques, principalement sous la forme de subventions ou de marchés.

Crédits tombant en annulation

Crédits inutilisés à annuler à la clôture de l'exercice. Il s'agit de l'annulation de tout ou partie de l'autorisation, représentée par un crédit, d'effectuer des dépenses et/ou d'assumer des passifs.

En ce qui concerne les entreprises communes uniquement, conformément à leurs règles financières, les crédits inutilisés peuvent être inscrits dans l'état prévisionnel des recettes et des dépenses des trois exercices suivants au maximum («règle n+3»). Par conséquent, les crédits des entreprises communes tombant en annulation peuvent être réactivés jusqu'à l'exercice «n+3».

Dégagement

Annulation d'une réservation de crédits.

Dépenses

Terme utilisé pour décrire les dépenses budgétaires relevant de tous les types de crédits («funds sources»).

Différences de change

Différences résultant des taux de change appliqués aux opérations qui concernent des pays n'appartenant pas à la zone euro ou de la réévaluation, à la clôture, des actifs et passifs libellés en monnaie étrangère.

Droits constatés

Il s'agit d'ordres de recouvrement que l'Union européenne doit établir pour percevoir les revenus.

Engagement budgétaire

Un engagement budgétaire est une réservation de crédits visant à couvrir des dépenses ultérieures.

Engagement juridique

Un engagement juridique constate une obligation juridique à l'égard de tiers.

Engagements restant à liquider

Les engagements restant à liquider (ou RAL «reste à liquider») sont définis comme le montant des crédits engagés qui n'ont pas encore été payés ou des engagements juridiques qui n'ont pas donné lieu à une liquidation complète par des paiements. Ils découlent directement de l'existence de programmes pluriannuels et de la dissociation entre crédits d'engagement et crédits de paiement.

Entreprise commune (EC)

Entité juridique de l'UE établie en vertu du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ce terme peut être utilisé pour décrire toute structure collaborative proposée pour «la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union».

Excédent

Différence positive entre les recettes et les dépenses (Voir «Résultat de l'exécution du budget»), qui doit être restituée à l'autorité de financement conformément aux dispositions du règlement financier.

Exécution

Voir «Exécution du budget» et «Résultat de l'exécution du budget».

Exécution du budget

Consommation des crédits du budget au moyen d'opérations de dépenses et de recettes.

«Funds Source»

Type de crédits.

Ordonnateur délégué

L'ordonnateur délégué est chargé dans chaque entité d'ordonner les opérations de recettes et de dépenses conformément aux principes de bonne gestion financière et d'assurer la légalité et la régularité de ces opérations.

L'ordonnateur délégué est chargé de prendre toute décision financière concernant les actions relevant de sa responsabilité. Il doit notamment prendre des décisions pour exécuter le budget en se fondant sur son analyse des risques.

Paie ment

Un paiement est un décaissement en exécution d'obligations juridiques.

Poste du budget/Ligne du budget/Position budgétaire

En ce qui concerne la structure du budget, les recettes et les dépenses sont présentées conformément à une nomenclature contraignante, reflétant une classification voulue par l'autorité budgétaire selon leur nature et leur destination. Les différents intitulés (titre, chapitre, article ou poste) constituent la description formelle de la nomenclature.

RAL

Somme des engagements restant à liquider. Voir «Engagements restant à liquider».

Recettes

Terme utilisé pour décrire les revenus provenant de toutes les sources qui financent le budget.

Recettes affectées

Recettes correspondant à une destination déterminée, telles que les revenus de fondations, les subventions, les dons et legs, y compris les recettes affectées propres à chaque institution.

Voir «Recettes affectées externes/internes».

Recettes affectées externes/internes

Recettes spéciales destinées à financer des dépenses spécifiques.

Les *contributions financières de pays tiers relatives à des programmes financés par l'Union* sont les principales sources de recettes affectées externes.

Les principales sources de recettes affectées internes sont constituées par les recettes provenant de tiers pour des fournitures, des prestations de services ou des travaux effectués sur leur demande, les recettes provenant de la restitution des sommes qui ont été indûment payées et les recettes provenant de la vente de publications et de films, y compris sur support électronique.

La liste complète des éléments qui constituent des recettes affectées figure à l'article 21 du règlement financier.

Recouvrement

L'ordre de recouvrement est la procédure par laquelle l'ordonnateur délégué enregistre un droit de la Commission aux fins de récupérer le montant qui lui est dû. La Commission exerce donc ce droit pour réclamer la somme qui lui est due par un débiteur, généralement un bénéficiaire.

Règlement financier (RF)

Adopté selon la procédure législative ordinaire après consultation de la Cour des comptes européenne, ce règlement énonce les règles en matière d'établissement et d'exécution du budget général de l'Union européenne.

Référence: règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union.

Règles d'application

Règles détaillées pour la mise en œuvre du règlement financier. Elles sont exposées dans un règlement de la Commission adopté après consultation de toutes les institutions et ne peuvent pas modifier le règlement financier, dont elles dépendent.

Report de crédits

Exception au principe d'annualité dans la mesure où des crédits n'ayant pas pu être utilisés au cours d'un exercice donné peuvent être exceptionnellement reportés, moyennant le respect de conditions strictes, pour être utilisés au cours de l'exercice suivant.

Résultat

Voir «Résultat de l'exécution du budget».

Résultat de l'exécution du budget

Différence entre les revenus perçus et les montants payés, y compris les ajustements pour les reports, annulations et différences de taux de change.

En ce qui concerne les agences, le montant en question devra être remboursé à l'autorité de financement conformément au règlement financier pour les agences.

Résultat économique

Incidence sur le bilan des dépenses (charges) et des recettes (produits) selon les règles de la comptabilité d'exercice.

Revenus

Voir «Recettes».

Subventions

Contributions financières directes à la charge du budget, octroyées à titre de libéralité, en vue de financer soit une action destinée à promouvoir la réalisation d'un objectif qui s'inscrit dans le cadre d'une politique de l'Union ou le fonctionnement d'un organisme poursuivant un but d'intérêt général européen ou un objectif qui s'inscrit dans le cadre d'une politique de l'Union.

Virement

Les virements entre lignes budgétaires impliquent le déplacement de crédits d'une ligne budgétaire à une autre en cours d'exercice. Ils constituent ainsi une exception au principe budgétaire de spécialité. Ils sont toutefois expressément autorisés par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans les conditions prévues par le règlement financier. Ce dernier définit les différents types de virements selon qu'ils sont effectués entre titres, chapitres ou articles du budget, ou à l'intérieur de ceux-ci, et selon le niveau d'autorisation requis.